

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES
REPRÉSAILLES

EN TEMPS DE PAIX

(ÉTUDE JURIDIQUE, HISTORIQUE & POLITIQUE)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

PAUL LAFARGUE

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1898

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES
REPRÉSAILLES

EN TEMPS DE PAIX

(ÉTUDE JURIDIQUE, HISTORIQUE & POLITIQUE)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le mardi 22 novembre 1898, à 2 h. 1/2

PAR

PAUL LAFARGUE

Président : M. RENAULT.

Suffragants : { MM. LAINÉ, *professeur.*
PILLET, *agrégé.*



PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

—
1898

A MA MÈRE

LES REPRÉSAILLES EN TEMPS DE PAIX

PRÉFACE

Notre étude comprend l'histoire des représailles dans leur évolution à travers les âges.

Dans cette fin de siècle où se justifie plus que jamais la parole de Labruyère : « Tout est dit », il n'était guère possible de rajeunir notre sujet que par une incursion dans le domaine des événements contemporains. D'autre part, il fallait indiquer la genèse de ces événements ou plutôt les principes qui les ont inspirés.

Dès lors, nous avons deux parties bien distinctes : la première n'a plus qu'un intérêt rétrospectif ; la seconde est toute d'actualité.

Dans son ensemble, notre étude est à la fois d'essence juridique, historique et politique ; dans la seconde partie, la politique tient une place prépondérante.

Cette prépondérance de la politique accuse à la fois un recul et un progrès ; c'est un recul, parce qu'il n'y a plus ces règles précises et déterminées qui ont, pour

ainsi dire, codifié l'usage des représailles, alors qu'elles étaient laissées à l'initiative des particuliers ; c'est un progrès, car l'Etat, qui a pris en main la défense des intérêts particuliers, les subordonne à l'intérêt général.

En somme, la civilisation a-t-elle failli à sa tâche ? Il est incontestable que nous jouissons aujourd'hui d'une sécurité inconnue autrefois : nous parcourons sans crainte des pays étrangers ; nous confions nos capitaux à des entreprises lointaines. On ne peut nier ni cette sécurité ni ce crédit.

Est-ce à dire que les hommes soient meilleurs qu'aux temps anciens ? Nous ne savons ; nous n'avons pas à envisager la valeur morale de l'individu. Nous étudions les hommes dans leur groupement en sociétés politiques, et nous constatons dans ces sociétés, une probité plus grande qu'autrefois, parce qu'elles ont plus qu'autrefois intérêt à faire face à leurs engagements.

Qu'on nous pardonne notre lointain retour dans l'histoire : nous avons voulu mettre en parallèle la barbarie de l'antiquité et la barbarie du moyen âge, et montrer que les mêmes institutions, ou plutôt la même absence d'institutions, ramènent les mêmes faits, inévitablement.

Notre sujet, on le comprend, se prête mal aux théories abstraites ; nous avons étudié la question des *représailles en temps de paix* ; cette expression qui fournit le titre de cet ouvrage écartera, nous l'espérons, l'équivoque qui eût pu s'établir si le terme de *représailles* avait été laissé sans commentaires. Tout ce qui se fait contre

l'étranger pour tirer satisfaction de quelque injure, de quelque violence ou de quelque dommage constitue des représailles ; il en résulte qu'envisagées dans un sens aussi large, elles peuvent s'exercer aussi bien dans l'état de paix que dans l'état de guerre : nous avons dû limiter notre sujet et écarter ce qui n'a pas lieu pendant la paix ; pour nous, les représailles seront les moyens de coercition en dehors de la guerre.

Sous la réserve de cette restriction, nous avons traité les diverses situations qui ont pu amener les représailles, et fait ressortir les diverses questions de droit que peuvent soulever les espèces historiques offertes à notre examen.

Paris, 1898.

PREMIÈRE PARTIE

LES REPRÉSAILLES ANCIENNES

CHAPITRE PREMIER

LES ORIGINES.

SOMMAIRE. — 1° La Grèce.

2° L'Empire romain.

3° A. Les invasions. — B. Charlemagne.

4° A. Le commerce dans l'Europe féodale. — B. Les guerres privées.

— C. Les immunités.

I

LA GRÈCE.

Très anciennement, il était d'usage que ceux qui se prétendaient lésés se rendissent eux-mêmes justice et reprissent de vive force, eux-mêmes, des mains qui les détenaient, les choses qui constituaient leur propriété.

C'était la revendication conforme à l'éternel adage, *suum cuique*, qui sous une forme brutale et primitive, renfermait les premiers éléments d'un droit que l'action des siècles pourra transformer, mais n'effacera pas. Ce droit, la Grèce l'a connu.

A l'époque que nous envisageons, c'est-à-dire dans une antiquité reculée, la Grèce abritait un essaim de cités minuscules, jalouses d'une indépendance que des hostilités continuelles rendaient aléatoire. Cet état de rivalité ne favorisait guère les transactions commerciales ; aussi pour subvenir aux besoins de la tribu, en cas de mauvaises récoltes et de disette d'esclaves, on avait recours au Dieu des batailles. Si quelques hommes se risquaient à trafiquer, ce n'étaient qu'aventuriers assoiffés de lucre, dont le négoce se doublait de brigandage et de piraterie.

D'ailleurs la Grèce fut, de tous les pays d'Orient, celui qui se livra le plus tard au commerce maritime ; longtemps, les riverains des mers se bornèrent à piller les côtes environnantes. Plus tard, devenus hardis navigateurs, les Grecs portaient en tous lieux leurs vins et leurs étoffes, et ramenaient du blé, de la cire, des laines, des bois de construction et des esclaves.

Ce trafic déjà intense avait attiré sur les rivages fréquentés et sur les routes désertes une telle population de forbans et de brigands, que les législateurs d'alors durent intervenir et défendre dans leurs biens et dans leur personne les hommes qui s'aventuraient au loin pour y faire le commerce.

A Athènes, la loi permit aux parents du voyageur qui avait été assassiné dans un pays étranger de saisir jusqu'à deux personnes de ce pays-là et de les retenir jusqu'à la livraison du meurtrier : c'était l'*ἀνδροληψία*, la prise d'homme (1).

Cette législation primitive, qui considérait la collectivité comme responsable d'un délit particulier, en admettant une certaine solidarité entre les membres d'une même famille ou d'une même ville, était la première réglementation, sinon la première manifestation des représailles.

Ce n'était plus la peine du talion qui, sans doute, fut la première forme de justice ; c'était plus que le talion, mieux peut-être. Le talion « œil pour œil, dent pour dent », l'implacable loi de Moïse, inscrite dans l'Exode et le Deutéronome, reprise plus tard par le Koran, c'est la justice aveugle qui ne remonte pas aux causes et qui n'a pas égard aux motifs, mais, en somme, n'atteint que le coupable, tandis que les représailles frappent l'innocent. Or, qu'on veuille bien réfléchir, et ce qui paraissait une iniquité monstrueuse découlera de l'organisation même des sociétés d'alors. Qu'on veuille bien considérer que chaque peuple formait la plus grande famille, que la tribu, lien d'intérêt autant que de sang, était la véritable propriétaire des biens de ses membres, puisque la première forme de la pro-

(1) Demosth., *Orat. ad Aristocrat.*

priété fut collective, et on comprendra cette solidarité dans le châtement.

A Athènes, cet usage des représailles, abandonné de bonne heure en cas de meurtre, prit au contraire un grand développement pour tout ce qui concernait le vol. L'athénien lésé se saisissait des biens du premier venu de même race que son ravisseur et exigeait de lui satisfaction, sauf à celui-ci à se faire indemniser à son tour par l'auteur de l'offense.

Il est facile de deviner combien cette forme de justice, si favorable aux audacieux, dut servir à voiler d'entreprises plus fructueuses que justifiées : les déprédations commises sous ce prétexte furent telles que, pour la sûreté de leurs expéditions, les commerçants formèrent des associations et naviguèrent de conserve.

Il arrivait que l'État prenait les représailles à son compte et s'en chargeait à titre d'entrepreneur, doublant ainsi son rôle de police d'un but de spéculation. Ces représailles, en Grèce, furent considérées comme un acte juridique, une procédure internationale servant de garantie et de sanction à un droit (1). Les villes pouvaient renoncer à ce droit et l'immunité ainsi concédée contre les représailles, l'*ἀσυλία*, pouvait l'être de deux sortes :

1° Ou bien l'immunité était personnelle et héréditaire, accordée aux étrangers qui avaient bien mérité de la pa-

(1) Dareste, *Du droit de représailles*, Compte rendu Académie sciences politiques, 1890.

trie ; en ce cas, toute infraction donnait lieu à une action en justice ouverte, non seulement à la victime d'une saisie illégale, mais à toute personne, parce que c'était là un fait touchant à l'ordre public, et le capteur, outre la restitution des choses saisies, encourait une amende. Certaines professions entraînaient ce même privilège d'exempter du droit de représailles : les entrepreneurs de travaux publics, leurs ouvriers et — hommage un peu étrange rendu à Thalie — les artistes dramatiques.

2° Ou bien les *ἀσυλία* s'étendaient à toute une ville. En ce cas, elles étaient concédées par traité et généralement à charge de réciprocité ; un traité de ce genre fut passé entre les deux villes locriennes d'OÉanthé et de Chalcéion (V^e s. av. J.-C.). Ces villes supprimaient les représailles, sur terre seulement, sous peine d'une amende de 4 drachmes, nonobstant la restitution des biens saisis, et instituaient des magistrats spéciaux, connus sous le nom de juges des étrangers, *ξενοδίκαι* (1).

D'autres traités, plus récents, fournissent de curieux exemples d'arbitrage, portés devant une ville choisie pour juge.

Il y avait donc là une institution parfaitement réglementée, qui, née avec les premiers âges, vécut pendant toute la vie du monde grec ; nous la verrons décroître et s'effacer pendant l'hégémonie romaine, puis renaître d'elle-même et reparaitre dans la tourmente des siècles, plus tard et ailleurs, mais sous une forme presque identique.

(1) Cauer, n° 230, dans Dareste, *opusc. cité*.

II

L'EMPIRE ROMAIN.

L'Empire romain a aboli les représailles : cette prohibition suffit à prouver que l'ancienne Rome avait connu cet usage.

Le peuple romain a été surtout un peuple guerrier. La société libre se partageait en deux classes parfaitement tranchées : les riches et les pauvres, mais les surprenantes conquêtes faites par ce petit peuple augmentèrent de telle sorte son patrimoine que la plèbe eut aussi sa part dans la distribution des territoires : la richesse qui suivit la prise de la Macédoine par Paul Emile fut telle que, pendant plusieurs années, les impôts furent supprimés. Ce fut la cause de la splendeur romaine et l'origine de sa décadence : toutes les choses précieuses que rapportaient de toutes les parties du monde, surtout de l'Orient, les centurions romains, donnèrent à Rome, maîtresse du monde, les goûts de ce monde qu'elle avait conquis. L'usage des parfums devint une nécessité, le goût des pierreries une passion ; les tissus dont la transparence permettait aux dames romaines de paraître habillées sans cesser d'être nues parurent indispensables ; les profusions de la table et

surtout l'acquisition d'un peuple d'esclaves exigèrent des ressources énormes (1).

Rome, qui ne faisait pas de commerce et qui ne pouvait plus se passer du commerce, payait ses achats en argent soutiré à toutes les provinces par des impôts terribles.

La navigation de tout l'Empire fut occupée à entretenir l'abondance nécessaire à la Ville. Dans une telle civilisation, l'usage des représailles aurait eu un effet désastreux, paralysant par la crainte l'initiative des marchands, amenant des crises, des retards dans les arrivages de blé à Ostie : l'Empire romain, discipliné comme une caserne avec ses collèges d'artisans et ses manufactures d'État, n'eût pas permis cet usage ; si Rome détruisait l'indépendance des nations, elle leur assura en échange une certaine sécurité. Telle est la raison primordiale qui fit interdire les représailles.

De plus, Rome était forte ; les actes d'hostilité commis contre un Romain pouvaient entraîner la responsabilité de l'État, c'est-à-dire la guerre, car la rudesse des temps ne permettait pas d'avoir recours à ce moyen atténué, dans ses procédés et dans ses conséquences, que certains grands États de l'Europe ont mis en pratique de nos jours, et qui constitue ce que nous appelons les représailles actuelles.

Enfin l'esprit même du peuple romain, du peuple lé-

(1) Pardessus, *Lois maritimes anciennes*. Introduction.

gislateur par excellence, le détournait de cet usage : les revendications se faisaient par l'intermédiaire des *fétiales*. Le *pater patratus* se rendait à la frontière, exposait ses réclamations et donnait un délai : si la réclamation était contestée, l'affaire était soumise à des arbitres, les *recuperatores*, qui formaient probablement un tribunal mi-partie : les *recuperatores* devaient statuer dans les dix jours et ne pouvaient entendre plus de dix témoins (1).

Entre cette sorte d'arbitrage et la guerre, il n'y avait pas de place pour les représailles : l'établissement de l'Empire avait fait cesser partout les violences privées : partout régna la *pax romana*, tant que l'Empire eut la force de l'imposer.

Son démembrement fit revivre l'usage des représailles.

(1) Tite Live, I, 32, dans Dareste, *opusc. cité*.

III

A. — Les invasions.

L'Empire romain s'était désagrégé sous le choc des invasions barbares. Après qu'il eut émigré à Byzance, toute la partie occidentale de l'Europe s'était trouvée sous le joug de peuplades venues de l'Est, et sur les ruines du monde romain, s'était élevée une population incohérente et brutale. Une multitude de forces diverses, sans lumière et sans frein, se disputant partout et sans cesse la domination, troublait et compromettait la paix du monde (1).

Cependant les provinces de la Gaule méridionale qui, après les invasions des Francs et des Visigoths, avaient cessé de faire partie de l'Empire, n'en continuèrent pas moins à se livrer au commerce, et s'il est douteux que la législation des vainqueurs ait été imposée aux vaincus, du moins certains procédés germaniques se perpétuèrent dans la nation gallo-franque. Un de ces procédés consacrait l'usage des représailles : dans la législation germanique primitive, un certain droit appelé *faustrecht*, *droit du poing*, obligeait les membres d'une même famille à défendre chacun de leurs parents atta-

(1) Guizot, *Hist. de Fr.*, p. 224.

qué ou menacé, et par voie de conséquence les rendait tous solidairement responsables (1).

Ce morcellement de l'ancien Empire en une infinité d'États indépendants, avait rendu impossible la reconnaissance du droit privé par des voies légales : il fallait recourir à des moyens irréguliers et violents. On regarda naturellement les compatriotes de l'agresseur comme responsables de cette agression et le principe s'établit que la collectivité répond des crimes commis par un de ses membres. Le terme de *repressaliæ* désigna cette sorte de mainmise qu'on pourrait définir le droit de se rendre par force justice à soi-même. Malgré tous les désordres qu'elle pouvait causer, cette voie de fait était réputée ne pas rompre la paix.

Les Villes de la Méditerranée, plus civilisées, sentirent plus vite l'arbitraire de ces violences ; elles observèrent dans leurs ports une certaine police internationale ; des tribunaux spéciaux, que nous retrouverons plus tard sous le nom de cours d'amirauté, y furent créés pour régler d'une façon pacifique les différends en matière de commerce : il devenait plus facile de faire respecter son droit (2). Même le Nord de la France avait acquis une civilisation relative : dès le V^e siècle, notre pays devenait le plus commerçant de l'Europe. En Italie seulement quelques villes maritimes, échappées aux invasions barbares, commerçaient encore avec Constan-

(1) Mas Latrie, *Le droit de marque*, p. 9.

(2) Mas Latrie, *opusc. cité*, p. 11.

tinople, malgré l'insécurité des mers : si dans l'antiquité, les navires étaient rançonnés par les pirates, dans le moyen-âge, ils couraient risque d'être rançonnés par tout le monde « *pillards, écumeurs de mer, soi-disant amis, confédérés ou ennemis déclarés* » (1).

Pour faire face à ces dangers, les marchands, surtout ceux qui voyageaient en pays lointains, avaient formé des associations volontaires, prêtes à toutes les aventures, au combat comme au trafic. Le franc Samo qui, au commencement du VII^e siècle, régna sur les Wénèdes était un négociant des environs de Sens, parti à la tête d'une troupe de marchands pour se rendre chez les Slovers ; à son arrivée, il avait trouvé ceux-ci en pleine rébellion contre les Huns, leurs anciens maîtres ; alors laissant de côté les affaires, il avait pris les armes avec ses compagnons et avait assuré la victoire aux rebelles qui l'élurent roi par reconnaissance.

B. — Charlemagne.

Charlemagne essaya de prohiber les guerres privées des territoires soumis à ses armes. Hanté par le souvenir de l'Empire romain tombé, il avait voulu le relever à son profit, par la victoire d'un nouveau peuple et d'une nouvelle foi. Il crut en avoir rétabli de ses mains puissantes la vaste unité, car, pendant les quarante-sept années de son règne, les représailles disparurent du monde chrétien.

(1) *Guidon de la mer*, ch. VI, art. 1.

Mais à sa mort, son Empire se morcela entre des princes qui usèrent leurs énergies dans une rivalité stérile. L'insubordination des grands, les séditions des peuples précipitèrent la catastrophe ; avec le désordre et l'anarchie s'ouvrait l'époque la plus terrible du moyen âge : pendant deux siècles il allait faire nuit sur la terre (1).

Le système féodal acheva de démembrer la monarchie ; la France se divisa en souverainetés, toutes rivales, toutes ennemies, elles-mêmes subdivisées en Dominations que reliait imparfaitement une hiérarchie encore mal définie.

Une foule de petits tyrans pillaient les marchands que d'autres s'étaient contentés de rançonner ; l'autorité royale n'offrait plus aucune protection aux peuples (2).

Cette organisation s'aggravait de périls extérieurs.

Au Sud, les Sarrasins, au nom de la guerre sainte, avaient fondu sur l'Europe qu'ils accablaient de calamités sans nombre ; leur défaite à Poitiers les ayant rejetés vers le midi de la France, ils ravagèrent tout le pays.

Au Nord, les Normands avaient commencé leurs invasions sur les côtes de Neustrie vers 841 ; dans les chroniques des IX^e et X^e siècles, on trouve mentionnées quarante-sept incursions en France de pirates norvégiens, danois, irlandais, tous compris sous le nom de Normands. Ces descentes ne cessèrent qu'en 923, lorsque Charles le Simple leur abandonna une province de

(1) Nys, *Orig. du droit internat.*, p. 79.

(2) Pardessus, *opusc. cité*. Introduction.

son royaume. Dans cette période d'un siècle, le droit de s'emparer de tout ce qui abordait sur le rivage s'était établi en faveur des habitants des côtes, conséquences d'un état habituel d'hostilité (1).

Dans un tel état de choses, l'usage des représailles servait de palliatif aux déprédations de ces peuplades sauvages : aucune protection à attendre d'une autorité qui n'arrivait pas à se faire obéir. Comme toujours en pareil cas, les particuliers s'assemblèrent pour remplir le rôle de l'État impuissant. C'est la tendance invincible des agglomérations humaines de s'organiser et de prendre les mesures nécessaires à la défense de cette organisation, lorsque le pouvoir est incapable de le faire : *la sainte Hermandad* nous en fournit un célèbre exemple.

A notre époque, les marchands, nous l'avons dit, unissaient leurs forces pour se défendre mutuellement ; bien plus, ces corporations avaient coutume, sans attendre l'autorisation du pouvoir local, d'exiger réparation non seulement des dommages causés aux membres ainsi associés, mais aussi du préjudice éprouvé par d'autres négociants honnêtes, dépouillés par des pirates, en pleine mer, au cours de leurs opérations commerciales. Ces associations d'individus adonnés à une même profession, ces *collegia*, créées dans un but de défense réciproque, étaient arrivées à une véritable puissance. Ces

(1) Pardessus, *opusc. cité*. Ch. VIII, p. 315.

collegia avaient leurs diplomates. En cas d'accident, l'individu ne pouvait compter sur l'État. En revanche il ne s'adressait jamais en vain aux corporations. Remarquons que les chefs de cette organisation corporative n'étaient pas toujours pris parmi les marchands, mais parfois dans la classe des nobles (1).

D'ailleurs, après le X^e siècle, un grand changement s'est opéré : les invasions ont cessé ; les hommes attachés au sol sur lequel ils sont nés ont fini par oublier leurs origines ; les traditions germaniques ou romaines se sont fondues ; la distinction entre Germain et Romain s'est effacée : il semble qu'une ère plus sereine va s'ouvrir.

(1) Morel, *Les juridictions commerciales au moyen âge*, p. 29 et s.

IV

A. — Le commerce dans l'Europe féodale.

Même pendant la période la plus sombre du moyen âge, jamais le commerce n'a complètement cessé. Déjà en 829, Dagobert avait établi dans la plaine St-Denis une grande foire pour les négociants, tant étrangers que nationaux ; à ce rendez-vous se rencontraient Provençaux, Espagnols, Lombards, Frisons, Saxons et Hongrois ; cette foire devint annuelle.

Il y en eut d'autres, en grand nombre, tenues dans tel ou tel pays, à date fixe.

Pour attirer les marchands à ces foires, tous ceux qui s'y rendaient jouissaient de grands privilèges. Les rois et les seigneurs prenaient sous leur protection spéciale tout marchand voyageant pour ses affaires, donnaient à leurs baillis et à leurs vassaux l'ordre de l'assister et de le défendre sur les routes, et les rendaient responsables, si ce marchand venait à être pillé sur leurs terres ; on rendait de même les habitants d'une même ville ou d'une même province solidaires les uns des autres.

Souvent le négociant, pour obtenir la protection du

seigneur dont il devait traverser la terre, amenait avec lui des musiciens, des baladins, des animaux curieux destinés à distraire son hôte ; heureux si le seigneur, trop vivement intéressé, ne s'appropriait pas baladins, marchands et... marchandises. Ces nobles brigandages sont fréquents au moyen âge.

Au commencement du XIII^e siècle, nous voyons les villes de Brême, Stade, Hambourg, se plaindre de ce que les Gantois les rendaient responsables des pertes éprouvées par les marchands flamands en Saxe et exerçaient des représailles sur leurs ressortissants : « *C'est punir les innocents pour un tort qu'ils ne peuvent empêcher ; les vrais coupables sont les nobles qui dépouillent les marchands et se retirent ensuite dans des châteaux inaccessibles* (1). » Les mers étaient encore moins sûres que les routes, puisque par droit d'aubaine, tout naufrage devenait une bonne fortune pour le seigneur riverain : d'autres s'entendaient avec les pilotes pour faire échouer les navires sur leurs côtes, et la justice royale avait la faiblesse de fermer les yeux sur ces crimes, qu'à vrai dire, elle était impuissante à réprimer.

Cependant des commerçants bravaient ces périls et faisaient la navigation de la Neustrie, de l'Aquitaine, de la Bretagne. Marseille attirait le commerce d'Orient par la sécurité de son port et la probité de ses habitants ; la cité phocéenne était l'entrepôt naturel des

(1) Warnkœnig, *Hist. de la Flandre*. Traduct. de Gheldolf, II, p. 193.

vins du Languedoc, des armes et des cuirs d'Espagne, des porcelaines de l'Italie. La papauté avait d'abord absolument prohibé tout commerce avec les infidèles, mais elle ne maintint pas toujours ces rigoureuses interdictions, car elle en vint bientôt à défendre seulement certains commerces spéciaux, tels que celui du bois, des grains, des armes, avec les ennemis de la religion (1). Ceux-ci d'ailleurs finirent par conclure des « paix » avec le monde chrétien ; même les Papes nouèrent des rapports amicaux avec les rois du Maroc.

Au XIII^e siècle, les Chrétiens jouissaient d'une véritable faveur en Barbarie.

A la même époque, une nouvelle juridiction grandissait dans le Nord de la France, au cœur même de Paris. Le Parloir aux Bourgeois, né d'une confrérie de marchands, qui recevant par la Seine leurs approvisionnements prenaient le nom de « Marchands de l'Eau de Paris », détint un véritable pouvoir politique et judiciaire et donna aux membres qui le composaient une sécurité que le Roi eût été impuissant à lui assurer (2).

B. — Les guerres privées.

Pendant ces siècles de transition d'une civilisation qui cherche sa voie, le droit d'user des représailles s'était généralisé, aggravé même. Si dans la théorie pure, l'*arestum*, *saisie des personnes*, était autorisé, l'arresta-

(1) Bulle de Boniface VIII, en 1302.

(2) Morel, *op. cit* , p. 145.

tion devait se borner à ceux qui avaient commis l'injustice, voire le magistrat qui l'avait tolérée. En fait, ces restrictions étaient souvent oubliées et certaines représailles prenaient le caractère de véritables guerres privées.

Vers 1292 — c'était le temps où les gentilshommes anglais couvraient d'un voile noir un de leurs yeux, tant qu'ils ne s'étaient pas signalés par quelque exploit contre la France — deux matelots, l'un normand, l'autre anglais, se prirent de querelle dans le port de Bayonne et en vinrent aux mains. L'anglais blessa son adversaire. Les magistrats de Bayonne restant inactifs, les marins normands en appelèrent au roi de France ; mais par négligence, Philippe le Bel s'abstint d'intervenir. Les Normands décidèrent de se faire justice eux-mêmes : ils saisirent le premier bateau anglais qu'ils rencontrèrent et pendirent haut et court les personnes du bord ; les marins anglais ripostèrent par des actes de violence et les choses en vinrent au point qu'en dehors de toute action des gouvernements, les partis en présence firent appel, l'un aux Irlandais et aux Hollandais, l'autre aux Flamands et aux Génois.

Deux cents navires normands parcoururent les mers d'Angleterre, massacrant tous les marins anglais qu'ils arrêtaient. Les Anglais armèrent une flotte et tuèrent des milliers de Normands. Alors seulement comme ces tueries menaçaient de s'aggraver encore, les rois prirent en main la cause de leurs sujets.

C'est-à-dire que Philippe le Bel fit citer Edouard I^{er} devant la Cour des Pairs comme coupable de félonie, et le roi d'Angleterre faisant défaut, il saisit le duché de Guyenne (1).

Cet exemple montre à quels excès pouvait entraîner la coutume des représailles ; combien, à une époque où l'on faisait bon marché de la vie humaine, elle fournissait un prétexte facile pour assouvir sa haine ou servir sa vengeance.

Encore cet exemple ne se place-t-il pas dans la période la plus farouche du moyen âge. Des voix s'étaient déjà élevées contre cet usage odieux. Les constitutions impériales et les décrets des conciles en condamnèrent le principe : l'empereur Frédéric II voulut en abroger l'usage ; le concile général de Lyon (1274) le déclara contraire à l'équité.

Mais toutes les tentatives faites en ce sens furent vaines. En admettant même que la seule force capable d'imposer sa volonté à cette époque, l'Église, eût pu extirper cet usage, elle eût fait une œuvre funeste, car il constituait encore l'unique sauvegarde des commerçants, parmi les mille dangers que leur faisait encourir l'insécurité des temps. Il eût fallu substituer à ce mode de justice, si hasardeux dans son exécution, une forme de justice plus parfaite, mais nos rois ne le pouvaient pas. Leurs ordonnances accordant aux nobles des per-

(1) Ward, *Enquiry into the foundation of the law of nations in Europe*, t. I, p. 295.

missions de guerroyer entre eux pendant que le royaume était en paix étaient de véritables aveux d'impuissance.

Quant à assurer la sécurité des communications maritimes, la difficulté était encore plus grande. La police des mers nécessite la création d'une flotte, ce qui est bien autre chose que de rassembler une armée. Avant d'y songer, il faut que chaque État maritime cherche à se créer des ports, des arsenaux, des chantiers et surtout des finances capables de suffire à l'établissement et à l'entretien d'un matériel naval aussi improductif que coûteux (1). L'importance de la navigation de commerce justifiait-elle une pareille dépense ?

Au X^e siècle, la Norwège, la patrie des navigateurs, qui trouve chez elle le fer et le bois, avait à la mer 292 navires. Mais sur ces navires, combien se livraient exclusivement au commerce ? combien à la piraterie ? combien pratiquaient suivant les hasards l'une ou l'autre de ces opérations ?

Sur les attaques faites en haute mer, combien pouvaient se légitimer par un motif de représailles ? Au XI^e siècle, ces distinctions étaient si peu tranchées que le mot pirate servait à désigner aussi bien les écumeurs de mer que les équipages des bâtiments armés pour le compte des bourgeois des villes ; trois siècles plus tard, on se servait d'une périphrase pour désigner les navi-

(1) Cauchy, *Dr. marit. internat.*, 3^e époque, chap. I.

res armés pour exercer des représailles ; on disait : *navis more piratico navigatura* (1). Au XVI^e siècle seulement, on se servira du mot corsaire pour distinguer les armements licites des autres.

Longtemps encore les intérêts privés auront la tâche de se défendre eux-mêmes, faute d'obtenir justice : les armateurs équipaient en guerre, tombaient sur les premiers bâtiments venus, pourvu qu'ils appartenissent au pays de l'offenseur, se dédommageaient de ce qu'on leur avait pris.... et gardaient le surplus à titre d'indemnité.

C. — Les immunités.

Avant même que les pouvoirs publics n'eussent recouvré une autorité suffisante pour se faire obéir, et, par des sages mesures qui devaient enlever aux représailles beaucoup de leur caractère d'iniquité, ramené la sécurité dans les transactions du monde, de nombreuses exemptions de ce droit abusif s'étaient établies, qui répondaient plutôt à un intérêt immédiat qu'à un idéal de justice. Nous voulons parler des sauf-conduits qui mettaient leurs propriétaires à l'abri des représailles.

Les sauf-conduits étaient concédés de façons très différentes : tantôt à des maisons de commerce, telles que les maisons de banque appartenant aux Juifs, qui furent exemptées, en raison de leur utilité (2).

(1) Pardessus, *op. cit.*, t. III, p. 49.

(2) *Ordonn. des rois*, t. VI, p. 401, mars 1360.

Tantôt à des marchands d'une nation déterminée qui devaient se fixer dans le pays, tels les Italiens qui, détenant sous le nom générique de *Lombards* le monopole du commerce français, furent exemptés, quant aux méfaits de leurs compatriotes, à moins qu'ils n'eussent participé eux-mêmes aux actes incriminés.

Tantôt à tous les marchands, indépendamment de leur nationalité, qui se rendaient à un marché ou à une foire déterminée ; l'exemption s'étendait aux autres voyageurs, aux écoliers, aux femmes et aux enfants (1).

La valeur de ces sauf-conduits était si bien reconnue en droit qu'un arrêt du Parlement de Paris de 1272 condamna la comtesse de Flandres pour n'avoir pas respecté un sauf-conduit accordé par elle à tous les marchands venus à la foire de Lille.

Le seigneur trouvait d'ailleurs son bénéfice propre à favoriser l'approvisionnement de ses vassaux, et se récompensait amplement par des taxes multiples et des droits de toutes sortes, du dérangement que ces foires pouvaient lui causer.

De plus, il y avait certaines choses, marchandises ou approvisionnements, que les représailles ne pouvaient atteindre. En France, le roi Jean suspendit, pendant un certain temps, tous les droits de représailles contre les denrées ou provisions destinées à l'alimentation publique. A Venise, il était défendu de saisir, non seulement

(1) *Ord. des rois*, t. VI, p. 401, 1380.

les denrées alimentaires, mais les navires qui les apportaient, l'argent donné en paiement de ces denrées et même les marchandises achetées avec cet argent, preuve irréfutable des craintes que les famines inspiraient à des populations privées de communications rapides (1).

Ce que nous venons de dire du droit de représailles peut s'appliquer à toute l'Europe ; peut-être, en Angleterre, les exceptions que nous venons d'examiner furent-elles moins généralisées, car si la grande charte de 1215 déclare que les biens des étrangers seront exempts de saisie, les exceptions qui y sont énumérées sont telles qu'elles englobent la plupart des cas. D'ailleurs l'*act* du Parlement de 1353 déclare formellement que les biens des commerçants étrangers pourront être saisis, par suite de déni de justice de leur gouvernement.

Il nous reste maintenant à voir ce que l'Église a dit des représailles.

L'Écriture a servi à défendre cette institution et à la condamner à la fois. Saint Augustin cherche à la justifier ; Bartole invoque le texte : *l'âme qui péchera sera celle qui mourra... le fils ne portera point l'iniquité du père...*

Quoi qu'il en soit, nous voyons que l'Église a protesté d'abord contre ce principe si barbare et si contraire au droit romain, que la collectivité répond des crimes commis par un de ses membres. Puis elle finit par tolérer un usage qui pourtant en certains cas lui portait préju-

(1) Mas Latrie, *Droit de marque*, p. 21 et s.

dice. En effet, les clercs possédant seigneuries étaient exposés comme les autres aux conséquences du droit de représailles, la cléricature ne rentrant pas parmi les immunités que nous avons passées en revue : nous en avons une preuve en 1396, quand des représailles furent décidées contre l'évêque d'Utrecht *et ejus subditos et bona* par des marchands de Paris qui arrêtaient plusieurs marchands d'Utrecht et les firent emprisonner à Rouen et à St-Omer (1).

Bien plus, l'Église a quelquefois usé de ce droit barbare qu'elle réprouvait, en jetant l'interdit sur tout un pays pour la dette d'une seule personne ; en 1530, à une époque relativement policée, le pape Clément VI chargea l'évêque de Nice d'examiner s'il y avait lieu de concéder des représailles en faveur d'un habitant d'Avignon contre des Génois qui avaient volé le facteur dudit marchand (2). En résumé, l'Église ne réussit à préserver des atteintes de cette coutume que les biens ecclésiastiques proprement dits, les églises, les monastères et tout ce qui servait à leur entretien.

Nous voici maintenant en dehors de la période des origines. Nous avons vu que, dans le chaos d'une civilisation en fermentation, d'instinct, les hommes, à quelque race qu'ils appartenissent, pratiquaient cette coutume qui allait être réglementée. Déjà au XIII^e siècle, les villes du midi, les républiques italiennes se

(1) Jean le Coq, *Quæst.*, 359, dans Mas Latrie, *op. cit.*, p. 22 et s.

(2) Chapin, t. II, liv. 3, dans Mas Latrie, *op. cit.*, p. 22 et s.

préoccupaient de réprimer les abus de la course par la nécessité d'une autorisation expresse, préalable à l'armement des navires. Lorsque, vers le XIV^e siècle, l'usage s'établit d'imposer l'attache de l'autorité publique pour permettre aux particuliers d'armer des corsaires, un grand pas est fait dans la voie du droit. Il reste beaucoup à faire encore, puisque l'exécution de cette mesure est toujours confiée à la partie lésée.

Mais lorsque l'usage des lettres de représailles contraindra les armateurs à rendre compte à l'autorité des prises et de leur valeur, ceux-ci auront moins de goût pour la course, et les représailles s'exerceront bien rarement.

C'est, dans notre étude, une seconde phase du sujet, celle qui fera l'objet du chapitre suivant.

CHAPITRE II

LES LETTRES DE REPRÉSAILLES.

SOMMAIRE. — 1^o Leur naissance.

2^o Leur procédure.

§ 1. De la demande en concession de lettres. — § 2. La vérification des faits. — § 3. Réclamation par voie diplomatique. — § 4. Les délais. — § 5. La concession des lettres.

3^o Les prises.

§ 1. Des formalités. — § 2. Des marchandises appartenant à des tiers. — § 3. Du recours de la partie capturée. — § 4. Des assurances.

I

LEUR NAISSANCE.

« *Marque est quant un homme d'un royaume sicomme de France ou d'aulture part ne poet avoir droit d'aucun tort fait d'un puissant homme estrangier ; le roy lui donnerait une manière de licence, de prendre, arrester et emprisonner par vertu de certaines lettres obtenues de par luy, marchans et aultres et leurs biens..... jusques adont que droit et restitution fut faite au demandeur de la demande* » (1).

(1) Christine de Pisan, *Le livre des faits d'armes et de chevalerie*.

Cette définition, datant du commencement du XV^e siècle, époque où l'usage des lettres commençait à se généraliser, nous a semblé particulièrement précieuse, parce qu'à notre avis, elle éclaire un point sur lequel nombre d'auteurs et des plus renommés nous ont paru commettre quelque erreur.

M. Hautefeuille, pour n'en citer qu'un, nous rapporte (1) que, dès l'origine, les lettres se décernaient dans deux cas distincts : il y aurait eu les lettres de représailles, concédées par le roi sur les instances de particuliers pour se faire rendre justice d'un dommage : ces lettres n'auraient autorisé la saisie des biens de l'adversaire qu'autant qu'ils se seraient trouvés sous la juridiction du souverain dont émanaient les lettres.

En outre, il y aurait eu les lettres de marque, distinctes des premières, décernées par le roi à tous ceux qui, à l'occasion d'une guerre, voulaient prendre part aux hostilités : c'était l'institution de la course, telle qu'elle existe encore aujourd'hui pour les pays qui n'y ont pas expressément renoncé : ces lettres, à la différence des premières, auraient permis la capture de tout ce qui appartenait à l'ennemi, même sur la haute mer.

Or, pour nous, cette distinction n'existe pas ; des exemples nombreux et fréquents nous prouvent que non seulement des représailles furent exercées en haute

(1) Hautefeuille, *Origines du droit maritime international*, t. III, p. 116.

mer, mais encore portées jusque dans la mer territoriale et sur les côtes de l'adversaire.

M. Hautefeuille et les publicistes qui adoptent sa manière de voir ont été abusés par le mot *marque*, confondu avec l'allemand *mark* ou le latin *marcha*, qui veut dire frontière, et qui leur a inspiré cette idée que les lettres de marque seules donnaient pouvoir de faire incursion sur le territoire d'un autre Etat. En réalité, le mot *marque* est d'origine française, et le verbe *marcar* ou *marchiare* est employé dans un sens analogue à celui du terme latin *pignorare*. En 1326, le concile de Marciac décrète que : *personæ ecclesiasticæ vel earum bona pro aliis non marchientur vel pignorentur* (1). Littré cite, à l'historique du mot *marquer*, un texte du XIV^e siècle, où ce terme est pris dans le sens de piller, de rançonner : c'en est à notre avis la juste signification.

La définition que nous avons rapportée en tête de ce chapitre, et qui se sert du mot *marque* pour désigner la cause même de ces lettres et par suite ces lettres elles-mêmes, nous montre qu'à l'origine il n'y avait là qu'un seul ordre de faits, et que le droit de représailles tenait de si près au droit de course qu'on les mentionnait ensemble dans les lettres concédées à ce sujet.

Plus tard la distinction apparaîtra et s'accusera entre les représailles, dont le but est la réparation d'un dommage privé, et la course, qui ne prend naissance qu'en

(1) Travers Twiss, *Le droit des gens*, II, p. 22.

cas de rupture ouverte entre deux États ; et, tandis que le premier procédé tombera en désuétude, le second croîtra en importance, à mesure que les États devenus plus puissants et moins nombreux prendront une vie plus indépendante de celle des membres qui les composent. Mais le mode d'exercice de l'un et de l'autre de ces procédés restera toujours identique.

Avant d'examiner la procédure de ces lettres, telle que la coutume et les ordonnances l'auront déterminée, voyons comme elles ont pris naissance.

Pendant le développement du système féodal, ceux qui, comme les ducs d'Aquitaine, de Normandie, les comtes de Toulouse et de Provence, étaient devenus les maîtres du littoral maritime, avaient senti la nécessité, pour augmenter le mouvement de leurs ports, d'accorder leur protection aux navigateurs. Les rois qui, pendant longtemps, n'eurent dans leur souveraineté propre d'autre territoire maritime que la Picardie, en usèrent de même. L'exercice de cette surveillance exigea l'institution d'officiers qui eurent dans leurs attributions la connaissance des contestations pendantes entre commerçants ou armateurs (1). Quand, au XIII^e siècle, ces tribunaux reçurent le droit de juger même les litiges concernant les marchands étrangers, ils servirent en quelque sorte d'arbitres entre ces étrangers et les na-

(1) Cette mesure amena les réclamations des autres tribunaux qui voyaient tarir avec leurs causes, la source de leurs bénéfices.

tionaux, et leur intervention pouvait éviter de recourir aux représailles.

Mais dans les cas où cette juridiction se reconnaissait impuissante à imposer l'exécution de ses arrêts, elle délivrait des lettres qui autorisaient les actes privés d'hostilité nécessaires à assurer cette exécution.

En Angleterre, à la même époque, des traités signalent la création d'un comité de conciliation, composé de juges appelés *conservateurs de la paix*, choisis en nombre égal parmi les sujets des deux nations contractantes : il fut défendu de recourir aux voies de fait avant de s'être adressé à ce tribunal, et les lettres qui étaient décernées, lorsqu'il était impossible de s'entendre, portaient qu'un délai de deux mois devait s'écouler avant qu'on pût avoir recours à la force (1) : c'était l'application de l'ancienne coutume saxonne qui reconnaissait à tout homme libre le droit à la paix de sa maison : l'agresseur ne pouvait être attaqué avant d'être sommé de rendre justice, et même alors il avait droit à un délai de 7 jours (2).

Le plus ancien diplôme conférant le droit de courir sus date de 1152 ; en 1295, Edouard I^{er} d'Angleterre délivre des lettres de représailles ; puis des autorisations spéciales du gouvernement sont exigées dans les provinces unies des Pays-Bas (3).

(1) Dumont, *Corps dipl.*, t. I dans Mas Latrie, *Droit de marque*, p. 52.

(2) Nys, *Origine du dr. internat.*, p. 81.

(3) Hautefeuille, *Origines*, titre III, p. 116.

Au XIV^e siècle, l'usage des lettres est devenu général. Mais même alors, il n'y a aucune sanction pénale contre les représailles injustement exercées : on pratique la « contre-prise ». Lorsque des armateurs ont usé de représailles, l'autre partie ne se tient pas pour battue ; elle demande la permission d'armer à son tour ; de là naissent d'interminables querelles qui multiplient les violences à l'infini. Divers traités passés entre la France et l'Angleterre cherchent à atténuer ces déplorables conséquences par d'autres moyens : quand il y a impossibilité d'atteindre les vrais coupables, on peut confisquer les biens des nationaux de l'agresseur, jusqu'à ce que justice soit rendue par le roi.

On peut avoir recours aux contributions forcées : en 1318, les gouvernements de Venise et de Marseille, pour satisfaire aux réclamations réciproques des négociants et des marins des deux pays, convinrent de prélever un certain droit sur les marchandises vénitiennes et marseillaises *commerçant* au royaume de Naples, en affectant le produit de cet impôt au règlement des indemnités réclamées de part et d'autre.

En 1335, il fut question de substituer aux lettres de marque, entre la France et la république de Gênes, seulement pour un temps déterminé, un droit de 3 deniers par livre à percevoir à l'entrée et à la sortie de toute marchandise.

Quand ces moyens paraissaient insuffisants ou inefficaces, on autorisait encore le recours à la force.

Mais, grâce à l'emploi des lettres, ce n'est plus un moyen odieux de se rendre justice à soi-même, uniquement réglé par le caprice et la cupidité. L'armateur qui prend les mesures violentes destinées à l'indemniser n'est plus que l'exécuteur de la sentence de tribunaux réguliers et compétents. Des juges seuls rendent l'arrêt et décident s'il y a lieu d'agir ; ces juges sont faillibles ; ils peuvent décerner à tort des lettres et laisser commettre sans le savoir d'atroces iniquités ; ils sont accessibles aux passions humaines et peuvent se montrer plus sévères envers les sujets de certaines nations qu'envers d'autres.

Puis le roi, qui est souverain juge, peut encore refuser de délivrer les lettres, dont les tribunaux ont cependant reconnu le bien fondé ; c'est affaire de politique ; la sécurité de l'État entre en ligne et prime l'intérêt particulier. Cependant, malgré tous les aléas attachés à cette procédure, l'usage des lettres a fait un bien immense ; l'étude des formalités requises pour en obtenir la concession et en appliquer les dispositions va nous le montrer.

II

LA PROCÉDURE.

§ 1. — De la demande en concession de lettres.

Nous savons que les officiers institués pour recevoir les plaintes des commerçants avaient la connaissance de tout ce qui concernait les représailles. Lorsque l'autorité royale se fut substituée à la justice féodale, vers le XIV^e siècle, la plainte fut portée devant les Sénéchaux et Gouverneurs de provinces dans le Midi et devant les Parlements, dans le Nord (1). A partir du XV^e siècle, c'est au Parlement de Paris que fut déférée la connaissance de ces causes pour tout le royaume.

Plus tard, les souverains firent dépendre ces causes de leur jurisprudence exclusive : en France, ce fut Charles VIII qui, sur les représentations des États Généraux tenus à Tours en 1483, réserva pour la première fois au roi, par édit de 1485, le droit d'accorder les lettres de représailles « qui ne pouvaient être baillées sans grand avis et cognoissance de cause, et sans les solemnités de droit en tels cas requises » (2).

(1) Au Parlement, les conseillers examinaient eux-mêmes les affaires, tandis que les Sénéchaux et Gouverneurs les renvoyaient devant des jurisconsultes chargés d'examiner si les formalités nécessaires étaient remplies.

(2) Martens, *Essai sur les armateurs*, § 4, ch. I.

En Angleterre, l'autorité royale avait revendiqué ce droit dès le règne de Henri V. De même en Italie, le doge de Venise, le souverain de Gênes, le podestat de Florence se réservèrent la délivrance des lettres de représailles. De toutes parts, le droit, jadis délégué à des magistrats d'ordres divers, fut réservé au souverain, roi, prince ou seigneur.

Aussi, lorsqu'en 1305, le Sénéchal de Beaucaire lança des lettres de représailles contre les Marseillais résidant à Nîmes, les consuls se plaignirent, parce qu'une semblable mesure ne pouvait être prise qu'en vertu d'un ordre formel du roi de France (1).

§ 2. — La vérification des faits.

Il ne suffisait pas d'alléguer des faits pour obtenir des lettres. Il fallait en prouver la véracité, et les allégations mensongères étaient punies de peines rigoureuses, telles que la restitution du quadruple des sommes perçues.

La nécessité d'une enquête se retrouve dans le Guidon de la mer, dans l'ordonnance de 1681, dans le traité de Ryswick (art. 9), dans le traité d'Utrecht (art. 16) et beaucoup d'autres documents de moindre importance. On s'informait sur le point de fait auprès des commerçants réunis en commission et la décision rendue était

(1) Mas Latrie, *op. cit.*, § 9.

communiquée au pouvoir souverain, juge de l'opportunité de la concession des lettres.

§ 3. — Réclamation par voie diplomatique.

Le souverain intervenant comme juge faisait agir ses ambassadeurs. Il mettait en demeure le gouvernement étranger de rendre justice en la forme et dans le délai prévus par les traités passés avec ces États.

Une ordonnance de Philippe le Bel, de 1313, qui se rapporte à un traité passé avec le roi d'Aragon, exige la réquisition à l'amiable préalablement au droit de marque : le roi de France ayant protesté au sujet de lettres de représailles, accordées par le roi Jacques d'Aragon contre les Narbonnais, le roi Jacques répondit que ces plaintes n'étaient pas fondées, puisque les lettres n'avaient été délivrées qu'après plusieurs dénis de justice. Au contraire, le roi d'Angleterre, Edouard III, fit avec raison des remontrances au sujet des lettres de marque accordées par le roi d'Aragon à un nommé Bérenger de la Toue qui avait été pillé par un corsaire anglais ; le souverain disait que, l'Angleterre ayant toujours été prête à rendre justice au plaignant, il lui semblait qu'il n'y avait pas lieu d'accorder des lettres de représailles.

Bien plus, les princes de Béarn ne concédaient de représailles qu'après 3 sommations restées sans effet. De même les statuts de Florence exigeaient 3 sommations consécutives, à intervalles déterminés. Nous retrouvons

partout le même mode de procédure : le traité de 1654 entre la Hollande et l'Angleterre stipule, article XXIV, qu'il n'y a pas lieu d'accorder des lettres de représailles avant que le Souverain du sujet qui se prétend lésé n'ait fait des représentations au Gouvernement de celui qui est censé avoir causé le dommage.

La concession des lettres était donc, en tous pays, précédée de réclamation et d'enquête ; parfois cette réclamation était présentée sous une forme étrangère à tout usage diplomatique : on citera comme exemple la protection accordée par Cromwell à un certain quaker dont le vaisseau avait été arrêté sur les côtes françaises et confisqué sous un prétexte quelconque. L'homme d'État anglais avait remis à ce dernier une lettre pour Mazarin, aux termes de laquelle il réclamait la restitution entière du prix du navire et de la cargaison. Le bon quaker suivit ses instructions et revint sans succès. Il alla trouver le Protecteur qui promit de se charger de tout ; sans même avertir l'ambassadeur français qui résidait en sa cour, Cromwell envoya deux vaisseaux de guerre saisir les navires français qu'ils pourraient rencontrer. Les vaisseaux revinrent avec quelques prises que le Protecteur fit vendre pour rembourser au marchand quaker la valeur de ce qu'il avait perdu ; ensuite Cromwell avertit l'ambassadeur français que, cette restitution étant prelevée, il revenait à notre pays un boni sur la vente des prises : cette justice sommaire ne provoqua pas même une réclamation (1) !

(1) Villemain, *Hist. de Cromwell*, t. 2, liv. 10.

§ 4. — Les délais.

Pour laisser au temps le soin d'apaiser les rancunes, on stipulait un certain délai entre la déclaration du grief et les représailles. Au XIII^e siècle, entre la France et l'Angleterre, ce délai est de deux mois (1).

Toute rupture de ce délai est punie de façon sévère : les *acts* de 1414 et 1416 prononcent la peine de mort contre tout sujet anglais qui romprait une trêve (2).

La durée de ce délai varia avec les époques et, selon les usages locaux, entre trois mois et un an. Le célèbre traité d'Utrecht (art. XVI) le ramène à quatre mois.

§ 5. — La concession des lettres.

Les lettres de représailles donnaient aux nationaux qui les avaient obtenues, la permission d'armer en course et de faire des captures en haute mer sur les vaisseaux portant le pavillon de la nation coupable de déni de justice, et cela jusqu'à concurrence des pertes éprouvées. Certaines lettres permettaient même de saisir toutes les marchandises qui se trouvaient en terre ferme (3).

Les impétrants de ces lettres étaient tenus de les

(1) Cauchy, *op. cit.*, 3^e époq., I, chap. III.

(2) Henri V, stat. 1, cap. VI et VII, cité par Hautefeuille, *Origines*, t. III.

(3) Ortolan, *Diplomat. de la mer*, t. I, appendice L.

faire enregistrer au greffe de l'amirauté ; l'enregistrement les portait à la connaissance du pays étranger, qui faisait avertir par hérauts et publier que des lettres avaient été décernées.

Comme les armateurs pouvaient se laisser entraîner à des excès coupables et causer des dommages à des bâtiments nationaux ou amis, on tenta de modérer leur zèle en exigeant une caution comme condition préalable à l'octroi des lettres.

Cette garantie d'une caution pécuniaire, imposée un peu partout en Europe, dès le XV^e siècle, aux armateurs, ne le fut en France que par l'ordonnance du 23 février 1674. La célèbre ordonnance sur la marine de 1681 en fixe le chiffre à la moitié de la valeur des effets déprédés.

Si des lettres spécialement demandées et octroyées sont nécessaires pour autoriser les représailles, de nombreuses ordonnances en réglementent l'exécution. Les navires armés étaient tenus de porter les bannières de l'amiral. Le loyer des moindres matelots qui, en temps ordinaire, était de quatre à cinq écus, pouvait aller jusqu'à six écus au plus, et celui des meilleurs, qui était ordinairement de huit à dix écus, pouvait s'élever jusqu'à quinze écus, avec défense aux capitaines et armateurs de leur en donner davantage, à peine de 3.000 livres d'amende (1). La désertion, à bord des navires

(1) Ordonn. de Colbert du 27 nov. 1689.

armés, était punie de un mois de prison et du double en cas de récidive, nonobstant la restitution des avances reçues (1).

A qui les lettres étaient-elles concédées ?

Théoriquement, elles l'étaient à tout sujet ou régnicole ; en fait, à ceux-là seulement qui avaient la hardiesse d'en solliciter, et par là même se voyaient astreints à l'entretien de véritables forces navales. Certains grands armateurs avaient acquis une puissance réelle et retenaient à leur service les meilleurs capitaines de leur temps. On en a pour preuve l'expédition dirigée en 1530 contre le roi de Portugal par le Dieppois Ango dont un navire avait été coulé bas par les Portugais. Après plusieurs lettres de François I^{er} restées sans réponse, Ango avait obtenu l'autorisation d'exercer des représailles : il envoya dans le Tage une flotte de 17 voiles. Le roi de Portugal fut obligé de députer une ambassade à François I^{er} et de donner satisfaction à Ango (2).

Pouvait-on octroyer des lettres aux étrangers ?

Le Guidon de la mer nous dit qu'elles se concédaient aux étrangers naturalisés ou à ceux qui avaient droit de bourgeoisie, pour *chose pillée, déprédée, retenue ou arrêtée par force*.

Pouvait-on user de représailles en faveur de tierces puissances, même sur leur demande ?

(1) Ordonn. du 25 mars 1745.

(2) Vitet, *Hist. de Dieppe*, p. 485.

Bynkershoek penche pour l'affirmative. Cependant lorsqu'en 1662 les Anglais usèrent de représailles contre les vaisseaux hollandais en faveur des chevaliers de Malte, cette conduite fut désapprouvée par la France, et le roi d'Angleterre lui-même dut blâmer cette intervention en faisant restituer à la Hollande ses navires capturés.

Toutefois, en Suisse, il est admis qu'un canton use de représailles en faveur d'un autre canton, car ces cantons forment une confédération d'États, c'est-à-dire un tout vis-à-vis des étrangers.

Contre qui les lettres étaient-elles concédées ?

En principe contre l'étranger seulement. Si dans quelques pays, par exemple en Aragon, les souverains décernèrent à leurs sujets des lettres contre leurs propres compatriotes, ce droit anormal ne fut jamais reconnu en France.

Bien plus, les représailles n'étaient licites qu'entre des États qui n'avaient aucun juge commun : elles ne devaient jamais avoir lieu entre des États qui reconnaissent un pouvoir souverain au-dessus d'eux, tels que les États d'Empire ou les Provinces Unies des Pays-Bas.

L'usage des sauf-conduits s'était maintenu.

Munis de cette sauvegarde, les commerçants pouvaient commercer sans être compris, pendant un temps déterminé, dans les marques *relaxées* contre leur pays ; ils pouvaient amener tous leurs biens et toutes leurs

marchandises, pourvu qu'ils en fussent propriétaires ; en cas de fausse déclaration, ils devaient subir confiscation de ces biens, perte du sauf-conduit et une peine arbitrairement fixée par le roi.

Pour se soustraire aux représailles, les marchands qui n'avaient pu obtenir de sauf-conduit avaient recours à une ruse : ils couvraient leurs biens et leurs marchandises du pavillon de la nation concessionnaire des représailles. Philippe VI édicta des peines très sévères contre les navigateurs qui pratiquaient de semblables fraudes ; on appelait ce commerce interlope *Salvatoria*.

III

LES PRISES.

§ 1. — Des formalités concernant les prises.

Lorsque la campagne avait été bonne, c'est-à-dire que les prises étaient fructueuses, les navires armés pour exercer des représailles devaient chercher à tirer profit de leur butin. Vivres et vêtements avaient vite trouvé leur emploi, mais les marchandises, mais le navire lui-même? Il fallait aborder dans un port pour trouver l'occasion de s'en défaire avec bénéfice. Impossible d'aborder dans un port étranger, encore moins dans un port de l'adversaire : en France, on ne pouvait apporter, pour y être vendues, les prises faites sur des Français sans s'exposer à la confiscation des bâtiments et des marchandises, et ceux qui les achetaient encouraient une amende de 10.000 livres pour la première fois et une punition corporelle en cas de récidive.

Aussi arrivait-il que les équipages, pour éviter les comptes à rendre aux magistrats de leur pays, et la restitution des biens à leurs armateurs, juraient « sur le pain, le vin et le sel, devant un prêtre, que, de tout ce qu'ils pourraient prendre et dérober des prises, soit en or, argent, monnaie ou autres choses, ils n'en révèle-

raient ni ne diraient rien aux tribunaux ni aux propriétaires et qu'ils en feraient le partage entre eux ». L'ordonnance de 1543 (art. 26) et celle de 1548 (art. 40) proscrivirent un pareil serment, moins dans l'intérêt de la morale que dans celui des armateurs, et il fut ordonné aux équipages de représenter tout ce qui ferait partie de la prise aux officiers de l'amirauté, sous peine de confiscation de corps et de biens : défense fut faite aux prêtres de recevoir à l'avenir de pareils serments (1).

Ainsi, depuis l'usage des lettres, l'impétrant ne peut plus se dédommager lui-même. Les prises sont amenées en rade. Le capitaine du capteur en avise le lieutenant de l'amirauté et fait une déclaration au procureur du roi assisté du greffier. La déclaration indiquait le lieu, le jour, l'heure de la capture ; on mentionnait si le capitaine avait fait refus d'amener les voiles, s'il s'était défendu, etc.

Le lieutenant de l'amirauté ordonnait de faire entrer le navire dans le port, d'en faire l'inventaire et de dresser procès-verbal de l'état en lequel la prise se trouvait.

L'inventaire terminé, le tout était remis sous la surveillance d'un gardien qui devait donner caution, et tant que la prise n'avait pas été déclarée valable, il était défendu de l'acheter sous peine de prison et de confiscation de l'achat (2).

Depuis le XIV^e siècle, en France et en Italie, la somme

(1) Massé, *Droit comm.*, I, p. 329.

(2) Déclaration du roi, 1^{er} février 1650.

à retenir sur le produit de la vente ne devait pas dépasser le montant du dommage éprouvé.

Les impétrants dont l'exposé des lettres se serait trouvé faux devaient être condamnés aux dommages-intérêts envers les propriétaires des effets saisis et à la restitution du quadruple des sommes reçues (1). Lorsque la prise était déclarée bonne, on la mettait publiquement en vente, dans les 15 jours après l'arrêt du Conseil qui la déclarait valable (2). Le lieutenant de l'amirauté prélevait son droit du dixième ; de plus, il avait un droit de préemption, moyennant un prix raisonnable, sur les poudres, armes et canons capturés (3). C'est lui qui délivrait des sauf-conduits pour assurer le retour dans leur patrie des équipages des navires vendus.

Lorsque les sommes fournies par la vente avaient été suffisantes pour indemniser le plaignant, l'armateur suspendait ses courses et délivrait à son adversaire une quittance authentique.

§ 2. — Des marchandises appartenant à des tiers.

Qu'advenait-il des marchandises appartenant à des tiers, trouvées à bord des navires capturés ? Pouvait-on les vendre au même titre que les autres marchan-

(1) Ordonnance de 1681.

(2) Ordonnance de Colbert, 27 novembre 1689.

(3) Ordonnance de 1584.

dises, bien qu'elles appartenissent à une personne de nationalité autre que celle du navire ? A vrai dire, nous ne trouvons nulle part de texte qui réponde à notre question. Force nous est de nous référer aux actes qui réglementaient la guerre maritime ; mais comme des preuves nombreuses nous ont convaincu de l'identité d'exécution des représailles et de la course, nous pouvons ajouter la même créance en ce qui concerne les marchandises étrangères et adopter pour les représailles ce que nous savons de la course. Or, la pratique internationale a souvent varié.

Le Consulat de la mer voulait qu'on respectât les marchandises appartenant aux tiers. Au contraire, sous l'empire de l'ordonnance de 1681 (l. III, tit. IX, art. 7), confirmée par le règlement du 23 juillet 1704 (art. 5), la saisie et la vente de ces mêmes marchandises étaient tolérées. Cette pratique fut généralement adoptée au XVIII^e siècle par toute l'Europe, quoique l'Angleterre se soit encore parfois conformée au Consulat de la mer.

§ 3. — Du recours de la partie capturée.

La victime de la prise avait-elle dans sa patrie un recours contre celui qui avait été la cause occasionnelle du dommage par elle subi ? Nous ne croyons pas que la question ait jamais été définitivement tranchée. Jacques de Arena se prononce pour l'affirmative ; il déclare le

recours ouvert même contre les magistrats dont l'inaction fut la cause indirecte du dommage. Bartole, au contraire, enseigne qu'il n'y avait aucun recours.

Des mesures spéciales pouvaient être édictées : au XIV^e siècle, les bourgeois de Narbonne avaient établi une taille spéciale destinée à indemniser ceux des leurs qui auraient souffert de l'exercice des lettres de représailles (1). Mais c'est une exception qui accuse un progrès sur la jurisprudence de l'époque : en général, la victime n'avait d'autre moyen que de solliciter de son Souverain une contre-marque, d'armer en course et de faire des prises à son tour ; il est facile de concevoir combien cet usage créait d'embarras au commerce, combien ces luttes entre deux parties armées devaient dégénérer en pratiques barbares, indignes d'une époque civilisée. Aussi avait-on rarement recours à ces mesures violentes : on avait imaginé un système de dédommagement moins aléatoire, nous voulons parler des assurances.

§ 4. — Des assurances.

Le Guidon de la mer régleme les assurances maritimes, et en ce qui concerne l'objet que nous étudions distingue deux cas :

1^o La prise par l'effet des représailles a une cause

(1) Mas Latrie, *op. cit.*, p. 48.

qui n'est pas imputable à l'armateur assuré. Alors l'assureur qui a subi le péril, risque la chance des lettres de marque, sans que l'assuré soit tenu de prouver si les représailles sont bien ou mal accordées ; de même l'assureur répond des barateries de patron qui, sans le consentement du chargeur, sont cause des représailles.

2° La prise a une cause imputable à l'assuré qui a lui-même pillé, dérobé, arrêté ou retenu les biens des porteurs de ces lettres. En ce cas, l'assureur n'est pas tenu à indemnité ; de même si, sans délivrance de lettres de marque, les marchandises ont été pillées pour de précédentes inimitiés dont l'origine incombe au marchand chargeur, l'assureur n'est tenu en rien, car les querelles personnelles de l'assuré ne doivent pas lui porter préjudice.

L'ordonnance de 1681 ne fait pas ces distinctions (1) ; elle met toujours à la charge des assureurs, les pertes et dommages qui arriveraient sur mer du fait des représailles aussi bien que de toutes autres fortunes de mer, tempête, naufrage, échouement, jet, feu, pillage, arrêt de prince et déclaration de guerre.

(1) VI, § 26, liv. III.

DEUXIÈME PARTIE

LES REPRÉSAILLES MODERNES.

INTRODUCTION

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.

Qu'on nous permette de jeter un coup d'œil en arrière : au cours des époques que nous venons de traverser, pendant que toute chose se polissait sous l'influence des deux forces créatrices de la civilisation européenne, l'Église, qui amena plus de douceur dans les mœurs, et le pouvoir royal, à qui l'on doit plus de sécurité, il était impossible que l'usage des représailles se perpétuât sous sa forme barbare et primitive. Les ordonnances dont nous avons essayé de condenser la matière dans les paragraphes précédents témoignent d'un progrès indiscutable ; une réglementation minutieuse, rédigée dans un esprit de méfiance qui révèle clairement quels abus avaient dû se commettre, a succédé aux décisions arbitraires. A vrai dire, beaucoup de ces règlements avaient surtout en vue la course maritime, et comme la course elle-même et les représailles étaient régies par

le même *modus agendi*, ces règles subsistèrent pour la course seule, lorsque les représailles tombèrent en désuétude, par suite de la concession de plus en plus rare des lettres qui les autorisaient ; la course d'ailleurs était devenue une nécessité du fait des prétentions de l'Angleterre ; alors qu'un de ses rois, Charles II, se faisait représenter sur une médaille, dans un char de triomphe attelé de chevaux marins, avec cet exergue : *Et pontus serviet*, il ne fallait rien moins que l'audace de nos corsaires de Dieppe ou de St-Malo pour prouver à ce monarque la vanité de cette inscription.

Cependant les représailles, malgré tous ces règlements qui en endiguaient l'exercice, n'étaient pas encore l'expression d'une justice très parfaite ; de bonne heure on s'en était aperçu ; dès lors des tentatives avaient été faites pour en abroger totalement l'usage : on voit au XV^e siècle le Sénat de Venise déclarer que, dans toutes les questions de ventes ou de marchés, même si les négociants vénitiens ne peuvent se faire rembourser le prix des marchandises vendues par eux, il ne sera pas concédé de lettres de représailles contre les concitoyens de leur débiteur (1). Nous voyons encore deux traités conclus, l'un entre la France et l'Angleterre en 1440, l'autre entre l'Espagne et l'Angleterre en 1489, portant que tous les navires qui sortent d'un port doivent donner l'assurance de ne point exercer de représailles (2).

(1) Mas Latrie, *op. cit.*, p. 52.

(2) Dumont, t. III, p. I, p. 548 et t. II, p. II, p. 219.

Puis un traité de 1496, passé entre Henri VII et Philippe le Beau, décide qu'il ne sera jamais délivré de lettres, mais que l'un et l'autre prince répareront le dommage qu'un de leurs sujets aura pu causer (1) : tous ces traités restèrent à l'état de lettre morte, car la justice qu'ils promettaient en échange était problématique.

Une exception intéressante se présenta pourtant de bonne heure et se perpétua durant des siècles : la *Hanse germanique* nous fournit l'exemple d'une union de peuples assez sages pour avoir su laisser cet usage sans application.

La Hanse s'est formée dans la première moitié du XIII^e siècle de la réunion de plusieurs associations faites par des villes sur le Rhin et sur la mer Baltique (2). L'objet primitif de cette ligue était une association mutuelle de défense et de participation à des privilèges commerciaux ; le commerce y était assujéti à certaines obligations destinées à lui maintenir un bon renom de probité : il était absolument interdit d'arrêter un marchand ni de le dépouiller de ses biens pour le fait d'un autre, cet autre fût-il son serviteur, et les villes de la Hanse ne se reconnaissaient pas responsables des actes de leurs nationaux, parce qu'il était ouvert au plaignant un recours judiciaire réellement efficace ; car les jugements rendus dans une de ces cités étaient exécutoires dans toutes les autres.

(1) Rymer, *Fœdera*, l. V, p. 83.

(2) Pardessus, *Recès de la ligue anseatique*

Après la dissolution de la Hanse, vers le XVII^e siècle, on trouve répandues, çà et là, des dispositions empreintes de la même sagesse, mais dénuées des mêmes conditions de vitalité.

En France, les États généraux s'emparèrent de la question. En 1580, à Orléans, la noblesse réclama l'abolition des lettres et provoqua sur ce point l'action des ambassadeurs.

Cependant, sauf l'exception que nous venons de rapporter, ces tentatives furent vaines ; il fallait attendre que l'état général des sociétés fût devenu moins précaire et permit une substitution efficace de mesures rationnelles à la coutume d'alors ; c'est l'inutilité des lettres qui en devait amener la suppression.

Déjà le commencement du XVIII^e siècle témoigne d'une répugnance plus prononcée à recourir aux lettres de représailles, et si le traité d'Utrecht rappelle encore le vieux droit barbare, c'est pour le renfermer dans d'étroites possibilités ; ni le traité de La Haye de 1717, ni le traité de Londres de 1718 n'en font plus mention. Mais les lettres avaient-elles pour cela totalement disparu ? Non, il s'écoulera quelque temps encore ; les transformations sociales, en dehors des révolutions qui apportent en bloc un nouvel état de choses et font table rase du passé, au moins en apparence, les transformations sociales sont lentes et insensibles ; elles échappent à l'attention des contemporains ; les générations postérieures seulement font la synthèse des faits

accomplis et en tirent leurs déductions : tel usage s'est établi, tel usage a disparu ; or qu'est-ce qu'un nouvel usage, sinon la résultante de plusieurs faits que le hasard ou l'expérience ont faits les inspireurs d'une transformation dans les idées ou dans les mœurs.

C'est la Convention qui, en France, décerna les dernières lettres : elles furent concédées, le 3 février 1793, à un capitaine marseillais, créancier de deux négociants génois, contre les habitants de la ville de Gènes.

Sous Charles X, il fut encore demandé des lettres contre la régence d'Alger par un nommé Rougement. La concession des lettres était une faveur qui pouvait être refusée ; le roi décida de ne pas les accorder. Rougement, ainsi débouté de sa demande, s'adressa au Conseil d'État qui, par une décision en date du 19 avril 1826, jugea que la demande des lettres de représailles ne pouvait pas être adressée au chef de l'État par la voie contentieuse (1).

Et pourtant, ouvrons le Code de commerce ; nous voyons *l'article 350* concernant les assurances maritimes, envisager encore le cas de représailles. Est-ce un oubli que ce maintien de l'article 26 du titre VI de l'Ordonnance de 1681 ? Non, ce vieil article avait fait ses preuves, et le législateur qui l'a maintenu a obéi sans doute au respect exagéré de la tradition.

En France, où même les plus avancés sont essentiellement conservateurs, pareil fait n'a rien de surprenant.

(1) Pistoye et Duverdy, *Des prises*, t. I, ch. 3, sect. 3.

CHAPITRE PREMIER

LES REPRÉSAILLES GÉNÉRALES ET LES REPRÉSAILLES PARTICULIÈRES.

SOMMAIRE. — 1° Les interventions collectives.

A. La Sainte-Alliance. — B. Le concert européen.

2° Les interventions individuelles.

A. Leur caractère abusif. — B. Leur nature complexe.

I

LES INTERVENTIONS COLLECTIVES.

A. — La Sainte-Alliance.

Nous sommes arrivé à la seconde partie de notre travail.

Il nous reste à étudier une autre phase de la question, les représailles sous la forme qu'elles ont revêtue au cours de ce siècle, la façon dont on en a usé et dont on est encore appelé à user, comme ces vieux meubles que l'on avait relégués comme trop vieillis et qu'on descend du grenier quand la mode en revient.

Jusqu'à présent, l'idée par nous développée, que la collectivité répond du délit d'un de ses membres, nous l'avons toujours prise du côté passif et, pour ainsi dire,

négalif. Mais on s'est dit aussi : la collectivité qui est coupable par la faute d'un de ses membres, a aussi pour mission de rendre justice à ses membres injustement lésés, et ainsi s'est établie la règle que quiconque maltraite un citoyen offense indirectement l'État qui doit protection à ce citoyen : c'est là le côté actif des représailles. Comme toujours, les faits ont d'abord marché en ce sens et ont servi ensuite à étayer les doctrines.

Or, au cours de l'évolution qui a transformé les États faibles et dispersés en États concentrés et puissants, de même que, dans le corps, tout le meilleur de la substance aboutit au cerveau, toute la vitalité des nations s'est concentrée dans leur gouvernement qui, d'abord, a pris la forme d'une monarchie absolue. Cet absolutisme qui, miné pendant le XVIII^e siècle, par les penseurs et les philosophes, sombra en France dans la tempête révolutionnaire, dont le remous se fit sentir jusque dans les pays les plus reculés, après Napoléon, dont le despotisme se voilait d'une sorte de consentement populaire, cet absolutisme sembla retrouver une vie nouvelle en 1815 par la constitution de la Sainte-Alliance : il ramena toutes sortes de vieilles choses, les habits de l'ancien régime, les façons des anciennes cours ; il ramena aussi l'usage des représailles que les États revendiquèrent à leur profit, comme autrefois le faisaient les particuliers.

Comment l'Empire aurait-il connu les représailles ? Qui dit représailles dit encore — même dans cette par-

tie du droit qui passe assez près de la politique et de l'histoire pour se confondre avec elles — un droit lésé, des formes juridiques observées, des revendications demeurées vaines, des menaces restées impuissantes et enfin le droit de se faire justice soi-même. Et l'Empire ne connut que la guerre, la guerre de conquête, d'entrées triomphales dans les capitales au son des cloches et des fanfares, en attendant que les humiliations de la défaite nous fussent infligées, à notre tour.

Le pacte de la Sainte-Alliance du 26 septembre 1815, rédigé par l'empereur Alexandre, est une sorte d'appropriation de la morale chrétienne appliquée à la politique à observer entre l'Autriche, la Prusse et la Russie (la première catholique, l'autre protestante, la troisième de confession orthodoxe). Cet acte là n'envisage pas les moyens de pratiquer cette confraternité ; ce n'est qu'une sorte de promesse vague, empreinte de l'esprit mystique qui caractérisait l'empereur de Russie, et qui, en fait, ne pouvait avoir aucune portée. Le 20 novembre seulement fut conclue l'alliance formelle qui donne un corps à cette promesse, en constituant une espèce d'autorité suprême et permanente pour les affaires internationales de l'Europe, afin d'y maintenir, autant que possible, l'harmonie et la bonne intelligence si nécessaire à son repos. C'est donc l'alliance du 20 novembre qui se trouve constituer le seul acte fondamental reconnaissant le droit d'intervention. La France accéda à cette alliance dès l'évacuation de son territoire et ce fut là le

premier essai qui aboutit à la constitution du concert européen. On peut dire que la Sainte-Alliance posa un grand principe qui fut repris ensuite par ces mêmes puissances, pour d'autres motifs et sous d'autres inspirations, en proclamant ce droit d'intervention, dont elle fit certes un grand abus, non pas tant à cause de la fréquence de ces interventions qu'en raison des motifs qui les décidaient.

Bien avant l'époque où nous fixerons les premières représailles pratiquées au cours de ce siècle, les grands États intervinrent, en Italie particulièrement. Mais il ne nous appartient pas de faire l'historique de ces interventions ; nous nous occuperons uniquement de celles qui donnèrent lieu à des représailles.

Or la Sainte-Alliance put être considérée comme dissoute par la mort de l'empereur de Russie, et les idées sous l'empire desquelles elle était née commençaient à être battues en brèche, lorsque, pour la première fois, en 1827, quelques grandes puissances usèrent de représailles dans un intérêt général.

Plusieurs fois depuis, les grandes puissances coopérèrent à un même but : ce fut toujours pour régler cette éternelle question d'Orient que les événements de 1827 avaient ouverte.

Il y eut cependant une exception : la révolution belge ; mais si, subordonnée à la cause et aux effets de cette révolution, l'intervention européenne dans les affaires de Belgique se légitime déjà, car il ne s'agis-

sait plus là de courber des nations sous le joug, mais au contraire de rendre à un peuple sa liberté et son indépendance, elle se légitime encore davantage quand on songe que ce royaume des Pays-Bas était une création de toutes pièces de l'Europe qui, se rendant compte que son œuvre en 1815 avait été mauvaise, avait pris à cœur de réparer son erreur.

B. — Le concert européen.

Ce n'est donc que subordonnées à la légitimité de la cause, que nous admettons les représailles pratiquées par le concert européen. Mais une difficulté s'élève : qui ferons-nous juges de cette légitimité ? Est-ce que tous les États ne sont pas également égaux et indépendants ? Comment donc peut-on parler de légitimité, quand quelques grands États se mêlent de faire la loi aux autres et d'imposer leur volonté aux petits ? Il nous semble qu'il n'y a là qu'une contradiction apparente ; cette sorte de directoire, institué par le fait du concert européen, peut évaluer dans le sens le plus favorable aux petits et aux faibles. Il n'est pas nécessaire, pour constituer des représailles collectives, de réunir la totalité des grands États européens : les représailles de 1827 en sont la preuve. Au contraire, le concert européen doit comprendre l'ensemble des grandes nations qui ont, par leur histoire, leur population, leur étendue, leur vitalité, une prépondérance indéniable sur toutes les

autres. Par leur position géographique comme par leurs traditions diplomatiques, il y a rivalité entre ces États voisins les uns des autres ; réunissez-les, ces rivalités se combattent et s'annihilent.

Aujourd'hui plus que jamais, ce qui semble paradoxal avec la facilité des communications et les immenses empires coloniaux semés dans le monde, l'Europe forme un corps ; aucun des petits États de l'Europe ne saurait être agité sans que les grands n'en ressentent un contre-coup. Or, plus un État est jeune, plus il est turbulent et dangereux ; qu'on nous permette cette expression, il jette sa gourme. De plus, les petits États ont tendance à abuser de leur faiblesse. Ceci n'est pas sans danger pour la vie internationale des États. En Europe particulièrement, l'histoire montre que tous les États instinctivement ont travaillé à maintenir un certain équilibre : les grandes guerres ont eu pour cause la rupture de cet équilibre que Montesquieu qualifiait « un état d'efforts de tous contre tous », et Talleyrand de « principes conservateurs des droits de chacun et du repos de tous ».

Le concert européen a pour fonction de travailler à cet équilibre.

Enfin il se peut qu'une nation méconnaisse tout devoir moral et donne le spectacle d'une anarchie telle, qu'au nom de l'humanité, le concert européen ait le droit et le devoir d'user de représailles.

Tous les auteurs n'ont pas entrepris cette justifica-

lion, certains même crient à l'iniquité. *Bulmerincq* démontre, par les exemples de blocus de ce siècle, qu'aucune cause de représailles collectives n'est fondée.

Par contre, laissons parler *Grotius* : « Les Souverains ont le droit de punir, non seulement les injures faites à eux ou à leurs sujets, mais encore celles qui ne les regardent pas en particulier, lorsqu'elles renferment une violation énorme du droit de la nature ou de celui des gens envers qui que ce soit. »

Phillimore : « Les puissances étrangères peuvent intervenir, quand il s'agit d'arrêter l'effusion de sang occasionnée par une guerre civile prolongée et dévastatrice au sein d'un État, au nom des intérêts généraux de l'humanité. »

Puffendorff : « Plusieurs princes intéressés à la pacification d'un démêlé peuvent travailler de concert à y mettre fin et régler d'un commun accord jusqu'où il sera permis à chacun d'entre eux de se mêler dans la querelle. »

Burlamaqui : « S'il était quelque part une nation inquiète et malfaisante toujours prête à nuire aux autres, à leur susciter des troubles domestiques, il n'est pas douteux que toutes ne fussent en droit de se joindre pour la réprimer, pour la châtier et même pour la mettre à jamais hors d'état de nuire. »

Riquelme : « L'intervention est permise à condition qu'elle ne favorise pas uniquement une des parties et qu'elle tende à faire cesser la guerre. »

Enfin une autre opinion permet les représailles collectives dans un but d'humanité, en faveur des populations chrétiennes asservies à des États fanatiques, non chrétiens ; les luttes religieuses — les plus passionnées de celles qui peuvent surgir entre hommes ou entre nations, — y prennent une telle ampleur que, perdant par cela même un peu de leur caractère confessionnel, elles deviennent une question d'humanité qui a le droit et le devoir d'émouvoir l'Europe : « Personne, écrivait lord *John Russell* dans le *Times* du 2 septembre 1876, ne songerait à recommander à notre ambassadeur à Berlin ou à St-Petersbourg d'intervenir dans l'administration de la justice en Prusse ou en Russie. Mais la Turquie est une exception à toutes ces règles. C'est au nom de l'équilibre européen, comme dans un intérêt de paix et d'humanité qu'on voit les puissances s'ingérer dans les affaires intérieures de la Turquie, tantôt contre sa volonté, tantôt avec l'assentiment ou même sur la demande du sultan. »

Pour nous, les représailles collectives se justifient pleinement :

1° Dans leur principe.

Ce rôle de police internationale que les grandes puissances se sont attribué, peut sembler contradictoire avec les principes d'indépendance et de souveraineté des États ; mais les règles du droit international ne peuvent s'appliquer qu'autant qu'il existe entre les États une entente commune ; à défaut de cette entente,

on peut recourir à la guerre ; entre ces deux positions d'entente et d'hostilité, il n'y a place que pour une sorte de pression du plus fort sur le plus faible pour amener ce dernier à céder ; quand *le plus fort* est formé du groupement des cinq ou six grandes puissances de l'Europe, par ce fait que les nations dépendent les unes des autres et s'infiltrant mutuellement, on conçoit qu'elles imposent leur volonté pour éviter d'être contaminées elles-mêmes . Lorsque le concert européen délibère , indépendamment de la souveraineté des États, au-dessus d'elle, il y a place pour une sorte de souveraineté européenne qui impose l'obligation d'être, selon le mot de Thiers et de Gortschakoff, *de bons et loyaux Européens*.

2° Dans leur application.

En cas d'intervention collective, les haines de nations à nations n'existent pas ; le concert européen ou simplement les puissances réunies dans un but général prendront des déterminations moyennes, également éloignées des excès de la vengeance et de ceux de la faiblesse, et les mesures de coercition qui rallieront l'unanimité des suffrages de ces grandes puissances ne seront pas les mesures les plus rigoureuses.

3° Dans leurs conséquences.

L'accord entre les États se fait à l'aide de concessions réciproques, de sorte que les opinions extrêmes sont écartées ; la rivalité des grands États est la garantie de leur désintéressement. En somme, il faut se féliciter que

les intérêts de toutes les puissances européennes soient à ce point enchevêtrés que ces puissances sont réciproquement solidaires. Et s'il est un regret qu'on puisse formuler, c'est que cette fameuse entente, ce fameux concert ne se soit pas manifesté dans maintes occasions et que tout récemment encore, il ait permis, sans mettre le holà ! le massacre de 200.000 Arméniens.

II

LES INTERVENTIONS INDIVIDUELLES.

A. — Leur caractère abusif.

Il en est tout autrement pour les représailles individuelles. Là nous retrouvons tous les abus qui ont entaché les représailles pratiquées par les particuliers (1) ; ce moyen était mauvais parce que le soin de la vengeance était remis aux mains de particuliers intéressés et cupides ; mais est-ce que l'histoire ne nous apprend pas que les États, que certains États se montrent aussi cupides et intéressés que n'importe lequel de leurs sujets. Quelle garantie y aura-t-il alors que l'État qui pratique les représailles, nécessairement beaucoup plus puissant que son adversaire, s'arrêtera en route et se bornera à

(1) De nos jours (avant 1858) il existait encore une institution rappelant les représailles primitives : c'était, chez les Kabyles, l'*ousiga*, droit de représailles entre habitants de villages. Le créancier saisit un objet quelconque appartenant à son débiteur ou à ses concitoyens. Il faut faire une déclaration à l'*amin*, ce qui n'empêche pas la partie d'agir comme elle l'entend, si l'*amin* ne répond pas. Généralement l'affaire se termine par la satisfaction du créancier. Un village peut accorder à un autre village l'exemption des représailles (Hanoteau et Letourneux, *La Kabylie*, t. II, p. 355). Cette coutume n'aurait-elle pas donné à l'administration française l'idée de la responsabilité collective, pratiquée au cas d'incendies de forêts ?

une réparation proportionnée au dommage causé ; et dans l'évaluation de ce dommage, sera-t-il tenté de prendre pour mesure ce qui est son droit ou ce qui est son intérêt ? Nous reconnaissons cependant qu'il est arrivé qu'une nation, dirigée par ce que *M. Renault* appelle un *gouvernement de grand chemin*, méconnût ses devoirs moraux, s'emparât de ce qui appartenait à un autre, refusât la réparation d'une injure ; et lorsque le cas se présente de la part d'un petit État, vis-à-vis d'un État fort, ce dernier peut pratiquer les représailles.

Bulmerincq, nous l'avons dit, démontre que, dans aucun cas, les représailles, basées sur les intérêts propres des États puissants, n'ont été légitimes.

Westlake dit qu'il n'est pas digne d'un grand État, qui croit avoir à se plaindre d'un petit, de chercher à s'approprier les avantages faciles de la guerre, sans en courir les risques.

Calvo, qui a si bien fait l'histoire des interventions en Amérique, remarque que les nations européennes sont toujours intervenues contre les faibles et ne se sont jamais attaquées aux forts (1). *Calvo* a raison : les repré-

(1) « Un étranger commet un crime : on le poursuit ; il est condamné ; aussitôt il en appelle au représentant de son pays. Celui-ci trouve généralement la sentence injuste et adresse au gouvernement des réclamations ; quand même le condamné est dans l'indigence, il demande des centaines de piastres pour les jours de prison, le déshonneur, etc. On comprend que le gouvernement refuse de payer l'indemnité demandée. Le ministre étranger donne l'ordre à une escadre de

sailles exercées contre les républiques de l'Amérique du Sud étaient hors de proportion avec le dommage causé.

Tout récemment, en 1891, *lord Salisbury* a proclamé le principe que la Grande-Bretagne n'avait pas à intervenir dans les affaires intérieures des pays sud-américains. Quoique tardive, la déclaration n'en est pas moins la bienvenue et intéressante à retenir de la part d'une nation qui avait pu dire qu'« on ne doit pas tirer un coup de canon dans aucune partie du monde maritime sans sa permission ». Ainsi donc, à notre point de vue, les représailles individuelles sont généralement injustes, parce qu'elles ont généralement pour prétexte des lésions d'intérêt privé dans des pays où l'autorité, incomplètement assise, s'efforce néanmoins de protéger la vie et les biens des étrangers ; elles peuvent avoir pour résultat des dissensions civiles pour le pays incriminé, des démonstrations navales coûteuses pour le pays plaignant ; elles amènent la ruine de nombreux intérêts, la perte de fructueux débouchés commerciaux, des emprunts et autres sacrifices financiers.

Cependant ces représailles individuelles, qui ne dérivent pas de principes qui puissent les justifier, peuvent avoir une excuse d'ordre humanitaire ; les représailles ont pour but d'empêcher l'effusion du sang ; le blocus

venir bloquer les ports de la nation. Le gouvernement de la république menacée proteste... et paie.

La protestation tombe dans l'oubli, mais les milliers de piastres n'en sont pas moins sorties du Trésor public » (*Calvo, Torres Caicedo, mis ideas y mis principios*, II, p. 252).

pacifique que nous aurons à étudier dans ses applications est une simple mesure d'ordre commercial. Les représailles ont quelquefois évité des guerres, les ont localisées. *Heffter* dit avec raison : « l'humanité n'a qu'à s'applaudir de cette nouvelle institution qui rend dispensable la guerre complète. »

De plus, les représailles n'atteignent que l'État accusé d'avoir violé le droit ou les nationaux de cet État. Elles ne doivent léser directement ni les autres États, ni leurs sujets ; il n'en est pas de même de la guerre qui entraîne l'application des règles relatives à la neutralité et atteint, dans leurs intérêts, même les États non belligérants. Nous verrons en ce qui concerne le blocus les dérogations à cette règle.

En somme, cette distinction que nous avons établie entre les représailles collectives, c'est-à-dire pratiquées dans un but général par plusieurs grands États, et les représailles individuelles, nous semble justifiée par tous les exemples que ce siècle a produits : sans que les règles que nous avons posées puissent être prises pour des axiomes, il est certain qu'il y a des présomptions plus grandes en faveur de la légitimité des représailles, lorsque celles-ci sont entreprises par plusieurs grands États, que lorsqu'elles le sont par un seul. Dans ce dernier cas, c'est plutôt un acte de guerre isolé dont le caractère légitime ou illégitime dépend de la légitimité de la cause qui le motive.

Dérivant entièrement de la conception politique des

gouvernants de l'État qui les pratique, les représailles ne sont plus que des avertissements préalables à l'emploi de la force ; elles sont devenues souvent les préludes de la guerre, et, sous cet aspect, ont été de la part de certains États un prétexte à d'inqualifiables abus.

B. — Leur nature complexe.

Si le but des représailles est resté le même, car il s'agit toujours d'obtenir une réparation qu'on a refusé d'accorder amiablement — et cette réparation peut avoir pour objet aussi bien des intérêts matériels que des intérêts moraux — on conçoit que le mode d'exécution ait varié.

En effet, depuis que l'État s'est substitué aux particuliers pour prendre en main leur cause et leur défense, il est devenu impossible de s'en tenir au mode ancien de représailles, suffisant pour indemniser un commerçant, mais qui, mis en pratique par un État, devenait insuffisant et inefficace.

Un État a mille moyens de parvenir à ses fins ; mais il n'emploie pas un de ces moyens indifféremment à la place d'un autre ; car en même temps que l'État entend user de représailles, le mobile apparent n'est souvent qu'un prétexte mis en œuvre et c'est ailleurs qu'il faut chercher la cause première ; c'est alors affaire de politique de savoir si, oui ou non, on pratiquera les représailles : il faudra compter avec l'opinion, l'état de l'ar-

mée, de la flotte, des finances. Le moyen employé variera selon les alliances, les forces de l'adversaire, les distances, le climat, les saisons, que sais-je encore ? L'État pourra passer l'insulte ou le dommage sous silence ; bien plus, il pourra chercher à réparer lui-même le dommage causé pour enlever tout prétexte à réclamation.

Par contre, on le verra, s'il le juge à propos, encourager les récriminations, recueillir les plaintes, amener l'opinion et tirer une vengeance dont l'éclat masquera le défaut de proportion avec le préjudice subi.

Les causes de cette différence d'attitude naissent et se développent pendant la période de paix antérieure à la période de crise. Elles tiennent à ce que les États sont indépendants, tandis que les nations dépendent les unes des autres. Cette contradiction doit expliquer les conflits internationaux et en particulier les représailles.

Lorsqu'un État a pris la résolution de pratiquer des représailles, il cherche parmi les moyens qu'il a à sa disposition, celui qu'il aura le plus d'avantage à pratiquer. Ce moyen est-il inefficace ? Il a recours à un autre ou à une série d'autres jusqu'à ce que son adversaire, lassé, accède à sa demande ou déclare la guerre.

CHAPITRE II

DES MOYENS DE COERCITION.

SOMMAIRE. — I. — § 1. La rétorsion. — § 2. La mise sous séquestre des biens des sujets de l'autre Etat. — § 3. L'interruption des relations commerciales, postales et télégraphiques. — § 4. L'expulsion des sujets de l'Etat coupable d'une violation de droit international. — § 5. L'arrestation à titre d'otage de quelques-uns des sujets de l'autre Etat. — § 6. La mise sous séquestre de ce qui appartient à l'autre Etat.

II. — § 1. L'embargo. — § 2. Le blocus pacifique.

Nous sommes amené à passer en revue les différents modes de représailles entrés dans la pratique internationale.

Parmi ces moyens, certains n'ont qu'un intérêt secondaire, ou bien parce qu'ils sont tombés dans l'oubli momentanément, ou bien parce qu'ils n'ont qu'une portée restreinte, ou bien parce qu'ils sont d'une légitimité indiscutable ; nous ferons de cette catégorie l'objet d'un premier paragraphe et devrions nous en entretenir avant d'analyser ces modes de représailles auxquels est consacrée la partie principale de notre étude, à savoir l'embargo et le blocus pacifique.

§ 1. — La rétorsion.

La rétorsion est une mesure qui a pour objet d'infliger un traitement identique au traitement subi ; c'est, vulgairement parlant, rendre la pareille.

Beaucoup d'auteurs ont établi pour ce procédé une classification spéciale : ils disent que, tandis que les représailles supposent un acte injuste, un droit violé, la rétorsion suppose seulement qu'un État a manqué vis-à-vis d'un autre aux rapports de bon voisinage, à la *comitas gentium*, par exemple en augmentant les droits de douanes, en interdisant certains ports, en refusant certains privilèges.

Nous ne suivrons pas ces auteurs dans cette distinction. Ce qui nous paraît constituer la rétorsion, ce n'est ni la grandeur de l'offense, ni la portée des mesures prises, c'est uniquement la similitude des moyens employés ; cette similitude peut avoir cours ailleurs ; mais employée comme représailles, il ne nous semble pas que la rétorsion doive s'en détacher pour former un mode d'action à part. De plus, comment peut-on la qualifier de « mode d'action le moins violent », quand on voit l'iniquité des mesures dont usèrent certains États, employant des procédés analogues à ceux dont

on avait usé envers eux : lorsqu'en 1793 un décret de la Convention confisqua les biens des sujets espagnols en France, parce qu'en Espagne Charles IV avait confisqué les biens des sujets français, il y avait bien là une mesure de rétorsion. Il est vrai que tout procédé qui consiste à tirer satisfaction d'une injure ou d'un dommage est couramment qualifié du nom de représailles, mais c'est là une expression qui, admise dans la langue des gens du monde, ne nous semble pas exacte dans un ouvrage de droit international ; par un excès opposé cette même expression de représailles est employée couramment quand il s'agit d'une mesure plus anodine, comme, par exemple, l'augmentation des droits de douanes que la Suisse inscrivit à son tarif en 1892, en réponse à notre politique protectionniste ; en fait, c'était bien là une mesure de rétorsion. D'ailleurs peu importe la terminologie d'une science, mais il faut définir le sens donné aux mots employés.

Souvent les mesures de rétorsion sont insuffisantes, et le sentiment général répugne à l'adoption de ce moyen qui consiste à imiter ce que l'on blâme chez autrui.

§ 2. — La mise sous séquestre des biens que possèdent, sur le territoire de l'État lésé, les sujets de l'État qui a commis le dommage.

Ce procédé est celui qui rappelle le plus les représailles anciennes ; il en a l'injustice sans en avoir l'excuse, car il s'attaque aux biens des particuliers et non pas à

l'État : l'Espagne usa de ce moyen en 1796 quand elle ordonna dans ses états la saisie des propriétés appartenant aux Anglais, en vue de réparer le préjudice que lui avait causé l'arrestation illégale de la frégate espagnole *la Minerve*.

Même quand le dommage atteint non pas l'État lui-même, mais un de ses sujets, on pratique directement, au nom du Gouvernement, la saisie des biens qu'on veut faire servir à l'indemnité du sujet lésé.

C'est ainsi qu'on voit la Prusse, en 1753, dédommager ses sujets en leur donnant le montant des sommes affectées aux créances anglaises d'un emprunt pour la sûreté duquel les revenus de la Silésie avaient été hypothéqués. Il s'agissait pour la Prusse d'obtenir satisfaction du dommage que lui avait fait subir l'Angleterre en 1745, en s'emparant de navires prussiens chargés de bois à destination de la France ; ces navires avaient été jugés et condamnés comme ayant transporté de la contrebande de guerre. Après de multiples et stériles réclamations, en 1751, le roi de Prusse vit pour atteindre l'Angleterre une occasion propice au moment où devait être remboursé le dernier terme d'un emprunt précédemment souscrit au profit de sujets anglais et dont la Silésie constituait le gage hypothécaire. Il nomma une commission sous la présidence du baron de Coccéji, pour juger entre les sujets lésés et les armateurs anglais. La sentence de cette commission du 17 juillet 1752 délégua aux sujets prussiens, à titre de dédomma-

gement, les créances anglaises pour la sûreté desquelles avaient été hypothéqués les revenus silésiens (1). La somme réclamée fut réduite par la commission à 156.486 écus de capital et 32.283 écus d'intérêts à 6 0/0. Le roi de Prusse justifia sa conduite dans une note : après avoir inutilement demandé au cabinet britannique réparation des injustices commises contre ses sujets, il s'était déterminé à retenir par droit de représailles le paiement de la dette silésienne jusqu'à ce que le Gouvernement britannique eût indemnisé ces mêmes sujets.

**§ 3. — L'interruption des relations commerciales,
postales et télégraphiques.**

C'est à cet état d'isolement que M. Thiers voulait aboutir lorsque, au mois de juillet 1836, il menaçait la Confédération helvétique d'un *blocus hermétique*. Le gouvernement suisse, dont la tolérance pour les réfugiés politiques qui allaient lui demander asile déplaisait à ses puissants voisins, était déjà, de la part de l'Allemagne, l'objet d'un blocus de cette nature. Jusque-là les revendications du cabinet de Vienne avaient trouvé en France des contradicteurs, fidèles apôtres de la « non-intervention ». Or M. Thiers, dont l'idée fixe était d'obtenir pour le duc d'Orléans la main de l'archiduchesse Marie-Thérèse, se servit de la mesure qu'il projetait

(1) Martens, *Causes célèbres*, livre II, cause I.

contre la Suisse comme d'un moyen destiné à rendre l'Autriche plus favorable à ses vues. La diète de Berne dut céder à la menace et adopter une loi qui permettait l'expulsion des réfugiés politiques.

§ 4. — Le renvoi, l'expulsion des ressortissants de l'État qui n'a pas respecté le droit international.

C'est ce que fit à Milan un gouverneur autrichien de cette ville qui expulsa sans avertissement préalable tous les Tessinois.

§ 5. — L'arrestation à titre d'otages de quelques-uns des ressortissants ou fonctionnaires de l'autre État.

Ce moyen, bien qu'admis par *Grotius*, par *Vattel*, par *Bynkershoek*, par *Travers-Twiss*, nous semble un acte de violence profondément injuste et arbitraire. Les gens qui voyagent pour leurs affaires, leurs études ou leur plaisir, vont à l'étranger avec la sécurité des relations pacifiques ; lorsque ces relations viennent à changer, on ne saurait comprendre sans injustice qu'ils en supportent les conséquences ; tout au plus admettrait-on qu'il leur soit enjoint de quitter le territoire dans un certain délai ; ce procédé, en réalité peu employé, a servi de mesure de rétorsion : c'est ainsi qu'en 1740, Frédéric le Grand retint prisonniers deux Russes jusqu'à la libération du baron Stackelberg.

Ce procédé est encore plus inique lorsqu'il atteint les fonctionnaires qui n'ont agi que sur les ordres de leur

gouvernement, ou les envoyés diplomatiques dont la personne doit être inviolable. Des infractions à ces règles se sont malheureusement produites : en 1708, la Savoie arrêta M. Phelippeaux, ministre de France. En 1716, lors de l'invasion de Finlande, M. d'Alopeus, ministre de Russie en Suède, fut également détenu prisonnier.

Ce sont là des actes qui suffisent à discréditer un gouvernement : la personne des agents diplomatiques doit être à ce point sacrée, qu'il ne suffit pas de ne pas attenter à leur liberté ou à leur vie ; le gouvernement auprès duquel ces agents sont accrédités doit prévenir toute attaque de la part de ses sujets, et encourt une responsabilité par cela seul qu'il n'a pas pris les mesures propres à assurer la sécurité de ces agents ; l'assassinat des plénipotentiaires de la République française à Rastadt a déshonoré l'Autriche.

§ 6. — La mise sous séquestre ou la saisie de ce qui appartient à l'adversaire.

Certaines nations ont pratiqué ce moyen comme un article de foi ; il est si commode, sous le prétexte spécieux de représailles, de saisir quelque portion avantageuse du territoire d'un petit Etat ; on commence par s'emparer d'une baie ; un jour, on est appelé à opérer un débarquement : l'occupation qui devait durer quelques heures se prolonge durant des années.

Ce procédé a souvent servi à cette nation dont un

membre de la Chambre Haute, à la fin du siècle dernier, comparait la conduite à celle des animaux de proie en quête de victimes (1) ; il a atteint parfois un véritable degré de barbarie : en 1805, au milieu de la paix, en pleine négociation diplomatique ouverte avec l'Espagne, une escadre anglaise attaqua quatre frégates espagnoles à la hauteur du cap Sainte-Marie, les prit avec les trésors, fit sauter un de ces bâtiments et laissa périr 300 passagers parmi lesquels beaucoup de femmes et d'enfants (2).

L'Amérique a profité des leçons de la mère-patrie : en 1859, au milieu des débats suscités entre l'Angleterre et les États-Unis au sujet des frontières du nord-ouest, le gouvernement de Washington, pour se saisir d'un gage, fit occuper militairement l'île de San-Juan dans la baie de Nóoth.

Enfin, plus près de nous, en 1872, dans le port même de Port-au-Prince, l'Allemagne fit saisir par un de ses vaisseaux deux corvettes haïtiennes, en garantie d'une indemnité réclamée par l'Allemagne : la république dominicaine dut s'exécuter pour rentrer en possession de ses bâtiments.

(1) Lord Longhboroug, mars 1791.

(2) Azuni, *Droit maritime*, t. II, p. 434 et s.

Il s'en faut que les moyens que nous venons d'énumérer forment à eux seuls tous les actes de représailles autres que l'embargo et le blocus.

Nous l'avons dit, un État a mille moyens de tirer vengeance d'un dommage qui lui est causé : il suffit qu'il sache tirer parti de ces moyens qu'il ne nous appartient pas d'énumérer, parce que cette énumération serait forcément incomplète ; les relations internationales actuelles, si nombreuses, si variées, favorisent cette diversité. De tout ceci, nous n'avons pas à nous occuper : c'est affaire à nos hommes d'État de veiller au maintien de nos droits et de nos intérêts.

Au contraire, l'embargo et le blocus pacifique relèvent du droit international.

§ 1. — L'embargo.

L'*embargo* est une véritable saisie-arrêt des navires et de leur cargaison, dans les ports et dans les eaux territoriales ; il ne faut pas confondre cette mesure avec l'*arrêt de prince*, mesure de police destinée à éviter la propagation de certaines nouvelles — prétention bien téméraire depuis l'usage du télégraphe et du téléphone.

Autrefois, l'embargo était un acte préliminaire à

toute déclaration de guerre ; même, il n'était admis que comme tel et prohibé comme mesure spéciale (1). Ses effets différaient selon que la contestation s'arrangeait ou que la rupture éclatait : dans ce dernier cas seulement, les navires retenus étaient sujets à confiscation.

Aujourd'hui la pratique internationale a varié ; nous sentons l'injustice profonde de ce procédé ; aussi les navires venus pour trafiquer peuvent-ils compléter leur chargement et regagner leur port d'attache ; c'est ce moyen qui fut employé lors de l'ouverture de la guerre de Crimée et toujours pratiqué depuis.

De nos jours, l'embargo n'est plus considéré que comme un mode particulier de représailles ; sa légitimité ne peut être mise en doute que si l'on dénie aux représailles toute légitimité. A la fin des mesures coercitives, les navires saisis et leurs cargaisons doivent être restitués à leurs propriétaires respectifs ; c'est donc, somme toute, un procédé relativement doux ; comme sa valeur pourrait être insuffisante, il est généralement corroboré par l'emploi du blocus pacifique.

L'Angleterre l'a cependant employé seul en 1838, lorsqu'elle prononça l'embargo contre les navires napolitains qui se trouvaient dans les ports de l'île de Malte, à la suite de contestations survenues entre elle et le roi des Deux-Siciles. Le gouvernement anglais qui

(1) Heffter, l. II, § III.

jouissait dans le royaume de Naples du traitement de la nation la plus favorisée, avait considéré la concession du monopole de l'exploitation des soufrières de Sicile comme une violation de son privilège. Les réclamations de l'Angleterre étant restées vaines, ordre fut envoyé de pratiquer l'embargo contre le pavillon napolitain ; la médiation de la France mit un terme à cette situation : le monopole fut aboli et l'embargo levé.

§ 2. — Le blocus pacifique.

Le *blocus pacifique* (1) est un mode de coercition qui consiste à interdire au moyen d'une force navale suffisante toute communication avec les ports ou les côtes d'un pays, dans le but de causer un préjudice qui amènera le pays bloqué à offrir les concessions exigées.

Nous n'examinerons pas, à propos du blocus pacifique, la légitimité du blocus en lui-même. Le blocus proprement dit est une opération de guerre relativement récente ; en effet, il suppose un état de construction navale assez avancé pour permettre à un navire les dures conditions d'un mouillage au large, hors de portée des canons de la côte ; de plus, il suppose une artillerie assez puissante pour commander les intervalles laissés entre les navires de l'escadre bloquante.

Le blocus pacifique est de création plus récente encore. Seuls donc les hommes d'État et les publicistes

(1) On dit encore *blocus commercial*.

du XIX^e siècle ont eu à s'en occuper ; mais, dans sa courte carrière, il a suscité bien des controverses, car il est pour les grands États le meilleur moyen d'atteindre les États secondaires.

En effet, est-ce qu'aucun des moyens précédemment énumérés est bien efficace ?

Saisie des biens des particuliers ? Mais l'État peut abandonner ses sujets à leur propre sort.

Interruption de toutes relations commerciales ? Mais l'État pourra adresser ses commandes ailleurs ; d'ailleurs la prépondérance de son industrie peut être telle qu'il trouve facilement un débouché nouveau.

Arrestation de fonctionnaires ? Tout État qui a quelque souci de sa dignité repoussera ce moyen.

L'embargo ? Encore faut-il avoir dans ses ports des bâtiments appartenant à l'adversaire, d'une importance assez considérable pour qu'il en subisse un certain préjudice.

Reste le blocus pacifique : l'État qui veut exercer des représailles envoie une escadre bloquer un port, l'embouchure d'une rivière, une côte, etc. Il est impossible que l'État ainsi menacé se désintéresse de la question ; frappé en plein cœur dans son activité commerciale, il ressent bientôt la nécessité absolue de faire cesser une situation qui entrave l'essor de son industrie et amène à brève échéance la famine et la ruine. Ne se sentant pas en mesure de déclarer la guerre, ou estimant le conflit de trop peu d'importance pour engager l'avenir

de la nation, le gouvernement se résigne et cède sur tous les points. C'est en grande partie la crainte que les petits États ne cèdent trop aux grands qui a amené beaucoup d'auteurs à refuser de reconnaître la légitimité de ce mode de coercition, qui cependant, comme le remarque M. Boech, doit donner à réfléchir, puisqu'il entraîne l'immobilisation d'une partie notable des forces navales d'un pays.

Voyons quelques opinions :

Pour *Gessner*, le blocus pacifique ne se comprend pas : « le procédé n'est nullement un progrès de l'humanité, comme le disent certains de ses défenseurs..... ce sont des considérations d'intérêt et non d'humanité qui ont poussé la France et l'Angleterre à faire usage du blocus pacifique ; ces deux puissances cherchent à atteindre leur but par une voie plus commode que celle de la guerre..... le blocus pacifique renferme en tous cas une contradiction que signale *H. B. Deane* : *ce terme renferme en lui-même une anomalie ; il est impossible de concilier les droits des neutres ou plutôt le fait de la neutralité, avec une opération de guerre dans laquelle il n'y a pas de belligérants* » (1).

D'après *Carlos Testa*, le blocus établi à titre de représailles ne peut être regardé comme légal : il renferme une anomalie, il constitue un acte de guerre incompatible avec l'état de paix.

(1) « The terme is in itself anomalous, it is impossible to reconcile the rights of neutrals, or indeed the fait of neutrality, with an operation of war, in which there is no belligerent. »

M. *Neumann* prétend que le blocus pacifique est étranger au droit et que les tiers ne sont pas tenus de le respecter.

MM. *Pistoye et Duverdy* soutiennent qu'établir un blocus sans faire la guerre, c'est une pure subtilité : « Lorsqu'en 1841, M. Guizot voulut expliquer cette distinction, la force de la logique lui faisait employer des expressions qui condamnaient le système qu'il voulait faire prévaloir : *Nous faisons un blocus*, disait-il, *ce qui n'est pas la guerre complète, la guerre déclarée*. On n'avait pas déclaré de guerre, mais on la faisait. Voilà le sens du discours de M. Guizot. Or pour nous qui considérons la réalité des choses, la guerre existait. »

Geffcken maintient que les représailles doivent être des actes isolés : or, d'après lui, le blocus n'a pas le caractère spécial qui distingue les représailles : « Il est évident que fermer un port d'un État à tout commerce est un acte hostile d'une tout autre portée que de mettre l'embargo sur quelques bâtiments ou un séquestre sur des capitaux : il frappe l'État en entier... Passons là-dessus. Examinons cette allégation qu'un but d'humanité a guidé les puissances : je ne vois que le blocus de la Plata où l'Angleterre et la France prétendirent mettre fin au régime sanguinaire du dictateur Rosas. » Un peu avant M. *Geffcken*, M. *Westlake*, dans la session de l'*Institut de droit international* tenue à La Haye en 1874, avait développé l'idée suivante : « Point de belligérants, point de neutres, et puisqu'il n'y a que les neutres

que le blocus touche, il n'y a personne qui ait à respecter un blocus pacifique; on peut même ajouter que sans guerre il ne peut y avoir conseil des prises; donc si un navire appartenant même à un national de l'État contre lequel le blocus était dirigé était adjudé aux capteurs par un conseil des prises de l'État bloquant, les tribunaux d'un État tiers ne devraient pas reconnaître ce procédé comme ayant opéré un transfert régulier de la propriété. »

Enfin, M. *Fauchille*, dans son ouvrage sur le blocus, se montre encore plus sévère relativement aux blocus pacifiques.

Il constate qu'aucune loi intérieure, aucun traité ne contiennent des dispositions relatives aux blocus pacifiques. Puis il pose cette question : une nation peut-elle bloquer sans cesser d'être en paix ? On a dit : 1° C'est un moyen de contrainte destiné à dénouer pacifiquement certains conflits diplomatiques ; mais il doit reposer sur les nécessités de la guerre.

2° C'est une situation intermédiaire entre la paix et la guerre ; il serait plus exact de dire blocus comminatoire ; or, d'après M. *Fauchille*, la guerre peut avoir ses degrés, mais c'est toujours la guerre.

« Ce n'est pas la guerre que les grandes puissances veulent éviter, ce sont les inconvénients de la guerre..... Le blocus pacifique ne devient même pas un blocus de guerre légitime ; il constitue un acte de piraterie qui doit faire mettre son auteur au ban des nations. »

Bien d'autres auteurs, parmi lesquels MM. *Assensio*, *Glass*, *Hall*, *Hautefeuille*, de *Martens*, *Négrin*, *Nys*, *Oppenheim*, *Pradier-Fodéré*, *Woolsey*, ont dénié la légitimité du blocus pacifique. Pourquoi donc le blocus pacifique a-t-il suscité tant de controverses ? C'est qu'il renferme en lui-même une contradiction : en effet, la guerre seule fait naître les règles relatives à la neutralité, c'est-à-dire que les États qui ne sont pas parties au conflit, se trouvent par le fait de la guerre dans une situation qui n'est pas celle de la paix ordinaire : ils sont neutres. Si les États en guerre doivent s'abstenir de tout acte qui pourrait les léser dans leurs droits ou dans leurs intérêts, les autres nations ont aussi le devoir de s'abstenir de tout acte qui, innocent en lui-même, emprunterait, du fait de l'ouverture des hostilités, une gravité particulière. La situation des autres États, les neutres, est donc changée.

En est-il de même en cas de représailles ? Non ; jusqu'à présent les rapports se sont bornés aux deux États qui exercent et subissent les représailles.

Or qu'arrive-t-il en cas de blocus ? Les tiers vont se voir interdire l'accès d'un port ou d'un fleuve pendant le temps qu'il plaira au belligérant de maintenir le blocus, et ils n'auront rien à dire à cette situation qui pourra leur causer de très grands préjudices. Mais si ce blocus est pratiqué en temps de paix, les règles relatives à la neutralité n'ont pas à s'appliquer. Comment concilier les droits des États indifférents de maintenir

leurs relations commerciales comme par le passé, avec l'intérêt de l'Etat qui exerce ces représailles d'interdire ces mêmes relations.

Une seule solution était possible ; c'est celle qu'admit l'*Institut de droit international* dans sa session tenue à Heidelberg, le 7 septembre 1887. Nous aurons l'occasion d'y revenir.

L'*Institut de droit international* n'a pas été le seul à défendre le blocus pacifique : MM. *Bulmerincq*, *Bluntschli*, *Cauchy*, *Calvo*, *Ferguson*, *Wharton* aussi ont admis la légitimité de cette mesure.

Voyons à quelles conditions : pour que le blocus soit licite, il est indispensable d'observer les règles et les conditions résultant de la nature propre de cet acte, c'est-à-dire que : 1° le blocus doit être notifié ; en plus de la notification diplomatique, il y a nécessité de l'avis particulier aux navires qui se présentent devant le port bloqué et il faut que la mention de cet avertissement soit portée sur le rôle d'équipage (1).

2° Le blocus doit être effectif, c'est-à-dire maintenu par une force suffisante pour rendre sa violation dangereuse (2).

Lorsque le blocus pacifique observe ces deux règles qui sont applicables à tous les blocus, il a le droit d'être

(1) Faute de cet avertissement est déclarée non valable la prise de la goélette sarde *La Louisa*, capturée le 3 juillet 1846 dans les eaux de la Plata (Conseil d'Etat, 21 déc. 1847). Pistoye et Duverdy, t. I, titre VI, chap. 2, sect. 2.

(2) Gessner, *Le droit des neutres sur mer*, p. 163 et s.

observé à son tour. Or il faut une sanction sans laquelle la défense de pénétrer dans la ligne du blocus resterait à l'état de lettre morte : cette sanction consiste à saisir les navires qui ont tenté de forcer le blocus. Ces navires, comment va-t-on les traiter ?

Envisageons le cas où le blocus s'applique indistinctement à tous les pavillons. Les deux puissances qui ont usé du blocus pacifique, la France et l'Angleterre, n'ont pas toujours suivi une conduite identique.

Généralement, l'Angleterre confisque les navires de l'État bloqué et les vaisseaux des autres États ; il est des cas, d'ailleurs, où le blocus ne saurait avoir d'effet que s'il s'applique aussi aux navires des États tiers, par exemple, lorsque l'État bloqué ne possède pas de marine.

Les publicistes anglais les plus renommés, *James Reddie*, *Phillimore*, ne donnent pas d'autre base au droit de blocus que la pratique de la Grande-Bretagne : tout au plus tiennent-ils compte de la pratique des autres États quand les intérêts anglais y trouvent leur compte, par exemple dans le blocus des côtes de la Grèce.

Au contraire, les publicistes français s'efforcent de donner au droit de blocus une base théorique ; la pratique française est plus conforme à ces principes : en effet, nous verrons que, dans plusieurs cas, la France n'a pas confisqué les navires de l'État bloqué : elle les place sous séquestre jusqu'à la fin du blocus et les rend ensuite à leurs propriétaires respectifs, tandis qu'au con-

traire les navires battant un autre pavillon et déclarés de bonne prise sont confisqués.

En d'autres cas, la France s'est vue obligée de s'en prendre aux navires des autres États. *Gessner* voit là « une preuve du vague et du peu de consistance de toute cette théorie ». *Gessner* a raison ; mais il eût dû ajouter qu'il était impossible de donner une base théorique au blocus pacifique, qui dépend essentiellement du domaine des faits. La diversité dans la façon de le pratiquer est la meilleure preuve qu'on ne peut faire de cette matière une question de doctrine, mais qu'il faut l'accepter comme une nécessité qu'on peut modifier, mais qu'on doit subir.

En équité, les conséquences du blocus pacifique devraient être limitées aux deux États en conflit, ne pas atteindre les puissances tierces ; celles-ci ne peuvent pas être privées des garanties du droit des gens en temps de paix, en l'absence d'une déclaration de guerre.

C'est à cette conclusion qu'aboutit l'*Institut de droit international* le 7 septembre 1887, et nous nous rangeons complètement à sa manière de voir. La discussion fut longue ; M. *Perels* y lut un remarquable rapport : « Le principe de la force obligatoire du blocus pacifique ne nous paraît pas contestable en droit des gens... Les navires qui entreprennent de rompre le blocus ne peuvent pas être saisis ni confisqués, mais seulement arrêtés et repoussés ; mais, dans certaines circonstances, une détention provisoire peut être regardée comme li-

cite... » On entendit ensuite un contre-rapport de M. *Geffcken* ; puis l'*Institut* prit les résolutions suivantes :

1° Le blocus peut être pratiqué à titre de représailles.

2° Les navires sous pavillon étranger peuvent librement entrer et sortir, malgré le blocus.

3° Le blocus doit remplir toutes les conditions de notification et d'effectivité exigées pour le blocus ordinaire.

4° Les navires de la puissance bloquée qui ne respectent pas le blocus peuvent être séquestrés, puis restitués sans indemnité à la fin du blocus.

5° Le blocus doit être levé aussitôt après l'acquittement de l'obligation qui l'a rendu nécessaire.

Maintenant, nous connaissons la théorie, voyons la pratique.

CHAPITRE III

LES PRINCIPAUX CAS D'APPLICATION DE L'EMBARGO ET DU BLOCUS PACIFIQUE.

SOMMAIRE (1). — I. — Représailles individuelles.

A. Le blocus du Tage (1831). — B. Le blocus de la Nouvelle-Grenade (1836). — C. Le blocus du Mexique (1837). — D. Le blocus du Rio-de-la-Plata (1838-48) : 1. Intervention française. — 2. Intervention franco-anglaise.

E. Le blocus de la Grèce (1850). — F. Le blocus de Gaëte (1861). — G. Le blocus de Formose (1884). — H. Le blocus des côtes du Siam (1893).

II. — Représailles collectives.

§ 1. Affaires de Belgique (1830). — § 2. Affaires d'Orient :

A. Le blocus des côtes grecques (1827). — B. Le blocus de la Grèce (1886). — C. Le blocus de la Crète (1897).

I

REPRÉSAILLES INDIVIDUELLES (2).

A. — Le blocus du Tage.

Le blocus du Tage par la France en 1831 eut pour cause des lésions d'intérêt privé. Le ministre qui y eut

(1) Fidèle à la distinction que nous avons établie, nous diviserons les cas d'intervention en deux parties : 1° *ceux qui n'ont pour mobile que des intérêts particuliers* ;

2° *Ceux qui ont pour origine des intérêts généraux.*

(2) Le premier blocus que nous rencontrons par ordre chronologique

recours, M. Casimir-Périer, s'en servit comme d'un moyen propre à donner un peu de lustre au règne de Louis-Philippe ; le blocus fut de courte durée et ses

dans la série des blocus individuels est le blocus des ports d'Alger, en 1826. C'est à coup sûr celui dont la légitimité pourrait le moins être mise en doute. Il nous a été interdit de le classer dans la catégorie des blocus pacifiques, car, sans qu'il y ait eu ni de la part de la France, ni de la part de la Régence, une déclaration de guerre, le fait d'envoyer bloquer le port d'Alger, jusqu'à ce que le dey soit venu à composition, était bien un acte de guerre, accepté comme tel des deux côtés ; les expressions dont se servirent les officiers français dans leurs rapports avec les ministres du dey d'Alger ne laissent aucun doute à cet égard.

D'ailleurs, après l'insulte subie par la France en la personne de son consul, qui, le 30 avril 1827, à l'occasion de la fête du Bairam, avait été admis à présenter ses hommages à Hussein Pacha, le capitaine Collet avait envoyé au dey un ultimatum *qui envisageait la possibilité d'une guerre*. Hussein Pacha qualifia de ridicules les exigences du commandant français et rompit les négociations ; conformément aux termes de l'ultimatum, une escadre prit les dispositions nécessaires pour bloquer les côtes de l'Algérie et interdire l'accès du port d'Alger à tous les bâtiments, quels que fussent leur pavillon et leur nationalité. Il nous semble donc bien démontré qu'en 1827, la guerre était ouverte entre la France et Alger.

La seule question qui pourrait se poser consiste à savoir si l'on devait reconnaître aux Régences barbaresques le caractère de belligérant ou si l'on devait les considérer comme formant une association de mal-faiteurs, semblable aux flibustiers qui, pendant le XVII^e et le XVIII^e siècles, ravagèrent la mer des Antilles.

Bynkershoek soutient que, si les procédés employés par les Régences nous semblent répréhensibles, ils n'en constituaient pas moins des actes que l'autorité d'un gouvernement avait légalisés et que les dogmes d'une religion avaient encouragés ; que d'ailleurs les Algériens observaient une sorte de droit des gens à eux, distinguaient suivant les pavillons amis ou ennemis et par conséquent devaient échapper aux traitements réservés aux pirates. En fait, les cours d'amirauté européenne admettaient le rachat d'une prise faite par les Algériens comme constituant un mode translatif de propriété, et par suite reconnaissaient la légitimité des actes du gouvernement de la Régence : inclinons-nous devant leur décision.

conséquences pour l'État bloqué ne furent pas désastreuses.

On a prétendu que la France était intervenue dans les affaires intérieures du Portugal ; nous allons voir qu'il n'en est rien.

La révolution de Juillet avait augmenté les craintes de l'usurpateur don Miguel, qui ne se maintenait sur le trône de Portugal que par la plus odieuse tyrannie. Don Miguel n'était parvenu à se faire reconnaître ni par l'Angleterre, ni par la France, et cet échec avait assombri son humeur : aussi s'était-il vengé sur les étrangers résidant à Lisbonne. Mais l'Angleterre avait à ce propos formulé des réclamations et don Miguel s'était empressé de donner satisfaction aux intérêts britanniques, car il espérait bien, le cas échéant, être payé de retour ; en effet, un traité antérieur assurait une alliance réciproque entre le Portugal et la Grande-Bretagne, au cas où une agression viendrait à se produire ; ce traité avait d'ailleurs déjà été invoqué par don Pedro, le rival de don Miguel, et le cabinet de St-James ainsi sollicité s'était retranché derrière les termes du traité qui n'envisageaient pas le cas de contestation intérieure.

Quant aux réclamations de la France, don Miguel n'en avait cure ; le régime constitutionnel que nous nous étions donné n'était pas fait pour lui plaire ; aussi les Français établis en Portugal étaient-ils l'objet d'une véritable persécution. Deux faits furent particulièrement graves : un étudiant de l'université de Coïmbre,

M. Bonhomme, pour un prétendu outrage public à la pudeur dans une église, avait été condamné à la flagellation et à la transportation sur une plage d'Afrique, et un paisible négociant de 72 ans, M. Sauvinet, parce qu'un jour d'émeute, une fusée était partie de son jardin ouvert à tout le monde, avait été condamné à 10 ans de déportation sur une plage d'Afrique.

Dès qu'il apprit ces faits, le gouvernement français envoya le capitaine de vaisseau Rabaudy demander satisfaction à don Miguel ; mais don Miguel ne voulut rien entendre. Aussitôt Casimir-Périer donna l'ordre d'agir : le contre-amiral Roussin, parti de Brest à la tête d'une escadre, arriva le 23 juin en vue du cap la Roque. M. de Rabaudy, sans attendre ce renfort, avait déjà poursuivi l'escadre portugaise qui bloquait Terceira, une petite ville occupée par quelques partisans de don Pedro, et lui avait fait 16 prises.

Les deux escadres françaises, fortes en tout de sept vaisseaux de ligne et de plusieurs frégates et avisos, établirent le blocus du Tage. Avant d'entreprendre toute autre opération, l'amiral Roussin résolut de tenter un dernier moyen de conciliation et écrivit au ministre portugais, le vicomte de Santarem, une lettre toute pacifique : cette lettre resta sans réponse.

Don Miguel implorait partout aide et protection ; il entretenait une correspondance ininterrompue avec Madrid. Il se souvenait aussi du fameux appel qu'avait fait don Pedro à la Grande-Bretagne et espérait bien

solliciter d'une manière plus efficace pour lui-même pareil appui. L'opposition anglaise au sein du Parlement montrait alors un véritable déchaînement de haines contre la France, et le duc de Wellington, le vainqueur de Waterloo, avait pu dire : « J'ai senti, moi, sujet anglais, une rougeur me monter au front à la vue d'un ancien allié ainsi traité sans que l'Angleterre fit rien pour s'y opposer. » Mais le cabinet anglais se montrait avec raison plus réservé. Le comte Grey, dans une réponse à l'« honorable duc », fit le procès de don Miguel : il s'était cruellement conduit ; en l'absence de représentants diplomatiques, il avait refusé de communiquer avec le consul de France ; enfin l'Angleterre était liée par les traités à défendre le Portugal contre une agression étrangère, mais non pas contre les suites de son propre déni de justice ; d'ailleurs la France n'avait pas déclaré la guerre : il n'y avait là qu'un armement militaire, ce qui n'est pas identique.

Don Miguel, furieux de ne pas trouver auprès du cabinet de St-James l'aide qu'il en espérait, s'entêta dans ses résolutions intransigeantes.

L'escadre française continua ses ravages : le 5 juillet, le nombre des vaisseaux pris s'élevait à 40. Bien que les navires étrangers eussent accès dans le port, le commerce était ruiné ; le peuple, souffrant de la faim, condamné à l'oisiveté, s'en prenait à son souverain et laissait trahir le mécontentement qu'il n'osait ouvertement exprimer.

Cependant don Miguel passait son temps en prières, communiait, faisait des pèlerinages. Son ministre de la marine, plus pratique, surveillait lui-même les réparations de l'escadre portugaise, mouillée en rade de Lisbonne, en prévision d'un combat naval.

Or, l'escadre française s'étant rapprochée presque à portée de canon, le bruit d'un prochain bombardement courut dans Lisbonne. Don Miguel s'enfuit à O'Eyras, à 3 lieues de la capitale. Sa fuite fut le signal d'un exode général de tous les Français domiciliés en Portugal, fuyant dans la crainte d'une arrestation. Bref, la confusion était complète.

Le 11 juillet, l'amiral Roussin résolut de forcer l'entrée du Tage réputée infranchissable. L'escadre avait à passer entre deux rives couronnées de forts et couvertes de troupes. La traversée était si hasardeuse que l'amiral avait pris ses dispositions en cas d'insuccès ; mais lorsque la flotte ouvrit le feu sur les forts St-Julien et Bugio, les boulets français soulevèrent une telle nuée de poussière que le feu des forteresses, aveuglé, ne put atteindre les bâtiments français. La rapidité de cette manœuvre avait été telle, que les vaisseaux portugais, surpris par l'arrivée soudaine des Français, durent amener leur pavillon.

L'amiral Roussin écrivit alors au vicomte de Santarem :

« Monsieur le ministre,

« Vous voyez si je tiens à ma promesse ; je vous ai

fait pressentir hier que je forcerais les passes du Tage : je suis devant Lisbonne. Tous vos forts sont derrière moi et je n'ai plus en face que le palais du Gouvernement. La France, toujours généreuse, vous offre les mêmes conditions qu'avant la victoire. Je me réserve seulement, en en recueillant les fruits, d'y ajouter des indemnités pour les victimes de la guerre. J'ai l'honneur de vous demander une réponse immédiate. Recevez... » Le ministre portugais voulut traîner les choses en longueur ; il fit une réponse équivoque. Mais l'amiral Roussin n'était plus en humeur d'attendre : il répondit à son tour par un ultimatum devant lequel le ministre céda.

Le 14 juillet 1831, fut signé le traité qui mettait fin au blocus du Tage et donnait satisfaction aux réclamations de la France.

Les sentences rendues contre les citoyens français étaient annulées, et une indemnité leur était due ; le chef de la police était destitué. De plus, une indemnité de 800,000 francs était due pour les frais de l'expédition au gouvernement français, et la flotte portugaise capturée par l'amiral Roussin était déclarée de bonne prise. Cette conduite de la France est en contradiction avec ce que les auteurs ont appelé depuis la *doctrine française*. A vrai dire, la France eût volontiers payé de l'abandon de cette flotte le rachat de certains prisonniers politiques détenus par don Miguel ; mais le malheur n'avait pas rendu le roi accommodant, et il

préféra voir prendre à ses vaisseaux le chemin de Brest que de relâcher ses ennemis.

En revanche les prises marchandes faites pendant le blocus qui avaient été conduites à Brest, furent restituées avec leurs cargaisons respectives, à charge pour le gouvernement portugais de payer à la France les frais de séquestre et de gardiennage occasionnés par l'arrestation de ces bâtiments.

Le gouvernement français n'avait pas voulu faire la guerre au peuple portugais ; le peuple portugais ne porta pas rancune à la France ; le lendemain du jour où fut signé le traité, les officiers français pouvaient se promener tranquillement dans les rues de Lisbonne.

B. — Le blocus de la Nouvelle-Grenade.

Il serait plus juste de qualifier de *démonstration navale* les représailles que l'Angleterre exécuta en 1836 sur les côtes de la Nouvelle-Grenade. Voyons les faits : Lorsqu'en 1829, la Colombie se fut scindée en trois États nouveaux, pour chacun de ces États ce fut la cause de révoltes et de troubles continuels.

Dans la Nouvelle-Grenade en particulier, le consul de France avait été insulté sans que la France parvînt à tirer vengeance de l'insulte. Il appartenait à l'Angleterre de faire sentir plus lourdement le poids de sa puissance.

En 1836, au cours d'une querelle survenue entre un officier grenadin et le consul de la Grande-Bretagne à Panama, ce dernier, emporté par la colère, frappa l'officier d'un coup de couteau ; aussitôt la foule accourt, maltraite le consul qui n'est soustrait à la vengeance populaire que par la prison ; la foule se porte alors vers les bureaux du consulat et les met au pillage.

Dès qu'il eut connaissance de ces faits, le ministre d'Angleterre à Bogota se rendit auprès du président de la République Grenadine et réclama immédiatement la mise en liberté du consul et une indemnité de 1.000 livres sterling comme dommages-intérêts. Le président de la République répondit qu'il ne pouvait dédommager

que des dommages matériels causés, et non servir une indemnité au consul pour un fait dont il était seul répréhensible. A plus forte raison ne pouvait-il accorder la destitution des fonctionnaires coupables, selon le ministre anglais, d'abus de pouvoir.

Des notes furent échangées entre le gouvernement britannique et le gouvernement grenadin, et 13 navires vinrent mouiller devant Carthagène pour appuyer les réclamations anglaises.

Devant cette démonstration, le gouvernement grenadin se prépara à la défensive ; on procéda à l'armement des côtes et le congrès donna pleins pouvoirs au président.

Mais de quel poids pouvait être cette résistance ? L'escadre anglaise reçut l'ordre d'aller croiser devant Panama et le cabinet de Bogota comprenant combien son attitude imprudente pouvait favoriser les desseins secrets de l'Angleterre sur la possession de l'isthme, s'empressa de faire droit à toutes les réclamations : le consul fut remis en liberté ; le consulat restauré et une indemnité de 1.000 livres sterling payée à l'agent anglais pour le dédommager de son internement.

C. — Le blocus du Mexique.

Les représailles exercées par la France contre le Mexique à partir du mois de mars 1837 avaient pour cause et pour excuse de nombreuses vexations, même des crimes, commis sur la personne de Français établis à Mexico et à Orizaba.

Le gouvernement mexicain avait commencé par interdire à nos compatriotes le droit de commercer en détail, et les avait accablés d'impositions injustes et d'emprunts forcés.

Le cabinet des Tuileries avait bien réclamé, mais inutilement ; heureusement, nos intérêts au Mexique étaient confiés à un homme qui avait au plus haut point le sentiment de l'honneur national. Le baron Deffaudis demanda le concours des forces navales françaises qui étaient mouillées devant la Havane : fort de cet appui, il présenta au gouvernement de Mexico un memorandum réclamant pour nos nationaux la liberté de faire le commerce de détail, l'exemption des impôts extraordinaires, la destitution de certains magistrats, enfin une indemnité destinée à dédommager nos concitoyens.

Comme ces réclamations furent repoussées, le baron Deffaudis se retira à bord d'un vaisseau français, laissant les affaires courantes de la légation à la charge

d'un secrétaire d'ambassade. De sa retraite, M. Deffaudis envoya au président Bustamente un ultimatum contenant tous nos desiderata. Le président répondit qu'il ne prendrait la note en considération qu'après le départ des forces navales françaises ; aussitôt M. Deffaudis, qui venait de recevoir de Paris des instructions impératives, déclara le blocus des ports mexicains (14 avril 1838).

Ce blocus devait être pratiqué avec tous les ménagements possibles vis-à-vis des neutres, comme en fait foi la notification portée à la connaissance des gouvernements étrangers. Les navires neutres avaient 15 jours pour sortir, avec ou sans chargement ; l'entrée et la sortie de la Vera-Cruz et de Tampico restaient libres pour les paquebots de correspondance, les bâtiments de guerre et les non-commerçants ; enfin, mesure dont on appréciera la portée humanitaire, l'entrée et la sortie des ports bloqués demeuraient libres pour les bateaux mexicains qui se livraient exclusivement à la pêche. Les Mexicains ne sentirent pas toute la modération de cet acte ; le sentiment national surexcité poussa certains d'entre eux à des manifestations contre les Français qui purent craindre pour leur vie. Le gouvernement de Mexico prit les dispositions les plus belliqueuses : il fit hâter les travaux de défense de la Vera-Cruz ; il chercha des alliances à Londres et à Washington, escomptant le mécontentement de ces deux cabinets de se voir intercepter toute communication commer-

ciale avec le Mexique ; en effet, bien que le blocus ne fût pas réellement effectif, puisque l'escadre française ne comprenait que deux frégates et huit bricks, les maisons de commerce anglaises ou américaines souffraient violemment de cet état de choses ; les villes hanséatiques elles-mêmes avaient fait entendre des protestations. Or ce blocus, qui causait tant de mal aux autres puissances, n'avancait pas nos affaires. On craignit à Paris que le baron Deffaudis n'ait été trop loin et on le rappela.

A sa place fut envoyé un marin, l'amiral Baudin, avec une escadre de renfort. Les bâtiments stationnaires avaient besoin de cette aide ; les équipages étaient cruellement ravagés par le scorbut et par la fièvre jaune et ils souffraient de la mauvaise qualité des approvisionnements qui se faisaient difficilement par la Havane.

Devant ces événements l'amiral Baudin adressa une nouvelle sommation à Mexico, mais il essuya un nouveau refus ; car le blocus, en privant l'industrie indigène de l'appoint de l'importation, avait favorisé son essor et l'avait mise en état de suppléer au manque d'arrivages. L'amiral Baudin résolut d'en finir : il renforça le blocus, le rendit hermétique, au grand désespoir des marchands anglais, dont les plaintes finirent par décider le gouvernement britannique à envoyer une escadre croiser sur les côtes du Mexique.

Le 27 novembre 1838, l'amiral Baudin attaquait le

fort de St-Juan d'Ulloa qui succombait après quelques heures de résistance : le gouverneur de la Vera-Cruz s'obligeait à évacuer la ville elle-même, en ne laissant que le nombre de soldats nécessaires pour maintenir l'ordre, à condition que le blocus fût provisoirement levé pendant le délai de 8 mois, nécessaire à la conclusion d'un traité définitif.

Mais le président de la République mexicaine refusa de ratifier la capitulation de son gouverneur ; il adressa à la nation un violent manifeste, et le 30 novembre déclara la guerre à la France : tous les Français furent expulsés du Mexique, et ce n'est qu'après de longs ennuis qu'on leur permit de s'embarquer à bord des vaisseaux français.

Mais ce supplément de bouches à nourrir n'était pas entré dans les prévisions de l'amiral français : le gouvernement mexicain avait interdit à ses nationaux de fournir des vivres, mettant ainsi l'escadre en danger de mourir de faim ; aussi l'amiral Baudin, désireux de traiter, même au prix des plus grands sacrifices, entra-t-il de nouveau en pourparlers avec le gouvernement mexicain. Il trouva le terrain mieux préparé qu'il ne l'avait cru, car la guerre civile menaçait Mexico, où le parti fédéraliste avait fait entendre aux Français que son avènement au pouvoir serait le signal du rétablissement des bonnes relations entre les deux États.

Pris entre ses ennemis du dedans et ses ennemis du dehors, le président Bustamente fut trop heureux

de faire la paix ; un armistice fut conclu le 9 mars 1839 et un traité définitif fut ratifié à Paris le 6 août de la même année.

La France réduisait ses réclamations au chiffre de 3 millions ; encore se trouva-t-il que ce chiffre excédait du tiers la somme des dégâts réellement causés : il resta un million qu'on employa plus tard à soulager d'autres souffrances. Cette constatation prouve combien l'usage des représailles peut entraîner d'abus, puisque la puissance qui s'est constituée de tout temps la protectrice des faibles a cependant en cette occasion abusé de son pouvoir.

Des difficultés s'élevèrent sur le sort des prises qui avaient été faites au cours de ces événements. Les opérations avaient été de deux sortes : d'abord de simples représailles ; puis, à la suite de l'expédition de St-Juan d'Ulloa, la guerre avait été déclarée et le blocus maintenu ; cette seconde partie du blocus ne rentrait plus dans la catégorie des représailles. Dès lors, il convenait de traiter différemment les prises faites pendant la première période et celles faites pendant la seconde. De plus il fallait distinguer entre les navires de commerce et les navires de guerre.

Cependant l'amiral Baudin revendiqua le droit de confisquer en bloc tous les navires mexicains séquestrés pendant le blocus, bien que ce ne fût pas la manière de voir du gouvernement français.

Le Mexique protesta, réclama les prises faites anté-

ricieusement à la déclaration de guerre ; pas de difficultés pour les navires de commerce ; mais des pourparlers s'engagèrent au sujet des navires de guerre et les deux parties convinrent de soumettre à la décision d'une tierce puissance choisie d'un commun accord, la question de savoir si le Mexique était en droit de réclamer de la France, soit la restitution des navires de guerre mexicains capturés par les forces françaises subséquemment à la reddition de la forteresse d'Ulloa, soit une compensation de la valeur des dits navires, dans le cas où le gouvernement français en aurait déjà disposé. L'arbitre choisi fut l'Angleterre, dont la manière de voir était analogue à celle de l'amiral français.

Par contre, les navires mexicains arrêtés pendant la première partie du blocus, avant la déclaration de guerre, au nombre de 4, furent restitués ; tandis que, conformément à la *doctrine française*, les bâtiments étrangers coupables d'avoir violé le blocus, au nombre de 46, furent confisqués, quelle que fût la date de leur capture et sans distinguer entre les deux périodes qui précédèrent ou suivirent la déclaration de guerre.

D. — Le blocus du Rio-de-la-Plata (1).

§ 1. — L'intervention française.

Depuis que la domination espagnole avait disparu de l'Amérique du Sud, les républiques qui s'étaient établies des deux côtés des rives du Rio-de-la-Plata n'avaient pas connu un instant de tranquillité intérieure ; des factions opposées se disputaient incessamment le pouvoir, entravant dans son essor l'industrie naissante. Plus peut-être que les nationaux, les étrangers qui avaient espéré trouver dans l'émigration vers les rives américaines une amélioration à leur sort, avaient eu à souffrir de ces démêlés ; comme leur connaissance des métiers et leur habitude du travail avaient su leur attirer une fortune rapide, dans ces pays neufs et inexpérimentés, cette prospérité avait excité l'envie des indigènes, et c'était là, la cause réelle de l'antipathie qu'étrangers et indigènes ressentaient les uns pour les autres.

Dans la République Argentine, les Européens, Français pour la plupart, avaient eu à subir mille vexations de la part d'un homme qui, à la tête du pouvoir depuis 1829, avait su fanatiser les populations à un point

(1) Nous nous sommes abondamment servi de l'ouvrage si remarquable de *M. Calvo* pour ce chapitre.

inimaginable ; c'était le dictateur Rosas, qui sut, pendant plus de dix ans, tenir en échec les deux plus grandes puissances navales du monde, et qui finit par en triompher.

Cependant, même dans sa patrie, Rosas voyait son pouvoir contesté ; il s'appuyait surtout sur le parti des campagnes, sur les gauchos dont il savait au besoin prendre le langage et la tournure ; ce parti, américain, *nationaliste*, si l'on peut dire, voyait avec défiance les étrangers s'installer à Buenos-Ayres ; il s'efforçait par tous les moyens d'entraver leur prospérité : aussi ces étrangers étaient-ils sujets à maintes vexations ; ils avaient souffert sans se plaindre contributions extraordinaires, patentes doublées, tracasseries de toutes sortes.

Or, en 1838, le dictateur Rosas promulguait une loi soumettant au service militaire les étrangers qui résidaient depuis 3 années dans la province de la Plata et qui y exerçaient une industrie ou un commerce.

Cette loi qui atteignait les Français dans leur caractère national en les obligeant à servir un drapeau qui n'était pas le leur, acheva d'exaspérer la colonie étrangère. M. Roger, notre vice-consul à Buenos-Ayres, se fit l'avocat de leurs plaintes et adressa au gouvernement argentin une série de réclamations qui n'aboutirent à rien. Rosas répondit que les personnes qui s'expatriaient devaient se soumettre aux lois en vigueur dans le pays où elles se fixaient, et, devenant en quelque sorte les sujets temporaires de cet État, ne pouvaient pas s'exempter d'en observer les lois.

M. Roger ne voulut pas céder : il rompit toute relation avec le gouvernement argentin et, en attendant les instructions de son ministre, se retira à Montevideo, sur l'autre rive du Rio-de-la-Plata.

A ce propos, jetons un coup d'œil sur les relations des deux républiques riveraines, afin de démêler l'enchevêtrement plus apparent que réel de tous les faits qui vont suivre. La République de l'Uruguay souffrait des mêmes luttes intestines que la République Argentine. Là aussi, deux partis, personnifiés par deux hommes, Rivera et Oribe, se disputaient le pouvoir. Chacun des deux partis s'appuyait sur le parti identique dans l'autre République ; si Oribe et les fédéralistes s'alliaient à Rosas, Rivera et les unitaires se rapprochaient du général Lavalle ; si bien que, sur les deux guerres civiles, était venue se greffer une guerre étrangère, entre la Confédération Argentine et l'Uruguay. Les agents de la France avaient à se mouvoir au milieu de ces luttes.

Dès que le cabinet des Tuileries eut connaissance des réclamations de notre consul, M. Roger, il s'empressa d'exploiter la situation et de prendre en main l'affaire des résidents français, non pas tant pour rétablir la situation compromise de nos nationaux que pour donner à l'opinion en France un aliment qui lui fit oublier les luttes électorales.

Le contre-amiral Leblanc reçut l'ordre de s'entendre avec M. Roger et d'appuyer ses réclamations. Fort de cet appui, notre consul retourna à Buenos-Ayres et

chercha à se mettre en rapport avec le général Rosas.

Le général Rosas refusa de traiter avec lui, sous prétexte qu'un agent consulaire n'avait pas mandat pour négocier de questions diplomatiques, mais assura qu'il était prêt à entrer en rapport avec un mandataire du gouvernement français autre que le consul.

C'était de la part du dictateur une façon d'éluder les réclamations de la France et de gagner du temps : la suite montre combien cette tactique devait lui réussir.

Mais la France n'en était pas encore réduite aux concessions. Le 28 mars 1838, l'amiral Leblanc déclara le blocus de tous les ports de la République Argentine, un blocus sévère, puisqu'il devait empêcher l'entrée et la sortie de Buenos-Ayres à tout navire, quel que fût son pavillon et quelle que fût la nationalité de son propriétaire. Montevideo devint le centre d'opérations de l'escadre française ; même les soldats de l'Uruguay coopérèrent aux travaux de nos troupes, car les représailles dirigées contre Rosas nous rendaient les alliés de ses ennemis. C'est ainsi, tant par les marins de l'Uruguay que par les marins français, que fut effectuée la prise de la petite île argentine de Martin Garcia, située à l'embouchure du Rio-de-la-Plata et commandant de ce fait une situation indispensable au maintien du blocus. L'affaire eut un retentissement énorme. L'Angleterre, toujours jalouse du prestige de la France, affecta d'y voir une immixtion dans les affaires intérieures de la République de l'Uruguay. Le cabinet des Tuileries,

pris de crainte, fit savoir que s'il ne désapprouvait pas en soi la prise de Martin Garcia, dont l'occupation était un complément indispensable au blocus, il regrettait vivement qu'un détachement de troupes du général Rivera eût coopéré à cette expédition, circonstance propre à aggraver notre position à l'égard du dictateur Rosas, et de nature à transformer en guerre de simples mesures coercitives (1) ; M. Roger fut d'ailleurs rappelé en Europe.

A vrai dire, le gouvernement de Montevideo avait autant d'intérêt à se maintenir en bonnes relations avec nous que nous en avons nous-mêmes ; avant le blocus de Buenos-Ayres, la *valeur annuelle* du commerce à Montevideo s'élevait, d'après l'évaluation des douanes, de 13 à 20 millions par an, et pendant le blocus, la *valeur mensuelle* du même commerce s'était élevée de 15 à 16 millions. On comprend l'intérêt qu'avait l'Uruguay au maintien du blocus. Une convention, signée le 23 avril 1839, mettait les ports de l'Uruguay à la disposition de l'escadre française pour s'y ravitailler et y vendre ses prises. Force nous était, à nous aussi, de prendre parti dans cette guerre civile ; car si Oribe, l'âme damnée de Rosas, était arrivé au pouvoir, nul doute qu'il n'eût épousé la querelle de ce dernier, et forcé la flotte française à remonter jusqu'à Ste-Catherine, à 240 lieues du Rio-de-la-Plata, ou même jusqu'à Rio-Janeiro, pour

(1) Instructions adressées à M. Buchet-Martigny, 6 mars 1839.

chercher un point de ravitaillement que le gouvernement brésilien nous eût peut-être marchandé.

La même convention reconnaissait à l'Uruguay le droit à la libre navigation du fleuve, moyennant le visa du consul de France ou des stationnaires français : 27 navires battant pavillon oriental furent pris, et la prise déclarée valable, pour s'être soustraits à cette formalité (1). C'est une preuve que nous ne montrions pas

(1) La convention de 23 avril faite entre le gouvernement français et les autorités de Montevideo, réglait la navigation des navires portant pavillon oriental. Dans cette convention, il était dit qu'il ne serait pas nécessaire de faire une notification particulière du blocus aux navires montevidéens, et que ces navires devraient faire viser leurs papiers par les stations de surveillance française ou par le consul français. Cette convention devait-elle être exécutée ?

Conseil d'Etat, 14 mars 1845. Le *Monte-Alègre* et la *Candelaria*.

LOUIS-PHILIPPE, ETC. ; — Vu la lettre de M. le ministre de la marine et des colonies à notre garde des sceaux, en date du 3 septembre 1844, par laquelle il conclut à ce qu'il nous plaise statuer, en notre conseil d'Etat, sur la validité des prises des deux navires ci-après désignés, les dites prises faites par nos bâtiments dans la Plata, reconnues valides par des décisions de la commission établie à Montevideo ; vu le règlement intervenu le 23 avril 1849 entre le ministre des relations extérieures de l'Etat Oriental, d'une part, et notre consul à Montevideo agissant au nom et en vertu de l'autorisation du contre-amiral Leblanc, commandant nos forces navales dans la Plata, d'autre part ; lequel règlement concernant la navigation des bâtiments de l'Etat Oriental dans la Plata ; Vu les arrêtés du gouvernement des 6 germinal an VIII et 2 prairial an XI ; les ordonnances royales des 23 août 1815 et 18 septembre 1839 ;

Considérant que les prises à nous déferées n'ont pas été faites sous pavillon ennemi ; qu'en conséquence, aux termes des articles 12 et 13 de l'arrêté ci-dessus visé du 6 germinal an VIII et de l'ordonnance du 23 avril 1815, il nous appartient de statuer, en notre conseil d'Etat, sur leur validité ;

Considérant que les deux navires capturés portaient le pavillon de la République Orientale ;

Considérant que le règlement ci-dessus visé du 22 avril 1839 déter-

en faveur de Montevideo le parti-pris que l'Angleterre ne cessait de nous reprocher.

M. Buchet-Martigny, nommé chargé d'affaires après le départ de M. Roger, n'avait su que reprendre la politique de son prédécesseur : il forma une coalition entre les troupes françaises, le général Rivera commandant l'Uruguay et les émigrés argentins sous les ordres du général Lavalle.

La coalition échoua devant l'habileté du dictateur Rosas. Ce célèbre homme d'Etat avait affirmé son pouvoir par les mesures les plus sanguinaires ou les plus fantasques : il faisait mettre à mort les Français qui osaient se plaindre ; il rendait obligatoire l'usage de la moustache comme *symbole de guerre éternelle et d'ex-*

mine les règles spécialement applicables aux navires de ladite République, expédiés de ses ports pendant le blocus des côtes de la République Argentine ; qu'il appartient au gouvernement de ladite République de stipuler lesdites règles avec le commandant de nos forces navales ;

Considérant que les navires ci-après dénommés ont contrevenu aux dispositions dudit règlement, savoir : le *Monte-Alègre*, en ce que son patron n'a point présenté au visa de notre consul le manifeste de ses marchandises et n'a point déposé entré les mains dudit consul la caution exigée par l'art. 4 ; la *Candelaria*, en suivant dans sa navigation la ligne du canal du sud de la Plata qui lui était expressément interdite ; que ces faits emportaient la capture desdits navires et de leurs cargaisons ;

Art. 1^{er}. — Sont déclarées valables les prises des navires ci-après et de leurs cargaisons : 1^o *Monte-Alègre* ; 2^o *Candelaria*.

— Une décision identique du 20 juin 1844 valide par les mêmes motifs la prise de 14 navires de l'Etat Oriental.

— Deux décisions identiques du 17 septembre 1844 valident la prise de 10 navires portant pavillon oriental ; elles sont motivées comme celle que nous rapportons.

termination engagée avec les tyrans, les pirates, les immondes Français (1) !

Les puissances étrangères, dont les sujets souffraient de cette situation, commençaient à assaillir le cabinet des Tuileries de réclamations et de plaintes. Mais notre ministre, de son côté, sollicitait et obtenait l'envoi de bâtiments destinés à rendre effectif un blocus jusque là illusoire.

Cette nouvelle situation n'amenant d'autre résultat que la capture de quelques navires marchands argentins, M. Buchet-Martigny fut rappelé et remplacé par l'amiral de Mackau, pourvu, pour la circonstance, d'un double caractère, à la fois diplomatique et militaire. Arrivé à Montevideo le 23 septembre 1840, il gagna bientôt Buenos-Ayres et entra en négociations avec Rosas par l'entremise du ministre anglais. L'amiral de Mackau avait vu juste ; le tort — presque inévitable — des agents précédents avait été de prendre part dans les luttes qui agitaient les républiques sud-américaines, au lieu de traiter avec le gouvernement argentin, quel qu'il fût, et sans tenir compte de nos sympathies.

Or Rosas avait l'avantage ; pour le combattre, le général Lavalle aurait eu besoin de l'appui de nos troupes.

M. de Mackau, conformément à ses instructions, proposa donc à Rosas des conférences, qui cette fois

(1) Brossard, *Considérations sur les Républiques de la Plata.*

aboutirent à un traité signé le 29 octobre 1840 : ce traité, s'il reconnaissait certaines de nos réclamations, ne nous laissait aucune garantie et nous obligeait à évacuer dans les huit jours l'île de Martin Garcia ; le matériel d'armement de la dite île devait être rétabli. Le blocus des ports argentins était levé et les vaisseaux capturés pendant le blocus devaient être remis à la disposition du gouvernement argentin.

Nos anciens alliés, les Argentins qui avaient été proscrits pour avoir pris les armes en notre faveur, devaient bénéficier d'une amnistie complète : le jour même de la signature du traité, 670 personnes enfermées dans les prisons pour délit politique furent rendues à la liberté.

§ 2. — L'intervention franco-anglaise.

Le traité du 29 octobre 1840, loin de clore les démêlés avec les républiques Sud-Américaines, n'avait fait qu'envenimer les choses ; s'il avait mis fin aux mesures coercitives employées par la France, il avait laissé subsister l'état insurrectionnel, tant à Buenos-Ayres qu'à Montevideo.

Les Français, domiciliés sur les deux rives du Rio-de-la-Plata, avaient considéré le traité du 29 octobre comme un abandon de la part de la mère-patrie ; comme leur nombre augmentait d'année en année (1),

(1) En 1838, 5.000 Français étaient immatriculés au consulat à Montevideo ; en 1842, leur nombre était de 9.000.

ils avaient acquis une force morale suffisante pour forcer la main aux pouvoirs publics en France et déterminer un mouvement d'opinion en leur faveur. Au sein même du cabinet des Tuileries, M. Thiers s'était constitué l'avocat de leur cause ; certains dissentiments qu'il éprouva avec ses collègues l'obligèrent à donner sa démission ; mais loin de se rebuter, il continua dans l'opposition ce qu'il avait commencé dans le gouvernement. Le théâtre de la guerre avait été porté dans l'Uruguay ; c'est dire quelle situation était faite aux Français de Montevideo, surtout depuis que le sort des armées avait favorisé le général Oribe ; celui-ci leur fit subir mille vexations : il doubla leur patente, leur soutira de l'argent, déroba leurs esclaves et leur bétail, saccagea leurs propriétés. De plus le fougueux général annonça qu'il punirait de mort les étrangers qui prendraient les armes contre lui : le résultat fut qu'aussitôt tous les étrangers s'organisèrent en légion, prêts à le combattre : cela ne laissa pas que d'embarrasser le gouvernement de Louis-Philippe. M. Thiers ne cessait de réclamer la médiation commune de la France et de l'Angleterre ; mais elle avait été déjà refusée par Buenos-Ayres. Fallait-il que la médiation devînt une médiation forcée ? Devait-on faire la guerre à Rosas pour qu'il fit la paix avec Montevideo ? (1).

Un autre État suivait d'un œil inquiet les péripéties

(1) Guizot, *Histoire de France*, IV.

de la lutte. C'était le Brésil, car le voisinage turbulent de l'Uruguay menaçait de rompre sa tranquillité. Aussi le gouvernement brésilien envoya-t-il en France et en Angleterre un diplomate, le vicomte d'Abrantès, pour chercher à susciter une intervention de ces deux puissances, et réclamer d'elles la reconnaissance solennelle de l'indépendance de l'État Oriental que les succès de Rosas menaçaient d'une façon non équivoque.

La France fit à l'envoyé brésilien un accueil favorable ; elle espérait, par cette intervention collective, ramener avec l'Angleterre la bonne harmonie que des événements récents venaient de troubler. L'accord se fit rapidement entre les deux grandes puissances. A vrai dire, au Rio-de-la-Plata, la France et l'Angleterre avaient le même intérêt à maintenir un état de choses durable ; si la France exportait ses étoffes, ses vins, ses produits de luxe, l'Angleterre exportait ses couteaux, son charbon, ses tissus ; les émigrés français étaient plus nombreux, mais les capitaux anglais étaient plus considérables.

Ces deux grands États convinrent d'éliminer de leur alliance le gouvernement brésilien, bien qu'il fût le promoteur de cette entreprise, et de n'intervenir que pour demander au gouvernement argentin, quel qu'il fût, les garanties propres à assurer la vie et les biens des étrangers ; le blocus devait suivre le refus de ces revendications.

Mais Rosas ne voulut pas entrer en négociations

avant d'obtenir que les puissances n'eussent reconnu le blocus que sa propre flotte venait de mettre devant Montevideo. Or la France et l'Angleterre prétendaient dicter des conditions, non en recevoir ; de plus, le point capital, et sur lequel aucune transaction n'était admissible, était la reconnaissance de l'indépendance de l'Uruguay, indépendance que le blocus mis par Rosas menaçait de compromettre.

M. Ouseley, le plénipotentiaire anglais et le baron Deffaudis, le plénipotentiaire français, quittèrent Buenos-Ayres en notifiant au gouvernement argentin un délai au bout duquel on aurait recours aux mesures coercitives. Rosas laissa partir les deux diplomates le 31 juillet 1845 ; c'était l'époque où il croyait encore avoir raison de la médiation *avec une rame de papier*.

Or le 18 septembre 1845, Buenos-Ayres était déclarée en état de blocus : la médiation collective prenait le caractère d'une médiation armée ; l'escadrille argentine qui bloquait Montevideo fut capturée, le port de la Colonia envahi, les côtes de l'État Oriental occupées par le général Oribe cernées, et les arrivages commerciaux pour Buenos-Ayres saisis.

Louis-Philippe accepta sans trop de craintes la situation nouvelle. Mais à aucun prix il ne voulait d'un débarquement en faveur de nos alliés de Montevideo. « *Des notes souvent, des blocus quelquefois, des pantalons rouges à terre jamais*, avait-il dit. Que Rosas se tienne

tranquille sur sa rive droite, nous le laisserons en repos (1). »

Mais Rosas ne se montrait pas pressé d'obéir. Fort du sentiment national, il se montrait de plus en plus tyrannique ; les établissements français étaient saccagés par ses gauchos ; par son ordre, en un seul jour, 33 Basques français occupés à des travaux agricoles furent égorgés.

Au contraire la République Orientale, qui profitait la première de la médiation des puissances, témoignait d'une vive sympathie pour la France ; elle lui savait gré de l'avoir soustraite à l'action ruineuse du blocus ; la flotte argentine avait fait tomber à 12.000 piastres le revenu mensuel de ses douanes, qui monta à plus de 170.000 piastres, lorsque les ports argentins à leur tour subirent le même sort.

Les agents européens cependant avaient été amenés à prendre le parti du général Rivera : il leur eût été si agréable d'avoir enfin raison de l'obstination de Rosas.

De leur côté, les amiraux avaient tenté une action décisive ; avec 11 vaisseaux, ils pénétrèrent dans le Parana et dans l'Uruguay, après avoir détruit par une vive canonnade les navires argentins qui en gardaient l'entrée ; au mois de janvier 1846, un navire à vapeur français, le *Fulton*, remonta jusqu'à la ville de l'Assomption, et à sa suite un convoi de 110 navires se pré-

(1) Brossard, *op. cit.*, p. 329.

cipita dans le fleuve, amenant toutes sortes de denrées (1).

Le blocus se continuait strictement : aucun navire, même de nationalité étrangère, même de la nationalité des puissances bloquantes, ne pouvait en forcer la ligne. A ce propos, il se passa un fait propre à jeter une vive lumière sur certain point délicat concernant les prises effectuées pendant le cours d'un blocus pacifique.

Vers le milieu de l'année 1848, un navire brésilien, le *Comte de Thomar*, avait tenté de violer le blocus de Buenos-Ayres et avait été saisi par un bâtiment français. La commission des prises qui siégeait à Montevideo relâcha le navire, prétextant qu'il n'avait pas été fait à son bord déclaration spéciale du blocus ; mais la cargaison, composée de poudre et de plomb, fut déclarée de bonne prise, comme constituant de la contrebande de guerre ; le propriétaire de la cargaison se pourvut en appel devant le Conseil d'État contre cette seconde partie du jugement et soutint sa demande par les raisons suivantes : il y a deux façons de rompre les relations amicales : par l'état de représailles, ou par l'état de guerre. La guerre a ses règles spéciales ; elle interdit, — et c'est justice — aux neutres de porter un secours quelconque à l'un des belligérants ; aussi leur est-il interdit de porter des munitions aux nations en guerre, sous peine d'épouser leur querelle et d'entrer

(1) Brossard, *op. cit.*, p. 337.

dans la lutte ; c'est ce qui a motivé la maxime : le pavillon couvre la marchandise, sauf la contrebande de guerre.

En cas de blocus pacifique, on ne peut parler de contrebande de guerre ; mais pour conserver au blocus toute son efficacité, il est nécessaire que les autres puissances en tiennent compte et s'abstiennent de toute tentative contraire ; pour cela, tout navire qui se présente en vue d'un port bloqué doit recevoir un avertissement du blocus inscrit sur les papiers de bord : l'absence de cette inscription implique ignorance du blocus ; cette ignorance protège le chargement du navire aussi bien que le navire lui-même, quelle que soit la nature de ce chargement.

En l'espèce, le conseil d'État jugea que *le comte de Thomar*, qui n'avait pas reçu cette notification, devait être libre, et invalida la prise de la cargaison (1).

La France, — ce jugement vint plus tard confirmer notre affirmation — ne désirait pas pousser les choses à l'extrême ; craignant que la politique outrancière de MM. Ouseley et Deffaudis ne fût un obstacle au rétablissement des relations pacifiques, les cabinets de Londres et de Paris rappelèrent ces diplomates en Europe ; mais leurs successeurs n'eurent pas meilleure chance. Rosas réclamait des choses impossibles, humiliantes pour notre amour-propre national. Oribe, son

(1) V. l'affaire dans Pistoye et Duverdy, *op. cit.*, I, tit. VI, chap. 2, sect. 2.

allié, ne montrait pas plus de modération ; ses exactions, ses cruautés ne se comptaient plus.

Mais les deux puissances européennes ne cherchaient plus qu'un moyen d'abandonner la partie. Les deux nouveaux diplomates furent remplacés eux-mêmes par deux nouveaux plénipotentiaires, M. Walewski et lord Howden, qui avaient pour instructions d'en finir à tout prix, et, en cas d'insuccès à Buenos-Ayres, de conclure un armistice entre le général Oribe et le gouvernement de Montevideo.

La France et l'Angleterre étaient lasses de dépenser chacune 3 millions par an et d'immobiliser le dixième de leur flotte pour un résultat négatif ; le commerce des deux nations perdait des sommes énormes du fait de l'état de siège à Montevideo.

Devant les dispositions conciliantes des puissances alliées, le général Oribe augmenta ses prétentions : les plénipotentiaires lui proposaient un armistice, s'engageant à lever ensuite le blocus des côtes orientales ; Oribe voulut faire de la levée du blocus la condition préalable de la cessation des hostilités. Sur ce point, les deux puissances se séparèrent. Lord Howden ordonna pour le compte de l'Angleterre la levée du blocus des deux rives et l'évacuation du Parana.

Au contraire, M. Walewski invita notre amiral à maintenir le blocus des deux rives.

Sur ce dissentiment, les deux négociateurs rentrèrent en Europe ; ils furent remplacés par le baron Gros

et M. Gore. Dès leur arrivée en Amérique, ceux-ci se mirent en rapport avec le général Oribe ; mais l'étoile de ce dernier commençait à pâlir.

Le gouvernement de Montevideo cherchait à assurer sa domination, et s'efforçait à faire maintenir le blocus de Buenos-Ayres, qui lui assurait une prépondérance dont il était jaloux ; il assura les plénipotentiaires que, pour peu qu'on lui vint en aide, il aurait vite raison du général Oribe et qu'alors, sous sa protection, un âge d'or s'ouvrirait pour les étrangers. Le baron Gros écouta des propositions si séduisantes, et de sa propre autorité, le 12 juin 1848, conclut avec le gouvernement oriental une convention de subsides, bientôt ratifiée par le gouvernement français.

L'Angleterre fut plus sceptique ; d'autre part il lui tardait de se retirer de l'alliance avec la France ; aussi, le 24 novembre, signait-elle avec Rosas un traité de paix qui mettait fin aux mesures coercitives, restituait les navires saisis pendant le blocus, et déclarait reconnaître l'indépendance de la Confédération argentine.

La France resta seule à continuer la lutte, et Rosas, convaincu qu'elle ne tarderait pas à imiter son ancienne alliée, augmentait encore ses exigences. Sur ces entrefaites survint la révolution de Février ; les événements se précipitèrent ; et l'amiral Leprédour fut réduit à signer vers la fin de 1849 un traité *ad referendum*, qui reconnaissait que la navigation du Parana serait désormais exclusivement réservée aux navires battant pavil-

lon oriental ; cet article, qui annulait les efforts de tant d'années, fut repoussé par le gouvernement de la République Française comme contraire aux principes du traité de Vienne.

Un autre traité, considéré comme définitif bien qu'il lui manquât la ratification de la France, fut signé *le 31 août 1850* : nous reconnaissons l'indépendance absolue de la République de l'Uruguay et la légitimité du gouvernement du général Oribe. Les navires de guerre argentins devaient être restitués à la Confédération, et les navires de commerce avec leurs cargaisons, saisis pendant le blocus, devaient être restitués à leurs propriétaires respectifs.

A peine l'intervention française avait-elle pris fin que le général Rosas était renversé du pouvoir.

Il est permis de se demander maintenant quels avantages la France et l'Angleterre avaient retirés de ces représailles ? Ces deux États avaient risqué de nombreuses complications diplomatiques ; ils avaient perdu du temps, de l'argent, des hommes, du prestige. Pourquoi n'avoir pas ouvertement déclaré la guerre, puisqu'il était de toute nécessité que la France et que l'Angleterre intervinssent pour sauvegarder la vie et les biens de leurs nationaux ? Il est permis de présumer que les deux grandes puissances maritimes du globe auraient eu raison d'une république Sud-Américaine. De tels exemples ne sauraient trop servir de leçon aux hommes d'États séduit par l'apparente facilité des représailles.

E. — Le blocus de la Grèce.

La conduite que la Grande-Bretagne a tenue vis-à-vis de la Grèce en 1850 est si foncièrement injuste, et semble si extravagante, même de la part d'un gouvernement inexorable envers les faibles, qu'il faut chercher ailleurs que dans les réclamations formulées à ce sujet, la cause profonde du blocus des côtes helléniques. Le chef du Foreign-office, lord Palmerston, mit à cette occasion dans ses procédés une mauvaise foi qui prouvait jusqu'à l'évidence son mauvais vouloir.

Vers la fin de l'année 1849, la Russie avait exigé de la Turquie l'extradition des proscrits polonais qui avaient trouvé un refuge sur son territoire, et cela si brutalement que l'Angleterre avait pu craindre un empiétement de la Russie sur les droits de l'Empire ottoman. Le gouvernement de St-James était aussitôt intervenu en faveur de la Porte et lord Palmerston n'attendit qu'une occasion de prouver son mécontentement; il résolut de s'attaquer à la Grèce, qui s'était faite la cliente de la Russie (1). Pour cela, il exploita certaines questions pendantes depuis plusieurs années entre les deux gouvernements. Il y avait d'abord une prétendue

(1) Lord Palmerston a lui-même confessé plus tard que les réclamations de l'Angleterre n'étaient qu'un prétexte et que le roi Othon ne gouvernait pas *assez à l'anglaise*.

insulte faite à l'équipage d'une chaloupe d'un navire anglais, *le Fantom*, par des fonctionnaires grecs. Un individu recherché par la police avait trouvé refuge à bord d'un bâtiment de commerce anglais mouillé à Patras. Or, un soir, un canot anglais débarquait deux hommes dans un endroit écarté : saisir le canot fut l'affaire d'un moment; mais on se rendit compte qu'il appartenait, non au bâtiment soupçonné, mais à un navire de guerre *le Fantom*, et aux questions que l'on posa au midshipman, celui-ci répondit qu'il venait de ramener à terre le fils du consul d'Angleterre. Mais comme les autorités grecques émettaient des doutes sur la parole de l'officier, le commandant du *Fantom* pria le ministre d'Angleterre de demander des excuses pour ce manque de confiance. Une enquête fut ordonnée qui n'aboutit à rien. La seconde réclamation présentait un caractère de gravité peut-être plus accentué :

D'après une ancienne coutume orientale, la veille de Pâques, la population brûle un mannequin qui doit représenter un juif. Or en 1847, la police d'Athènes, pour interdire toute manifestation, enleva le mannequin. La population du quartier, privée de son divertissement, s'ameuta, s'en prit à la maison d'un juif du voisinage et détruisit le mobilier.

Or cette maison se trouvait appartenir à un juif portugais, Don Pacifico, consul général de Portugal en Grèce (Le blocus de la Grèce par l'Angleterre est connu par ce fait sous le nom d'*affaire Pacifico*). Pacifico

prétendit que les gendarmes grecs s'étaient mêlés à la population et réclama vengeance de cette insulte, non à la légation espagnole, mais à la légation britannique, sous le prétexte qu'il était natif de Gibraltar : il prétendit avoir perdu dans le pillage les titres d'une créance de 748.000 drachmes contre le gouvernement portugais et il évaluait ses pertes en argent et en mobilier à 138.000 drachmes dont il demandait le remboursement, indépendamment d'une indemnité de 500 livres sterling.

Le Gouvernement hellénique dénia la compétence de l'Angleterre, prétendant que les tribunaux civils grecs seuls pouvaient avoir connaissance de l'affaire, d'ailleurs que le gouvernement n'était pas responsable des faits qu'il avait essayé d'empêcher.

Cette prétention avait motivé une longue correspondance entre la légation britannique et le gouvernement grec qui se poursuivait encore, lorsque Palmerston prit l'affaire en main.

Au mois de janvier 1850, l'amiral Parker qui croisait dans les Dardanelles, reçut l'ordre de se diriger, sans rien dire à personne de sa mission, vers la rade de Salamine : il avait avec lui 13 bâtiments, armés de 700 canons (1) !

Dès que le roi et la reine de Grèce eurent connaissance de l'arrivée de l'escadre, ils s'en réjouirent comme

(1) Discours de M. Piscatory, ex-ministre de France à Athènes, devant l'Assemblée législative.

d'une fête et donnèrent l'ordre de préparer un bal en l'honneur des officiers de Sa Gracieuse Majesté.

Deux bâtiments entrèrent au Pirée. La première démarche de l'amiral fut la demande d'être présenté au roi ; puis, au sortir du palais, il se rendit en compagnie du ministre d'Angleterre, M. Wyse, au ministère des affaires étrangères, fit valoir ses réclamations, et sans autre forme de procès, présenta son ultimatum.

« Je vous donne vingt-quatre heures avant d'avoir recours aux mesures coercitives, fit l'amiral . »

Le ministre hellène demeura confondu d'un pareil langage ; il protesta, alléguant la faiblesse de la Grèce. Le roi de Grèce s'écria avec raison : « Je doute qu'il y a cinquante ans, on se fût ainsi conduit avec une puissance barbaresque ! »

L'ultimatum avait été remis le 16 ; le 17, le ministre des affaires étrangères fit appel à l'arbitrage de la France et de la Russie, comme co-signataires du traité qui avait fondé la Grèce ; le même jour, M. Thouvenel et M. Persiani demandèrent à leur collègue, M. Wyse, de suspendre l'application des mesures coercitives ; il n'en fut rien : l'escadre anglaise déclara le blocus des ports grecs, *seulement pour les navires de guerre et bâtiments de commerce grecs.*

On aurait tort de savoir gré à l'Angleterre de cette apparente modération, qui tranchait avec la conduite suivie par elle en d'autres cas. En effet, il lui suffisait d'interdire l'accès des ports grecs aux navires hellé-

niques. En s'attaquant aux navires d'autres puissances, elle eût risqué de susciter des réclamations internationales. L'embargo fut mis sur tous les navires de commerce grecs, mesure qui amena les protestations de la légation de France, car plus de 1.000 navires furent ainsi saisis. Le cabinet de Paris fit demander des explications à Londres et il obtint la promesse que ses bons offices seraient agréés ; le 12 février, lord Palmerston les accepta officiellement.

Le gouvernement français avait été assuré de l'appui de la Russie qui souffrait dans ses intérêts matériels, mais la France eut toute l'initiative de l'affaire. Le comte de Nesselrode, dans une dépêche célèbre, signala les dangers auxquels était exposé chaque État européen, si la flotte anglaise devait aller de rivage en rivage pour arracher de l'argent (1).

En Angleterre même, une grande partie de l'opinion désapprouvait de pareils procédés ; le *Times* se félicitait hautement de la médiation de la France ; le *Standard* comparait le gouvernement *monté* par Palmerston aux bandits de grande route.

La France envoya à Athènes, pour négocier l'arrangement, un plénipotentiaire spécial, le baron Gros : il avait été convenu que si le baron Gros échouait dans sa mission par la faute du gouvernement grec, le ministre anglais à Athènes était libre de prendre telles mesures

(1) Dépêche du comte de Nesselrode au baron de Brunow, 7-19 février 1850.

coercitives qu'il jugerait à propos, sans en référer au Foreign-office ; si au contraire les négociations se trouvaient entravées par la faute d'une entente entre M. Wyse et M. Gros, le différend serait porté devant les cabinets de Londres et de Paris préalablement à toute démonstration navale. Or les instructions données à M. Wyse, le ministre d'Angleterre à Athènes, n'étant pas conformes avec les engagements pris à Londres, il fut impossible de s'entendre.

Un projet d'arrangement fut élaboré au Foreign-office : l'Angleterre consentait à soumettre à un arbitrage la question Pacífico ; par contre, elle revendiquait la cession de l'île Sapienza et de l'île Servi, deux rochers qui, fortifiés, pouvaient devenir un moyen d'action contre le territoire de la Grèce.

Ce projet fut repoussé par le baron Gros, comme injuste pour la Grèce.

Aussitôt M. Wyse, contrairement à l'arrangement de Londres, reprit de nouvelles mesures de rigueur : à l'entrée du Pirée, une chaîne était tendue la nuit dans toute sa largeur ; on privait les barques de leurs voiles et de leurs agrès.

Le cabinet de Paris, las de ce double jeu, rappela son ambassadeur de Londres, laissant lord Palmerston, qui ne se souciait pas d'entrer en conflit avec la France, dans le plus cruel embarras ; le chef du Foreign-office chercha d'abord à voiler le caractère comminatoire du départ de l'ambassadeur français ; enfin, sentant des

défections se produire jusque dans son parti, il dut céder aux conditions acceptées par le baron Gros, et signer à Athènes un traité qui portait les dispositions suivantes (6-18 juillet) :

Le gouvernement hellénique exprimait ses regrets que le monarque de Patros eût mis en doute les affirmations du commandant du *Fantom*.

Une commission était nommée à Lisbonne pour s'occuper des réclamations de Pacifico : la commission siégea et réduisit à 150 livres sterling les 21,000 qu'il demandait.

La question des îles Sapienza et Servi était exclue de la convention.

Les autres conditions furent réglées à l'amiable.

Au cours de cette affaire, la conduite de lord Palmerston avait provoqué dans toute l'Europe un véritable mouvement d'indignation.

En Angleterre même, lord Stanley avait stigmatisé en ces termes la conduite du ministère : « Voilà à quoi se réduit la politique de nos ministres dans cette triste affaire : de l'argent ! de l'argent ! encore de l'argent ! Un sujet ionien a été maltraité : portez-le sur la carte à payer ! Dans ce cas, le tarif est tout fait, c'est 20 livres sterling par tête... Milords, il est du devoir de la législature anglaise de dire que les sentiments généreux de ce grand peuple sont en opposition avec les mesures adoptées par le gouvernement du pays. »

Lord Palmerston eut gain de cause à la Chambre des

communes ; mais s'il réussit à sauvegarder son existence politique, il se perdit dans l'opinion de toutes les honnêtes gens du monde et justifia le reproche adressé par Bentham à l'Angleterre, d'abuser de la supériorité de la force au détriment de la justice, plus que toute autre nation.

F. — Le blocus de Gaëte.

Jusqu'à présent, nous avons vu tous les blocus que nous avons étudiés, motivés par un ensemble de réclamations qui en formaient la cause ou tout au moins le prétexte.

Il n'en est pas ainsi pour le blocus que la flotte du roi de Sardaigne établit devant Gaëte avec la complicité d'une partie de la propre flotte du roi de Naples. On ne trouve plus ici l'opposition frappante entre les forces respectives des deux puissances bloquantes et bloquées ; on ne peut pas dire que le Piémont s'attribuait un rôle de police en intervenant dans les affaires du royaume des Deux-Siciles. Non ; il y avait, de la part du gouvernement piémontais, une idée de conquête, d'expansion territoriale ; de la part des peuples italiens, un désir d'indépendance et un sentiment d'unité, qui, habilement exploité par M. de Cavour, devait procurer à la maison de Savoie sa grandeur future. Bien qu'il n'y eût pas guerre entre les deux gouvernements, puisque les relations diplomatiques ne furent pas rompues, il n'y eut pas non plus de représailles, au sens usuel du mot. Ce fut plutôt une intervention dans une guerre civile de nature particulière. En effet ce n'était pas au roi des Deux-Siciles seul que le roi de Piémont cherchait querelle ; il avait détruit successivement toutes les petites

principautés qui morcelaient l'Italie, à la faveur du vent de révolution qui soufflait dans toute la péninsule. Les manœuvres du roi Victor-Emmanuel, tout en servant ses ambitions dynastiques, venaient en aide à cette révolution et lui empruntaient la noblesse de son but. Cependant, comme nous nous trouvons en présence d'un blocus pacifique, il nous a paru nécessaire de nous en occuper.

Le royaume de Naples avait alors pour souverain un jeune homme irrésolu, François II, subjugué par une camarilla fanatique. L'absolutisme que lui imposait son entourage était un mauvais moyen pour consolider un trône ébranlé par tant de révolutions. Le 5 avril 1860, quelques mouvements insurrectionnels lui ouvrirent les yeux et il se décida à accorder à son peuple une constitution libérale ; mais la réforme arrivait trop tard : le grand agitateur Garibaldi avait pu débarquer en Sicile et l'île tout entière était gagnée à sa cause.

Alors François II, sentant le terrain se dérober sous lui et des défections se produire jusque dans sa propre famille, demanda les bons offices de l'Empereur Napoléon III. Mais ce souverain tenait trop à ménager les susceptibilités d'autres puissants voisins pour accorder une aide bien efficace ; d'autre part, les catholiques de France le poussaient à soutenir la Papauté, dont la cause était identique à celle du roi de Naples ; aussi envoya-t-il une flotte croiser sur les côtes d'Italie ; cette croisière n'empêcha nullement Garibaldi et ses parti-

sans de gagner la Calabre et de s'avancer jusqu'aux portes de Naples. François II ne l'avait pas attendu ; le 6 septembre, il était remonté vers Gaëte pour chercher un abri derrière ses fortifications.

Cependant Victor-Emmanuel qui craignait qu'un mouvement si bien commencé à son profit ne tournât à celui du condottiere célèbre, joignit ses troupes aux siennes afin de prendre lui-même sa part de gloire : le roi de Piémont n'avait plus rien à craindre de l'Empereur des Français ; le 11 décembre 1860, Napoléon avait déclaré au roi François II que les règles d'une stricte neutralité ne lui permettaient pas d'intervenir dans la querelle des deux monarques italiens, et qu'en conséquence, la flotte française considérant sa présence dans les eaux italiennes comme incompatible avec cette neutralité, avait reçu l'ordre de quitter le mouillage de Gaëte. Napoléon craignait moins en réalité de violer les règles de la neutralité que de mécontenter l'Angleterre ouvertement favorable à Victor-Emmanuel. Mais Gaëte résistait encore, car tous les chefs de légation encourageaient le roi dans sa résistance. Pour en avoir raison, Garibaldi déclara le blocus de son port et s'occupa à rassembler les bâtiments nécessaires pour le rendre effectif. Jusqu'ici ce n'était pas encore un blocus pacifique, puisqu'il n'y avait pas, au moins officiellement, deux États en présence.

François II tenta vainement d'émouvoir l'Europe et envoya à ce sujet de nombreuses notes aux cabinets de

Paris et de Londres : « Les puissances ne peuvent reconnaître un blocus décrété par un pouvoir illégitime : Garibaldi n'est pas un gouvernement ; Naples révolutionnée n'est pas une nation (1). » Malheureusement pour lui, derrière Garibaldi allaient apparaître cette nation et ce gouvernement. En effet, Victor-Emmanuel voulut entrer ouvertement en scène et le blocus de Gaëte fut officiellement notifié au nom du gouvernement piémontais : blocus pacifique, puisque les relations entre Turin et Gaëte n'étaient pas interrompues ; les agents diplomatiques des deux États demeuraient à leurs postes respectifs ; M. de Cavour assurait quotidiennement M. Casella, le ministre de François II, de sa vive amitié, ce qui n'empêchait pas l'amiral sarde Persano de déclarer le blocus de Gaëte et de son territoire depuis la tour Saint-Augustin jusqu'au môle « pour protéger le siège de Gaëte effectué du côté de la terre en privant les assiégés de secours (2) ». Toute tentative d'approvisionnement du côté de la mer devenait impossible ; le pauvre roi envoyait notes sur notes aux grandes puissances, sans obtenir un appui, « que ne réclameraient pas en vain, disait-il, la Porte ottomane, le vice-roi d'Égypte ou les régences d'Afrique, contre une inqualifiable agression » (3).

(1) Protestation du ministre Casella, 16 octobre 1860.

(2) Notification du blocus de Gaëte, *Arch. dipl.*, I, p. 344.

(3) Note-circulaire du roi François II à ses représentants, *Arch. dipl.*, II, p. 52.

Le 15 février 1861, Gaëte capitula. Le blocus qui n'avait d'autre but que de hâter cette solution fut levé, et François II, totalement dépouillé de ses États, dut se retirer à Rome, où Pie IX tint à honneur de lui offrir une princière hospitalité.

G. — Le blocus de Formose.

Afin de comprendre l'ensemble des événements qui nécessiterent des représailles contre la Chine, il est nécessaire de remonter un peu loin, à la date du *11 mai 1884*, quand fut signée la *convention de Tien-Tsin*. Le traité clôturait une série de dissentiments nés entre la France et la Chine à propos du Tonkin ; il avait un caractère provisoire, en attendant un traité définitif à intervenir dans le délai de 3 mois.

La France s'engageait à respecter les frontières de la Chine ; elle renonçait à demander une indemnité, moyennant l'admission du libre trafic des marchandises entre l'Annam et la France. Deux points du traité devaient être exécutés immédiatement : 1^o la nomination de plénipotentiaires pour la convention ultérieure à conclure ;

2^o L'évacuation du Tonkin par les Chinois.

Le vice-roi du Petchili, le célèbre Li-Hung Tchang, qui servait d'intermédiaire entre Paris et Pékin, avait fixé au 6 juin l'évacuation des postes de Lang-Son, Cao-Bang, etc.

On pouvait donc croire l'ère des difficultés définitivement close. Sur la foi du traité, les troupes françaises se dirigeaient vers les centres que nous avons indiqués, lorsqu'une dépêche, lancée d'Hanoï, vint annoncer à la

France qu'une catastrophe venait de se produire, qui rouvrait la porte aux complications les plus terribles.

Voici ce que le général Millot télégraphiait au vice-amiral Peyron, ministre de la marine : « Nos troupes se rendant à Lang-Son ont été attaquées par 4.000 réguliers chinois, au mépris du traité de Tien-Tsin du 11 mai. Nous avons eu 7 tués et 42 blessés. »

L'embuscade de *Lang-Son* était un véritable attentat contre le droit des gens.

Notre ministre à Pékin, M. de Semellé, réclama amèrement auprès des membres du Tsong-li-Yamen : or ceux-ci prétendirent que les Français avaient pris l'offensive, et que les Chinois avaient le droit de ne pas abandonner leurs garnisons, tant qu'un traité définitif n'aurait pas confirmé la convention du 11 mai.

La diplomatie chinoise est, de toutes les diplomaties, la plus dissimulée ; un homme qui avait vécu dans le commerce des mandarins disait que, pour découvrir la vérité, il fallait commencer par croire le contraire de leurs paroles, et ensuite chercher par le raisonnement si ce contraire lui-même était véridique : il était donc difficile de savoir si le Tsong-li-Yamen était convaincu ou non de ce qu'il affirmait. Pour l'amener à céder, l'amiral Courbet, à la tête de notre escadre d'Extrême-Orient, fit une démonstration devant les ports chinois, et s'établit, en attendant des instructions, en vue de l'arsenal de Fou-Tcheou, le plus grand dépôt de munitions et d'armements de Chine.

M. Patenotre, chargé par le ministère de fixer un chiffre d'indemnité en compensation des pertes subies, s'arrêta à la somme de 250 millions. A Paris, on eut peur; le ministre Ferry, qui venait d'entrer en fonctions, réduisit le chiffre de l'indemnité à 80 millions, payables en 10 ans. Or le cabinet de Pékin prit pour une marque de faiblesse ce qui n'était qu'une preuve de modération; après une série de négociations où s'usait notre patience, il finit par proposer l'offre dérisoire de 3 millions (500.000 taëls); la raison de cette outrecuidance est qu'il escomptait l'intervention des puissances dans le conflit qui semblait se préparer; l'Angleterre et les États-Unis ont de trop gros intérêts en Chine pour rester indifférents devant la perspective d'en voir bloquer les ports et anéantir son commerce.

La Chine pressa l'Angleterre et les États-Unis de lui prêter leurs bons offices. Le gouvernement français passa outre; le 1^{er} août 1884, l'amiral Lespès, qui n'avait reçu aucune réponse satisfaisant les demandes de la France, procéda au premier acte de représailles, c'est-à-dire qu'il bombarda le port de Ke-Loung, au N.-E. de l'île de Formose. C'était malheureusement là un résultat négatif: pour tirer quelque avantage de ce fait d'armes, il eût fallu débarquer des troupes et s'emparer des mines de charbon qui se trouvaient à proximité du port, de manière à s'assurer pour l'avenir un centre de ravitaillement. Mais l'amiral n'avait pas à sa disposition de troupes de débarquement.

Ces démonstrations étaient destinées à rester platoniques, si elles n'étaient appuyées par d'autres ; le ministère déposa devant les Chambres un projet de crédit de 38 millions, afin de procéder à certains actes de représailles, si la Chine rejetait notre demande d'indemnité.

Un grand combat s'engagea au Palais Bourbon ; l'opposition profita de la circonstance pour critiquer l'attitude du cabinet ; des questions nationales furent livrées à la haine des partis. Enfin le ministère remporta un beau succès, puisqu'il réussit à grouper sur son ordre du jour 334 voix ; il avait désormais les mains libres.

Le 16 août, M. Ferry faisait remettre par M. de Semellé l'ultimatum suivant : *le gouvernement de la République, invité par le vote des deux Chambres à prendre les mesures propres à faire respecter le traité de Tien-Tsin, le vicomte de Semellé a l'honneur de faire savoir à L. L. E. E. les membres du Tsong-li-Yamen que le chiffre de l'indemnité a été réduit à la somme de 80 millions payables en 10 ans ; mais si, dans un délai de 48 heures, à dater de la présente notification, il n'a pas été fait droit à cette demande, M. de Semellé a l'ordre de quitter Pékin, et l'amiral Courbet prendra immédiatement toutes les dispositions qui paraîtront utiles au gouvernement français pour assurer les réparations auxquelles il a droit.*

Le délai expira le 21 août : la légation de France à Pékin amena son pavillon ; le ministre de Chine à Paris demanda ses passeports. Les choses se compli-

quaient décidément. La Chine avait toujours confiance dans une intervention des puissances et dans l'insuccès relatif de l'opération de Kelung. Le bombardement de Fou-Tcheou même ne devait pas ébranler sa confiance.

Le 22 août, sans pour cela rappeler nos consuls, ni M. Patenotre qui séjournait à Shanghai, l'amiral Courbet, le plus grand de nos amiraux, reçut l'ordre d'agir. Il était embossé, avec 9 bâtiments, au fond de l'estuaire de la rivière Min, à peu de distance de la flotte chinoise, en arrière des forts de Fou-Tcheou. M. de Bézaure, notre consul à Fou-Tcheou, amena son pavillon et s'embarqua sur le vaisseau amiral ; le 23, le 24 et le 25, Courbet redescendit la rivière, coula la flotte chinoise et, à mesure qu'ils se présentaient à portée de ses canons, détruisit tous les forts dont les batteries, placées en prévision d'une attaque de la haute mer, ne pouvaient lui répondre, infligeant au trésor chinois une perte équivalente au paiement de l'indemnité demandée.

Ces nouvelles représailles soulevèrent une foule de réclamations. A l'étranger, l'événement suscita une vive colère ; la presse anglaise en particulier jugea à propos de fulminer, et, suivant sa méthode, travestit odieusement les moindres faits de l'amiral français.

A Pékin, l'effet fut tout autre qu'on ne l'avait espéré au quai d'Orsay ; le Tsong-li-Yamen déclara toute négociation inutile, la guerre inévitable, et fit un nouvel appel aux puissances ; c'était le mot d'ordre qui lui était venu d'Europe : le ministre chinois, le marquis de

Tseng, cet adepte de Confucius parti à Folkestone *pour passer en famille les fêtes de Noël*, télégraphiait sans cesse à son gouvernement : « Résistez, la France craint la guerre ; la France ne veut pas la guerre ». En vérité, le rusé diplomate avait ce spectacle devant les yeux : à la Chambre française, l'opposition tentait d'augmenter les difficultés où se débattait M. Jules Ferry. M. Barodet, qui ne saisissait pas les délicatesses de la situation, avait écrit une lettre au président de la République, dénonçant le président du conseil comme coupable de violer la constitution, en faisant la guerre sans le dire.

A Fou-Tcheou, c'était le reproche inverse, celui de ne pas faire la guerre, qu'on adressait à M. Ferry. M. Patenotre et l'amiral Courbet eussent voulu frapper un grand coup, propre à amener brièvement la soumission de la Chine ; mais pour cela il fallait déclarer la guerre ; et les deux hommes comptaient sans l'assentiment nécessaire des Chambres. De plus, sur la marche même des opérations, le ministère n'était pas d'accord avec l'amiral. Courbet, justement fier de son succès de Fou-Tcheou, voulait diriger son action au Nord, bloquer le Petchili, quitte à entraver le commerce des autres nations. M. Ferry, lui, ne voulait pas d'une action trop hasardeuse et bornait son ambition à la prise d'un gage dans le Sud. L'amiral voulait faire trop grand. On lui refusa le blanc-seing qu'il sollicitait ; il suivit les ordres qu'on lui donna et se mit en mesure de faire le

blocus de Formose et de chercher à s'emparer de cette île, qui devait être le gage de l'exécution du traité de Tien-Tsin. Ralliant son escadre qu'il avait laissée en rade de Fou-Tcheou, il se dirigea vers le N. de Formose et tenta d'opérer un débarquement : il fut repoussé avec pertes, mais l'annonce de cet échec à Paris coïncida heureusement avec la nouvelle de succès remportés au Tonkin, suffisants pour dédommager notre amour-propre national.

Quel effet ces événements en partie double avaient-ils eu sur le cabinet de Pékin ? Les négociations avaient été reprises sur de nouvelles bases dont les prétentions plus modérées que les précédentes, ont formé ce qu'on a appelé depuis le *Programme du 11 octobre* :

1^o Les troupes chinoises devaient évacuer le Tonkin, moyennant quoi la flotte française cesserait ses opérations.

2^o Kelung serait occupé à titre provisoire et sans cession de souveraineté territoriale, jusqu'à complète exécution du traité de Tien-Tsin.

3^o La France renoncerait à toute indemnité, mais en revanche aurait la perception des douanes et l'usufruit des mines à Kelung et à Tamsui pendant un certain nombre d'années à déterminer par voie de médiation.

Or la Chine, à ces propositions très acceptables, répondit par des exigences telles que lord Granville, qui avait été prié d'en remettre le texte au gouvernement français, refusa, alléguant qu'elles étaient propositions

de vainqueur à vaincu. L'hésitation n'était plus permise : le 23 octobre 1884, l'amiral Courbet, d'ordre de son gouvernement, déclara le blocus de tous les ports et rades de Formose, compris entre le cap Sud et la baie Soo-Au, et accordait un délai de trois jours aux navires des États amis pour achever leur chargement et quitter les lieux bloqués.

Jusqu'alors, rien que de précis, mais l'amiral ajoutait : « il sera procédé contre tout bâtiment qui tenterait de violer ledit blocus conformément aux lois internationales et aux traités en vigueur (1) ». Or ni les lois internationales ni les traités n'ont jamais parlé du blocus pacifique. Depuis un certain nombre d'années, un certain usage s'était établi ; encore variait-il avec chaque État ; une doctrine était née, calquée sur les faits. Quelques publicistes avaient traité la question, mais leur œuvre n'avait d'autre valeur que l'opinion qu'on avait de l'auteur de l'ouvrage. Quant aux lois, aux traités, il n'y en avait pas. Les journaux anglais ne se firent pas faute de le dire : comment seraient traités les navires anglais pris en flagrant délit de violation de blocus (2) ?

(1) Notification du blocus pacifique par Courbet, *Journal offic.*, 23 octobre.

(2) What, for instance, would be the consequence if an english captain should violate the blockade of Formosa ? He is to be treated, says the french admiral, according to international law ; but the only thing certain about the situation is, that international law supplies no rules applicables to the situation. *Law Times*, 1^{er} nov. 1884.

M. Ferry restait convaincu que les Chinois seraient très sensibles à la perte de Formose ; cette grande île formait une immense ressource que les mandarins de tous grades n'avaient faute d'exploiter ; il était parvenu à faire partager sa confiance à la Chambre et à la fin de l'année 1884, par 342 voix contre 170, il avait obtenu un nouveau crédit de 16 millions.

L'amiral Courbet ne partageait pas l'optimisme de M. Ferry.

À la suite du bombardement de Fou-Tcheou et pendant que ses équipages prenaient dans la rade un repos bien mérité, il avait poussé une reconnaissance sur Kelung et était revenu avec la conviction que le gage convoité nous donnerait des déboires. L'escadre, en effet, avait fort à souffrir d'un vent violent et d'une pluie continuelle. Les moussons qui soufflent sur ces côtes, en hiver, épuisaient les navires ; le blocus restait sans effet, car il nous avait été impossible d'empêcher le trafic par jonques. A terre, c'était encore pis : les troupes qui ne tombaient pas dans des embuscades, étaient décimées par la peste ou le choléra.

Courbet envoyait ces détails au gouvernement, espérant qu'on lui accorderait enfin la liberté d'agir, d'arrêter les transports de troupes et de munitions faits sous pavillon neutre pour le compte du gouvernement chinois, sans penser aux complications évidentes qui seraient ressorties de l'état de guerre. Il préconisait une action vers le Nord ? Mais le *Pall Mall Gazette* assurait

que l'Angleterre resterait neutre « tant que les ports ouverts ne seraient pas mis en état de blocus ».

Il revendiquait le droit de visiter les neutres ? Mais la *Gazette de Cologne* affirmait que le gouvernement britannique serait amené à intervenir d'une façon grave, si les navires de ses nationaux étaient capturés par l'escadre française.

Jules Ferry entrevoyait toutes ces conséquences lorsqu'il se décidait à la politique des représailles : l'homme d'État avait le devoir de se préoccuper de ce que l'homme de guerre ne voyait pas. Dans un de ses discours à la Chambre qui lui valut, malgré une opposition haineuse, un très grand succès, il avait résumé les avantages de ce procédé :

1° laisser la porte ouverte aux négociations ; —
2° laisser subsister l'état conventionnel antérieur ; —
3° ne pas compliquer notre conflit avec la Chine de différends avec les puissances neutres : « *Nous sommes d'Formose, avait-il dit, non en conquérants mais en créanciers, résolus à nous payer nous-mêmes de nos propres mains si on conteste plus longtemps notre droit, et à saisir sous une forme quelconque la réparation qui nous est due.* »

En fait ce blocus, qui suscitait tant de controverses, fut suspendu vers la fin de l'année, bien qu'il commençât à produire son effet, car, dès le mois de novembre, tous les objets d'importation avaient doublé de valeur à Tamsui ; l'amiral Courbet s'était vu contraint de déta-

cher quelques-uns de ses croiseurs pour convoyer les transports qui arrivaient par le Sud. Mais, dès le 7 juillet, le blocus fut rétabli.

Les choses en étaient là, lorsque l'attitude de l'Angleterre fit dégénérer en guerre ouverte les représailles pratiquées par la France : en effet le 23 février, le gouvernement britannique avait fait une déclaration de neutralité, ce qui était implicitement reconnaître l'état de guerre. M. Ashmead Barthett avait déjà questionné lord Granville pour savoir quel parti il comptait prendre devant le *procédé de pirate* employé par la France : l'honorable membre de la Chambre des communes n'avait-il plus la mémoire du blocus de la Nouvelle-Grenade, ni du blocus de la Grèce ?

Le 23 janvier, lord Granville, se basant sur ce fait que tout bâtiment neutre qui chercherait à rompre le blocus devait être capturé, et considérant le blocus comme un acte de belligérant, mit en vigueur le *foreign enlistment act*, c'est-à-dire nous interdisait tout ravitaillement, aussi bien en vivres qu'en charbon, de Singapour jusqu'au nord de la Chine dans les ports de Sa Gracieuse Majesté.

La situation se dessinait ; M. Ferry, n'ayant plus aucune réserve à garder, prescrivit à l'amiral Courbet d'exercer le droit de visite, afin de s'assurer s'il n'y avait pas de contrebande de guerre ; le 26 février, il donna l'ordre de considérer le riz comme faisant partie de cette catégorie.

Dès qu'il fut fait notification diplomatique de la détermination prise par la France, la plupart des gouvernements étrangers se bornèrent à prévenir leurs nationaux. Mais le cabinet de Londres protesta vivement : il répondit à M. Waddington, notre ambassadeur, que le gouvernement de la Reine ne pouvait admettre que le fait de traiter les provisions en général comme contrebande de guerre, soit compatible avec les droits des neutres. Le 13 mars, M. Ferry retorquait habilement la note anglaise avec des arguments tels que les protestations de lord Granville restèrent platoniques. En fait, aucun navire ne fut saisi.

Nous en avons fini avec les représailles ; la guerre se continua jusqu'à la retraite des Français sur Lang-Son, le 25 mars 1885 ; M. Granet put déverser contre le ministère toute son éloquence : on compara Lang-Son à Sedan, Ferry à Emile Ollivier, et le *long ministère* succomba sous le coup du désastre de Lang-Son.

Le 15 avril, M. de Freycinet donna l'ordre de lever le blocus de Formose, et, chose étrange, ce fut à l'occasion d'une des premières prises, une canonnière de la douane chinoise, que fut envoyé en France avec mission d'en demander la restitution, M. Campbell, le personnage qui, avec des instructions plus étendues, devait ensuite négocier les détails du futur traité de paix.

II. — Le blocus des côtes du Siam.

Le grand fleuve de l'Indo-Chine, le Mekong, que la France tend à regarder comme la frontière naturelle de son protectorat, fait, pour le plus grand bien de notre influence, un large coude qui lui permet d'embrasser tout l'arrière-pays du Tonkin, avant de revenir vers l'Est découper l'Annam en une tranche mince. Il y a là un pays, le Laos, qui d'abord disputé entre le Siam et l'Annam, le fut ensuite entre le Siam et la France, lorsque cette puissance devint la suzeraine du gouvernement de Hué. Les Siamois, nos voisins, profitèrent de notre faiblesse à leur égard pour passer le fleuve et s'avancer sur la rive gauche jusqu'à 80 kilomètres de Hué, menaçant de couper les communications entre le Cambodge et le Tonkin, et glaçant d'épouvante les populations annamites.

Ces événements avaient été portés à la Chambre des députés, qui, le 4 février 1893, donna au gouvernement le mandat d'agir. Aussi le 14 mars, notre représentant auprès de la cour de Bangkok fit savoir au prince Dewavongse que les soldats du Siam devaient avoir à évacuer la rive gauche du fleuve, et, pour appuyer cette demande, une canonnière vint mouiller devant Bangkok.

Le ministre des affaires étrangères du Siam parlait d'un nouvel arrangement vague à déterminer ; sans

attendre encore la confection compliquée d'un nouveau *modus vivendi*, des colonnes françaises et indigènes furent chargées de procéder au refoulement des Siamois sur la rive droite.

Il n'y avait pas là ouverture d'hostilités, mais simple expulsion de voisins peu respectueux de nos frontières (1). D'ailleurs l'opération se fit sans coup férir : en deux mois, toute la rive gauche était à nous.

Cependant la Cour de Bangkok manifestait un tel mauvais vouloir qu'en prévision de complications ultérieures toujours à craindre, le Gouvernement français jugea à propos, au milieu du mois de juin, de s'emparer des îles Samit, Rong et Rang-Sam-Lem, propres à fournir un excellent mouillage. Malheureusement, les événements justifiaient cette méfiance : les mandarins siamois revinrent attaquer certains de nos postes ; celui de Khone dut soutenir une lutte en règle, et dans le combat un officier, le capitaine Thoreux, fut fait prisonnier. Les rapports tournaient à l'aigre entre Paris et Bangkok, et cependant le ministère de M. Dupuy, pour montrer ses intentions conciliantes, envoyait encore au commencement de juillet M. Le Myre de Vilers pour tenter de résoudre à l'amiable les questions pendantes. Or, pendant son voyage, deux événements graves se passèrent :

1° L'inspecteur Groscurin avait été chargé de recon-

(1) *Revue générale de droit international public*, 1894, p. 250.

duire à la frontière du Mekong un mandarin siamois coupable de malversations; celui-ci, profitant de ce qu'un accès de fièvre tenait M. Groscurin alité, le tua à coups de revolver, pendant que des gens à lui massacraient l'escorte de l'inspecteur.

2° Le 13 juillet, deux navires français, l'*Inconstant* et la *Comète*, eux-mêmes accompagnés d'un navire de commerce, remontaient le Meinam, sur la foi du traité de 1856 qui permettait à nos bâtiments de remonter jusqu'à Packnam. Sous le prétexte que des instructions nouvelles — d'ailleurs inconnues — n'autorisaient plus qu'un navire par nation à dépasser Packnam, une grêle de boulets atteignirent les trois bâtiments; le navire de commerce dut s'échouer sur la rive, où il fut mis au pillage par les habitants.

Quant aux canonnières, elles répondirent au feu des forts, passèrent entre les torpilles et allèrent au milieu de la nuit jeter l'ancre devant le palais du roi.

De tels faits nécessitaient une action prompte et énergique.

Le 20 juillet, M. Pavie, notre représentant à Bangkok, remettait au prince Dewavongse l'ultimatum suivant :

Le gouvernement de la République exige :

1° La reconnaissance formelle par le roi de Siam des droits de l'empire d'Annam et du royaume du Cambodge sur la rive gauche du Mekong.

2° L'évacuation dans le délai d'un mois des postes siamois établis sur la rive gauche du Mekong.

3° Le châtimant des individus coupables de l'assassinat de M. Groscurin et le paiement d'une indemnité déterminée.

4° Le dépôt d'une somme de 3 millions de piastres en garantie des réparations pécuniaires ou, à défaut, le revenu des provinces de Battambang et de Siem-Raep.

Le Siam avait 48 heures pour faire connaître sa réponse ; le blocus de ses côtes devait être immédiatement déclaré en cas de refus des conditions de l'ultimatum.

Le 22 juillet, deux heures avant l'expiration du délai, le gouvernement siamois fit connaître sa réponse : il prétendit ne pouvoir reconnaître nos droits que depuis le 18° parallèle ; au nord et jusqu'à la Birmanie et la Chine, la rive gauche aurait été cédée au Siam par l'Angleterre sous condition expresse de ne la rétrocéder à personne.

Mais l'Angleterre, au nord du 20°, ne pouvait céder que les droits de la Birmanie, et en 1884, le souverain de ce pays avait accepté le Mekong comme frontière occidentale du Tonkin français (†).

On pourrait s'étonner de la résistance du Siam, si l'on ne savait pas que ce pays sentait derrière lui la puissance que nous retrouvons toujours prête à nous barrer la route, sur quelque point du globe que nous dirigions nos vues : nous avons nommé l'Angleterre.

Au début du conflit franco-siamois, l'ambassadeur

(†) *Revue de dr. publ. et de la sc. polit.*, 1894, 213.

d'Angleterre à Paris, lord Dufferin, était venu spontanément au quai d'Orsay déclarer que « dans le conflit de frontières actuel, la France ne trouverait en aucune façon l'Angleterre devant elle ». Mais le langage tenu par lord Rosebery aux Communes avait été tout autre, et il venait même d'envoyer trois bâtiments à Bangkok « pour assurer la protection des citoyens anglais ».

M. Develle fit savoir au Foreign-office la surprise que causait cette détermination, et signala les espérances que la cour de Bangkok pourrait en concevoir : trois bâtiments de guerre français furent envoyés dans le Meinam. D'ailleurs, conformément aux termes de l'ultimatum, le blocus avait été déclaré depuis la pointe de Chulaï jusqu'à la pointe Lem-Kra-Bang. Il était maintenu par un cuirassé, un croiseur, 2 avisos et 5 canonnières. Les navires des nations amies avaient un délai de 3 jours pour sortir du port et achever leur chargement ; le blocus devait être obligatoire pour tous les navires, quel que fût leur pavillon. Les correspondances postales d'Europe étaient autorisées à mouiller à Ko-Si-Chang. Le consul de Hollande avait pendant la durée des mesures coercitives la charge de nos intérêts (1). A l'annonce de ces représailles, la presse anglaise jugea à propos de fulminer : « La France ruinait le commerce de la Grande-Bretagne ; la péninsule de Malacca allait manquer de riz ; les lignes de navigation

(1) *Revue de dr. intern. public*, p. 257.

entre Hong-Kong, Singapour et le Meinam allaient être ruinées, etc.

Le *Daily Telegraph* se montra particulièrement haineux : « La France pousse de plus en plus l'Angleterre vers la Triple-Alliance par son mépris pour les intérêts des puissances amies, par son mépris des faibles, par ses dispositions à verser le sang, et tout cela dans un but électoral » (1).

Ce cri de lèse-humanité fait sourire dans un journal d'Albion. Dans les clubs, on fulminait contre la France : « L'Angleterre commet une lâcheté, disait M. Curzon, si elle ne vient pas en aide au Siam, sous prétexte qu'elle a trop d'affaires sur les bras. »

Bref, il faut presque féliciter le cabinet anglais pour avoir su résister, et comprendre que la France ne faisait qu'user de son droit, et que la cour de Bangkok avait tort d'attendre quelque protection de la Grande-Bretagne.

Abandonné à lui-même, le Siam cessa toute sa résistance ; le 20 juillet, la cour de Bangkok fit savoir qu'elle acceptait les conditions de l'ultimatum, et M. Le Myre de Vilers, qui était arrivé dans l'intervalle, ordonna la levée immédiate du blocus, la France se contentant pour ce retard de défendre l'entretien de forces militaires à Battambang, à Siem-Raep et dans un rayon de 25 kilomètres sur la rive droite du Mekong. Cette date

(1) *Daily Telegraph*, 26 juillet 1893.

du 29 juillet marque la fin des mesures coercitives ; quelques jours d'énergie avaient abouti là où plusieurs mois de patience auraient échoué. M. Le Myre de Vilers remonta jusqu'à Bangkok et des conférences furent immédiatement ouvertes, qui aboutirent au traité définitif *du 3 octobre 1893*. En somme, rien n'était plus légitime que ces représailles : un État voisin avait violé un traité antérieur ; nous lui en imposons l'observation et nous prenons pour l'avenir nos garanties, afin qu'une telle violation de la foi promise ne se produise plus.

REPRÉSAILLES COLLECTIVES.

§ 1. — **Affaires de Belgique** (1).

La Révolution française de 1830 fut envisagée dans toute l'Europe comme un mouvement d'extension révolutionnaire. Les gouvernements et les peuples virent dans la chute du trône de Charles X comme un réveil de l'esprit de 1792 et se mirent à craindre ou à espérer. Le mouvement gagna, s'élargit comme une tache d'huile. Tous les peuples que la Sainte-Alliance avait asservis tentèrent à la faveur de ce coup de vent de secouer leur joug, tandis que la France, leur initiatrice, s'arrêtait en chemin, se redonnait un roi qui, pour rassurer les autres rois ses frères, devait se montrer peu enclin aux aventures.

La Révolution avait trouvé en Belgique le terrain tout préparé. Le royaume des Pays-Bas, cette création hétérogène qui, dans la pensée des hommes de 1815, devait servir de barrière aux ambitions françaises, était en proie à des tiraillements intérieurs ; les prêtres catho-

(1) Quoique les événements de Belgique ne fussent pas les premiers en date, nous avons préféré les étudier d'abord afin de ne pas avoir à séparer les affaires d'Orient.

liques, las d'être subordonnés aux pasteurs protestants, la noblesse belge, écartée de toutes les hautes charges avaient pris la tête du mouvement insurrectionnel ; on promena le drapeau tricolore dans les rues de Bruxelles ; on chanta la Marseillaise.

Après un sanglant combat sous les murs de la capitale flamande, le roi des Pays-Bas, ne se sentant plus de force à tenir tête à la révolution, invoqua la protection des puissances qui lui avaient donné cette couronne dont il ne pouvait plus lui-même s'assurer la possession ; c'était faire appel au principe même de la Sainte-Alliance ; les puissances entendirent cet appel, mais, contrairement aux prévisions du roi de Hollande, l'intervention qu'il avait sollicitée se tourna contre lui. En effet, parmi les grandes puissances dont il avait sollicité le secours, les unes ne pouvaient pas le secourir, les autres ne le voulaient pas.

L'Autriche se souciait peu de distraire son attention vers la Meuse, alors que toute l'Italie, secouée d'un long frisson, cherchait l'instant propice pour rejeter le joug abhorré.

La Russie était bien éloignée pour prêter au roi Guillaume une aide effective.

La France avait applaudi de grand cœur à cette révolution, qui était un peu sa fille, car si l'idée nationale en Belgique était l'indépendance, bon nombre de Bruxellois appelaient de leurs vœux la domination française.

D'ailleurs tout changement qui pouvait en Europe anéantir l'œuvre de 1815 trouvait à Paris un écho favorable.

L'honneur et l'intérêt de la France étaient engagés à ne pas permettre à la Belgique de retomber sous le joug ; elle le fit bien voir. La Prusse qui avait seule alors une armée disponible, brûlait du désir de l'employer en faveur du roi de Hollande, beau-frère du roi de Prusse, et se mettait en mesure d'envoyer un corps d'armée à la frontière belge.

Dès que cette nouvelle parvint à Paris, le comte Molé, qui dirigeait notre politique extérieure, fit prier le ministre de Prusse de venir causer avec lui :

« Vous voulez intervenir dans les affaires de Belgique?

— Oui, répondit le diplomate.

— Mais c'est la guerre.

— Comment la guerre ? Votre armée française est désorganisée, vous ne sauriez réunir quatre régiments.

— N'en croyez rien ; tenez pour certain que les soldats prussiens ne mettront pas le pied en Hollande sans rencontrer l'armée française entrant par la Belgique. La guerre est au bout de mes paroles (1).

L'ambassadeur prussien se récria, mais se tint pour averti ; l'armée prussienne en fut pour son déplacement et dut regagner ses casernes.

Le comte Molé avait fait preuve de fermeté, mais il

(1) D'Haussonville, *Affaires de Belgique*.

n'avait tenu ce langage que parce qu'il avait escompté l'appui tacite de l'Angleterre ; en effet l'Angleterre voulait plaire à la France. La révolution de Juillet avait eu toutes ses sympathies, parce qu'elle y trouvait son bénéfice ; elle tendit les bras à la France, qui ne manqua pas de s'y précipiter.

Louis-Philippe avait envoyé à Londres pour l'y représenter le prince de Talleyrand ; le célèbre diplomate s'était rallié avec la même désinvolture au gouvernement de Juillet qu'aux autres gouvernements successifs ; lui aussi voulait l'alliance anglaise, comme Mirabeau l'avait voulue autrefois, par intérêt commercial. Il s'empressa de rassurer le cabinet de St-James en déclarant que Louis-Philippe renonçait à rien accepter ni pour lui ni pour ses fils, et, forts de cette renonciation, les deux cabinets occidentaux se mirent d'accord sur le principe de *non-intervention*. Ah ! l'aimable chose que ce solennel principe ! Le message du président Monroe qui, depuis 1823, était considéré comme le code de la non-intervention, avait ce double et précieux résultat de permettre d'intervenir soi-même en empêchant les autres d'en faire autant.

Dans les affaires de Belgique, les deux cabinets de Londres et de Paris n'avaient revendiqué la doctrine de la non-intervention que pour les besoins de la cause, puisqu'elle n'empêcha pas les deux cours de se rallier à l'idée d'une conférence qui déciderait de l'avenir de la Belgique ; depuis que le roi Guillaume avait été chassé

de la partie méridionale de ses États, il demandait à cor et à cri la constitution de cette conférence ; il lui semblait impossible que l'Europe, appelée à se prononcer ouvertement sur la situation, se déjugeât au point de renverser ce qu'elle avait fait en 1815 ; il estimait d'ailleurs qu'en tous cas, la masse des trois cours orientales, favorables au maintien du *statu quo*, pèserait de tout son poids sur les décisions de la France et de la Grande-Bretagne ; l'accession de ces deux puissances à la proposition du roi Guillaume décida les autres États. La conférence put se réunir au Foreign-office sous la présidence de lord Aberdeen : le prince Esterhazy représentait l'Autriche, M. de Bülow la Prusse, M. de Matuszewic la Russie et le prince de Talleyrand la France.

Dès la première séance, l'accord cessa de régner.

En effet, dans cette première réunion, le 4 novembre 1830, lord Aberdeen avait déclaré que le seul but du gouvernement britannique était de rechercher les mesures propres à assurer la paix de l'Europe compromise par la révolution de Bruxelles : il n'était pas question de secourir le roi Guillaume qui eût bien préféré voir les puissances se désintéresser de l'affaire plutôt que de la résoudre peut-être contre lui, en tous cas sans lui, puisque son plénipotentiaire n'avait point été appelé à participer aux délibérations de la conférence : le roi des Pays-Bas essaya néanmoins de canaliser ses travaux : il soutint qu'il avait provoqué l'intervention des

puissances conformément au protocole d'Aix-la-Chapelle, non pour leur conférer le droit d'arbitrage diplomatique que contenait la déclaration de lord Aberdeen, mais en qualité de signataires des traités de Paris et de Vienne, pour revendiquer leur commune garantie et les appeler à son aide contre ses sujets révoltés ; en conséquence, que la conférence n'avait pas le droit d'aborder des questions différentes de celles pour l'étude desquelles son assistance avait été requise. Or, dès son premier protocole, la conférence s'attribua le droit de résoudre, dans le sens qu'elle jugeait convenable, les questions politiques qu'elle avait à traiter : c'était s'arroger le droit d'intervenir en faveur de l'une ou l'autre partie, suivant que les plénipotentiaires le jugeraient nécessaire au rétablissement de la paix. Tout de suite, la conférence décida une cessation d'hostilités et cette décision, notifiée au gouvernement provisoire de Bruxelles dans la même forme qu'à la cour néerlandaise, reconnaissait implicitement aux Belges le caractère de belligérant ; cette première marque de bienveillance décida le gouvernement belge à adhérer au protocole du 4 novembre ; à son tour le gouvernement belge reconnaissait à ce nouveau congrès de Vienne une compétence qu'il ne serait plus possible ensuite de décliner (1).

A cette date, le gouvernement belge ne se sentait pas

(1) Nothomb, *Essai sur la Révolution belge*, 1, chap. IV.

encore bien fort ; il existait, de fait, depuis le 24 septembre, sous le nom de commission administrative ; mais il n'avait eu un peu de solidité que le jour où le prince d'Orange, qui avait établi à Anvers une sorte de contre-gouvernement, abandonna cette ville au général Chassé.

Le roi Guillaume consentit à approuver la suspension d'armes ; néanmoins il persista à maintenir le blocus de l'Escaut, qu'il ne voulait pas considérer comme un acte d'hostilité proprement dit, mais comme le résultat des anciens droits que la Hollande tenait, même en temps de paix, de traités antérieurs à la constitution du royaume des Pays-Bas. Puisque l'Europe abolissait l'œuvre de 1815, il était naturel de revenir au *statu quo ante* ; mais regardant la liberté de navigation comme un principe intangible, elle enjoignait au roi Guillaume de débloquer l'Escaut ; le roi des Pays-Bas tarda à accorder satisfaction : il s'était repris à espérer devant l'hostilité des trois cours du Nord contre les Belges. Dans ces conditions, à la fin de l'année, le concert européen était bien près de se disloquer. Une fois de plus, les Pays-Bas étaient la pierre d'achoppement de la paix en Europe (1).

Les deux courants qui tendaient à s'établir dans la conférence menaçaient de mettre à néant tous projets de remaniement de territoires quand éclata l'insurrec-

(1) Guizot, *Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps*, t. II, p. 92.

tion polonaise ; du coup, les trois gouvernements ennemis de la cause de l'indépendance avaient les bras liés : l'Angleterre et la France pouvaient espérer faire la loi dans la conférence.

Le protocole de la séance du 20 décembre 1830 reconnaissait formellement que le juste équilibre et le maintien de la paix générale qui avait guidé les grandes puissances en 1815 n'avaient pas été réalisés et que cet amalgame parfait n'existait pas.

Alors le cabinet de La Haye dut s'incliner : il rouvrit l'Escaut le 20 janvier 1831, sans exiger de péage ni exercer de visite.

D'ailleurs, par une juste réciprocité, les plénipotentiaires ordonnaient au gouvernement provisoire de la Belgique de cesser tout acte d'hostilité contre Maëstricht.

Le même jour, la conférence stipulait que la Belgique serait un État *neutre* et le 27 janvier, que le Luxembourg continuerait à appartenir au roi des Pays-Bas. De plus, le deuxième protocole de la séance du 27 janvier rappelait que les grandes puissances n'avaient eu en vue que la paix générale ; pour y arriver, il fallait assigner à la Belgique une place inoffensive dans le système européen (1).

(1) « Occupées à maintenir la paix générale, persuadées que leur accord est la seule garantie et agissant avec un parfait désintéressement dans les affaires de la Belgique, les cinq puissances n'ont eu en vue que de lui assigner, dans le système européen, une place inoffensive, que

Ces deux protocoles avaient été rédigés moins en faveur de la Belgique que contre la France, parce que depuis quelque temps les autres cours trouvaient l'opinion belge trop favorable aux prétentions françaises, puisqu'on parlait ouvertement du duc de Nemours pour le trône de Belgique. L'événement ne détrompa pas ces prévisions : le fils de Louis-Philippe fut proclamé roi par le congrès, mais à une voix seulement de majorité. Louis-Philippe fut déconcerté d'une élection si disputée ; malgré ses protestations de désintéressement, il lui eût été si agréable de se laisser forcer la main ! Aussi dans la crainte d'ameuter l'Europe contre lui, qui se sentait encore si peu solide sur son propre trône, le 17 février 1831, il dut refuser solennellement pour son fils.

Cela ne désarma pas encore les autres puissances ; pour ne pas laisser à la France seule le mérite du désintéressement, on rappela qu'en 1814, les puissances avaient été également désintéressées ; que si chaque nation a ses devoirs particuliers, l'Europe a son droit qui découle de l'ordre social ; les puissances n'ont que la

de lui offrir une existence qui garantit à la fois son propre bonheur et la sécurité due aux autres États. Elles n'hésitent pas à se reconnaître le droit de poser ces principes et sans préjuger d'autres questions, sans rien décider sur celle de souveraineté de la Belgique, il leur appartient de déclarer qu'à leurs yeux, le souverain de ce pays doit nécessairement répondre aux principes d'existence du pays lui-même, satisfaire par sa position personnelle à la sûreté des États voisins, accepter à cet effet les arrangements consignés au présent protocole et se trouver à même d'en assurer aux Belges la propre jouissance. » — *Deuxième protocole de la séance du 27 janvier 1831, Conférence de Londres.*

disposition des provinces belges, non leur souveraineté, dans le seul but de les faire concourir à l'établissement d'un juste équilibre en Europe et au maintien de la paix générale ; les protocoles ayant été rédigés dans ce sens, il importait que le gouvernement provisoire de Bruxelles donnât son adhésion : en cas de refus, on saurait bien l'y contraindre. Le gouvernement provisoire tint bon, refusa : on lui fit des conditions meilleures.

Quelle était la raison de ce revirement ?

Lord Palmerston venait d'arriver au pouvoir avec les sentiments les plus favorables aux Belges ; il avait dirigé le choix du congrès vers un candidat qu'il avait tenu en réserve jusqu'alors, le prince Léopold de Saxe-Cobourg et il avait promis de s'employer à reviser dans un sens plus favorable à la Belgique la question du Luxembourg.

Le prince-candidat ne voulut accepter la couronne de Belgique que lorsque les puissances auraient réglé les conditions d'existence du nouveau pays. La conférence pressa ses travaux et aboutit au pacte connu sous le nom de « traité des 18 articles » (26 juin).

Le prince Léopold se rallia au traité et remercia la conférence d'avoir entrepris cette noble tâche de fonder l'indépendance d'une nation.

Dès que le cabinet de La Haye eut notification des « 18 articles », il revendiqua le protocole du 27 janvier 1831, plus favorable à sa cause, et le roi Guillaume déclara que si le prince Léopold prenait possession du

trône, il ne pourrait le considérer que comme placé dans une attitude hostile et comme son ennemi. La conférence était dans l'alternative, ou d'abandonner la question belge sans l'avoir résolue, ou de la résoudre définitivement par un arbitrage forcé : or c'était porter atteinte à l'indépendance absolue des deux peuples ; mais c'était rendre hommage à la souveraineté européenne et prévenir le renouvellement d'hostilités capables d'amener un bouleversement universel. On trouvait d'un côté la souveraineté d'un État né du consentement de l'Europe, de l'autre la volonté collective de l'Europe à qui cet État avait fait appel. Mais par cet appel même, l'État hollandais avait abdiqué sa souveraineté en faveur du concert européen.

Le roi Guillaume avait un puissant motif de résister à la conférence ; sous main, les trois cours orientales l'engageaient à la résistance. Aussi, le 1^{er} août, il dénonce l'armistice et ses troupes envahissent la Belgique.

Le roi Léopold attaque aussitôt Montaigu, mais l'armée de la Meuse est défaite à Louvain, ouvrant au prince d'Orange la route de Bruxelles. La Belgique était perdue ; elle adressa un appel à la France.

Casimir Périer était un homme aux résolutions promptes ; il envoya immédiatement 50,000 hommes occuper Bruxelles (12 août) : cette première entrée des troupes françaises en Belgique fut un acte spontané du ministre de Louis-Philippe qui, sans avoir pu prendre

l'avis de la conférence de Londres, plaça ainsi l'Europe devant le fait accompli ; la résolution fut prise en conseil des ministres et portée à la connaissance du maréchal Gérard avant que fût connu l'assentiment de l'Angleterre, arrivé plus tard dans la nuit.

Le gouvernement britannique avait de son côté donné l'ordre de rassembler une flotte pour concourir au rétablissement de l'armistice. La médiation prenait le caractère d'une médiation armée.

Ce déploiement de forces fut inutile ; les Hollandais n'essayèrent même pas de lutter : ils se retirèrent devant nos troupes, mais gardèrent Anvers.

Ces mesures furent approuvées par la conférence comme étant d'urgence, mais les puissances du Nord et Palmerston ne dissimulèrent pas leur mécontentement de cette initiative hardie et victorieuse de la France ; pour se venger, on fit à la Belgique des conditions moins belles ; l'insurrection polonaise était vaincue ; les trois cours reprenaient leur liberté d'action.

Le 15 octobre fut signé le traité de paix dit « des 24 articles », morcelant le Luxembourg entre les deux pays. Le gouvernement français céda bientôt, en échange de certaines concessions de l'Angleterre relatives aux États du Saint-Siège, et la Belgique, abandonnée à elle-même, dut ratifier le traité ; en retour de son adhésion, elle avait obtenu que les 5 puissances garantissent l'exécution dudit traité.

Mais le roi Guillaume restait inflexible, espérant tou-

jours pouvoir rentrer à Bruxelles à la faveur d'un conflit possible entre les grandes puissances. L'Empereur Nicolas résolut de faire une démarche solennelle pour vaincre les répugnances du vieux roi et chargea le comte Alexis Orloff de se rendre à La Haye. Cette mission extraordinaire relint tout en suspens pendant le début de l'année 1832 : mais l'envoyé revint à St-Pétersbourg sans avoir rien obtenu. Le cabinet russe fit alors une déclaration de ses intentions : « Après avoir épuisé toutes les voies de conciliation, il ne s'associera pas à l'emploi des moyens coercitifs qui auraient pour but de contraindre le roi des Pays-Bas par la force des armes à souscrire aux « 24 articles » ; mais il croit devoir laisser la Hollande supporter seule la responsabilité des événements qui peuvent résulter de cet état de choses ; aussi ne saurait-il s'opposer aux mesures répressives que prendrait la conférence pour garantir la neutralité de la Belgique, malgré une amitié sincère et désintéressée (1). »

Bien qu'averti, le roi Guillaume ne pouvait se résoudre à abandonner la partie, la plus vivante, la plus industrielle, la plus riche de son royaume.

La conférence, réunie pour la dernière fois le 1^{er} octobre 1832, devait décider :

1° Si les mesures répressives étaient devenues nécessaires contre la Hollande qui ne voulait pas accepter les « 24 articles ».

(1) Nothomb, *op. cit.*, ch. 17.

2° Quelles seraient ces mesures.

Tous les plénipotentiaires répondirent affirmativement sur la première question ; c'était là une question de fait indéniable. Mais sur le second point, les divers mobiles qui agitaient l'Europe allaient se donner libre carrière : les mesures pouvaient être coercitives, pécuniaires ou simplement morales ; l'obstination du roi des Pays-Bas rendait les mesures morales inutiles, parce qu'insuffisantes.

Quant aux mesures pécuniaires, M. Esterhazy et M. de Bülow au nom de leurs gouvernements respectifs, déclarèrent ne pas s'y associer. Mais les formes dans lesquelles étaient conclues ces déclarations laissaient les mains libres aux deux cours occidentales qui pouvaient entre elles prendre telles mesures qu'elles jugeraient convenables pour amener le roi de Hollande à composition.

Le cabinet de Paris était alors plus que jamais favorable aux Belges, puisque le roi Léopold venait d'épouser une fille de Louis-Philippe, qui de plus envisageait une expédition militaire comme un dérivatif contre les luttes des partis à l'intérieur du royaume.

Le cabinet de St-James voulait suivre le gouvernement français, moins pour le seconder que pour le contenir.

Mais la conférence de Londres n'avait plus de raison d'être ; aussi, le 1^{er} octobre 1832, sur le regret exprimé par les plénipotentiaires de France et d'Angleterre que

les mesures coercitives ne fussent pas prises à l'unanimité des cinq cours dont le poids aurait eu raison des répugnances de la Hollande, la conférence de Londres fut considérée comme dissoute, abandonnant à l'appréciation des puissances séparément le point secondaire de savoir comment exercer les mesures coercitives.

Mais le roi Léopold ne se souciait pas que cette démonstration restât encore platonique ; il prit l'initiative de réclamer des puissances une garantie qu'elles paraissaient vouloir oublier ; il rappela qu'un certain article 25 du traité du 15 novembre 1831 témoignait de cette garantie ; il pressa particulièrement les cabinets des Tuileries et de St-James, assurant que le temps était enfin venu de mettre à exécution un traité revêtu depuis cinq mois de la sanction commune des 5 cours et dont l'inaccomplissement exposait la paix de l'Europe à des dangers croissants et continuels.

Cette sommation fut notifiée le 8 octobre ; le 22, le prince de Talleyrand et lord Palmerston concluaient à Londres une convention communiquée aux autres cours, qui assurait le roi Léopold que les deux puissances feraient face à leurs engagements, et emploieraient même la force pour procéder à l'exécution du traité du 15 novembre. Une sommation identique fut signifiée à Bruxelles et à La Haye ; on demandait de plus au cabinet néerlandais l'évacuation d'Anvers.

La convention du 22 octobre avait prévu les opérations à exercer en cas de refus. Le vieux roi Guillaume

dont la mauvaise fortune avait aigri l'humeur fit répondre négativement ; il espérait encore qu'un conflit européen lui permettrait de se ressaisir des provinces perdues : il suppliait son beau-frère, le roi Frédéric, de marcher à son secours ; le roi de Prusse n'eut pas demandé mieux de faire pièce à la France, mais seul il n'osait entrer en ligne contre Louis-Philippe ; il sollicitait donc l'appui de l'Autriche, mais l'Autriche commençait à prendre ombrage de la dynastie de Hohenzollern, et à se préoccuper de ce Zollverein qui menaçait de l'enserrer comme dans un réseau.

Une fois de plus, la Hollande était abandonnée à elle-même ; Londres et Paris se trouvaient libres d'agir et s'apprétaient à le faire ; il fut convenu que, hors l'hypothèse où les Hollandais auraient pris l'initiative des hostilités, les troupes belges ne devaient pas seconder les forces alliées. Les deux grandes puissances en effet ne déclaraient pas la guerre à la Hollande ; elles entraient en Belgique comme exécutrices d'un arrêt diplomatique porté au nom de l'Europe et dans son intérêt.

Permettre aux Belges de prendre part aux opérations eût été nous constituer leurs alliés, par suite les ennemis des Hollandais.

Les conditions de l'entrée et du séjour de l'armée française en Belgique furent réglées par une convention particulière du 10 novembre. La France voulait mettre tous les frais de l'expédition au compte de la Belgique,

puisque l'expédition se faisait en sa faveur ; mais la Belgique refusa, alléguant l'immobilité humiliante où on la condamnait : « Les puissances n'interviennent que pour remplir leurs devoirs européens en assurant l'exécution d'un traité que la Belgique n'a accepté que par déférence pour le concert européen. » Après de nombreux pourparlers, la question fut abandonnée ; en fait aucun gouvernement belge ne reconnut la dette, et aucun gouvernement français ne réclama la créance. Le 15 novembre, sur le désir manifesté par le roi des Belges de voir les troupes françaises entrer en Belgique, le maréchal Gérard pénétra dans l'ancien royaume des Bays-Bas ; le 19, il se trouvait sous les murs d'Anvers ; le 20, la place capitula.

Pendant ce temps, l'Angleterre ne restait pas inactive : le 7 novembre, l'embargo fut mis sur les vaisseaux hollandais dans les ports de France et de Grande-Bretagne ; de plus, une escadre franco-anglaise fit voile vers les côtes de Hollande pour effectuer des croisières et arrêter les navires hollandais en haute mer.

La décision relative à l'embargo fut notifiée le 13 au cabinet hollandais. Sitôt que le roi Guillaume en eut connaissance, il prit des mesures de rétorsion et fit notifier par son représentant à Londres, ses réserves quant aux réclamations ultérieures d'indemnité ; ces mesures consistaient à enjoindre aux navires anglais et français qui se trouvaient sur le territoire des Pays-Bas d'avoir à quitter le port dans les 3 jours ; de plus, la navigation

de l'Escaut était interdite aux mêmes navires. Aussitôt, le prince de Talleyrand et lord Palmerston, prétextant la saisie d'un navire autrichien dans les eaux de l'Escaut, réclamèrent la liberté de navigation de cette rivière, au nom des grands principes internationaux. M. de Zuylen répondit que la Hollande avait le droit de fermer l'Escaut à qui bon lui semblerait, mais que par esprit de conciliation, elle n'en avait usé que vis-à-vis des deux puissances alliées et temporairement, la saisie du navire autrichien ayant quelque chose d'exceptionnel, puisqu'elle avait été rendue nécessaire par les opérations de l'armée française sous Anvers.

Une autre difficulté surgit à propos du ravitaillement du corps expéditionnaire français ; en effet le train des équipages avait emprunté la route du Luxembourg pour porter des munitions au maréchal Gérard ; la diète germanique profita de cette circonstance pour formuler les plus amères réclamations ; vers la fin de novembre, l'armée française avait été renforcée d'une division : nouvelles réclamations, auxquelles participa même le sénat belge, alléguant l'inutilité de cette charge onéreuse pour son pays.

La France laissa dire, forte de son désintéressement ; le cabinet des Tuileries avait agi avec autant de modération que d'habileté ; les représailles pratiquées contre la Hollande laissaient la porte ouverte aux négociations ; aussi avait-on évité avec soin tout ce qui eût permis de croire à la guerre ; c'est pourquoi, lorsque le baron Evain

expliquait ainsi l'intervention des puissances : « le refus de la Hollande de retirer ses troupes derrière les limites que les traités lui ont assignées est un acte permanent *d'hostilité* envers les grandes puissances de l'Europe », cette phrase amena les protestations du cabinet anglais et fit l'objet d'une note à laquelle adhéra le comte de la Tour-Maubourg au nom de la France, parce que les termes qui la composaient pouvaient faire considérer les mesures coercitives comme constituant un état de guerre. A ce propos, la diète germanique déclara qu'une telle entreprise ne saurait s'imaginer sans guerre, dans le cas d'une résistance de la part de la Hollande. Mais la Hollande ne résista pas. Le cabinet des Tuileries rappela ses troupes qui rentrèrent en France au commencement de l'année 1833 ; la Belgique vota des remerciements à l'armée française et le maréchal Gérard reçut une épée d'honneur. L'Angleterre qui continuait à concourir sur mer d'une manière moins brillante et plus onéreuse aux mesures coercitives n'eut aucune part dans cet acte de gratitude (1).

Ces derniers événements n'avaient pas adouci l'humeur belliqueuse du roi Guillaume qui qualifiait les représailles pratiquées par les puissances alliées de « phénomène politique ». Il déclara que « l'exercice d'une police dans les rapports internationaux, comme les représailles pratiquées envers la Hollande, était tout bon-

(1) Remarque de M Nothomb dans son ouvrage cité, II, p. 13.

nement un système d'hostilité réelle en pleine paix sans déclaration de guerre et que le droit des gens, dans ses principes les plus fondamentaux, n'était plus qu'un vain mot ».

A l'issue des derniers événements, les plénipotentiaires des puissances avaient repris leurs travaux, mais précisément à raison de ces événements, les négociations n'aboutirent pas. On était presque d'accord de part et d'autre pour la suppression immédiate de toute mesure coercitive ; un point de détail fit encore tout échouer. Les plénipotentiaires exigeaient du cabinet de La Haye l'évacuation des forts de Lillo et de Liefkenshoek, avant que de leur côté ils n'eussent décrété la levée de l'embargo ; ce n'est pas que les puissances tinsent énormément à cette mesure, mais la Belgique avait fait savoir que si les puissances n'exécutaient pas leur mission, elle se chargerait de la mener toute seule à bonne fin : cette paix européenne, au nom de laquelle les représailles collectives avaient été décidées, risquait donc encore de sombrer dans une guerre entre la Belgique et la Hollande.

Les deux puissances occidentales exigèrent alors du cabinet de La Haye l'évacuation proposée ; celui-ci fit remettre par son plénipotentiaire le baron van Zuylen van Nyevelt un long mémoire qui, après de nombreuses protestations de son désir de voir rétablir les bonnes relations avec les puissances, terminait en déclarant ne pouvoir consentir à de nouveaux sacrifices et s'en tenir au *statu quo*.

Le blocus fut donc maintenu devant tous les ports de la Hollande et les négociations suspendues à Londres à la date du 26 février 1833 ; le vieux roi rejetait tout son espoir dans les trois cours orientales ; mais la Prusse, pour agir, voulait l'appui de la Russie et de l'Autriche, et les nouvelles complications qui se préparaient entre la Turquie et l'Egypte laissaient ces puissances indifférentes à ce qui se passait sur la Meuse. Aussi Guillaume dut-il céder ; la convention signée à Londres entre la France, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas, le 21 mai 1833, établissait entre la Belgique et la Hollande un *modus vivendi* conforme au traité des « 24 articles » que S.M. néerlandaise s'engageait à ne pas troubler par une reprise d'hostilités et qui laissait libre la navigation de l'Escaut.

Le jour même de l'échange des ratifications, 29 mai 1833, des ordres furent donnés pour lever le blocus des ports hollandais. On restitua sur le champ à leurs propriétaires respectifs, avec leurs cargaisons, tous les navires qui avaient été détenus ; on mit en liberté tous les militaires et marins néerlandais en leur restituant les armes, bagages, voitures, chevaux, et tout ce qui leur appartenait. Les mesures coercitives étaient terminées ; la convention du 21 mai semblait clore l'ère des difficultés. Le roi Guillaume se tenait en repos, attendant l'instant favorable pour dénouer l'armistice ; enfin las d'attendre, en 1838, il apprit à l'Europe qu'il était prêt à donner sa signature. Mais la Belgique main-

tenant voyait d'un mauvais œil cet acquiescement tardif; elle espérait, elle aussi, s'agrandir tant qu'un traité formel scellé par l'Europe, ne le lui aurait pas interdit.

La conférence de Londres reprit ses travaux en juin 1838; elle les termina le 11 décembre, et trouva dans un compromis la solution de cette longue querelle.

En somme, le travail de la diplomatie avait toujours tendu à éviter un conflit européen. Sans abdiquer aucun de leurs intérêts personnels, aucune des grandes puissances n'avait eu de vue d'ambition propre; l'Europe était intervenue dans un but d'intérêt collectif, pour concourir au maintien de la paix générale; elle réussit à l'imposer au prix de mesures de coercition; mais ces mesures étaient pleinement justifiées par le principe d'équilibre qui constitue une des bases du droit public de l'Europe et qui peut être considéré comme le motif le plus propre à justifier les interventions étrangères dans le monde moderne.

On conçoit facilement les avantages qu'en l'espèce les représailles pratiquées au nom de l'Europe ont pu présenter. Bien qu'en fait elles concordassent avec l'intérêt de la Belgique, elles avaient un caractère de haute impartialité qui devait forcer le respect même de la Hollande. Au contraire, si les Belges, libres d'agir avaient engagé une guerre avec le roi des Pays-Bas, et fait appel aux appuis qu'ils pouvaient espérer parmi les gouvernements et parmi les peuples de l'Europe,

nul doute que la Hollande n'eût réussi à grouper autour de son drapeau les autres grands États, et la division en deux camps rivaux, que la conférence de Londres eut à tâche d'empêcher, se fût produite, prélude probable d'une conflagration générale.

Les puissances réussirent dans leur œuvre puisque, comme le remarque M. d'Haussonville, les terribles orages de 1848 qui devaient ébranler tant de monarchies, même des plus anciennes, n'ont servi qu'à consolider ce trône de si récente création.

§ 2. — Affaires d'Orient.

A. — Le blocus des côtes grecques (1827).

Nous avons déjà présenté dans la partie théorique de notre travail, quelques observations touchant les relations de l'Europe avec l'Empire ottoman.

Nous savons qu'il est des règles qui ne sont plus applicables dès que la Turquie est en jeu ; cette puissance asiatique, jouissant d'une civilisation qui n'est point la nôtre, de mœurs que nous ne comprenons pas — anachronisme vivant dans l'Europe où la conquête l'a amené — méritait d'être tenue en suspicion par tous les États européens : ceux-ci l'ont mise en tutelle.

Aucune règle précise ne découle de cette situation.

La Turquie n'est ni un État mi-souverain, ni un État protégé, encore moins un État vassal. L'Empire ottoman est comme le mineur ou l'incapable qui a la jouissance de certains droits, mais n'en a pas l'exercice ; l'exercice de ses droits est subordonné au consentement des grandes puissances dont les représentants à Constantinople forment comme un conseil permanent de surveillance et interviennent lorsqu'une mesure de l'administration ottomane dépasse les limites tracées par ce tribunal européen. Ces idées, qui ont présidé à l'œuvre de la diplomatie de l'Europe, chaque fois qu'il

s'est agi de tenter le rétablissement de « l'homme malade », en attendant sa mort, sont la résultante d'une série de faits qui prirent naissance avec la question d'Orient, ouverte en 1827 par les événements de Grèce. La véritable crise hellénique date de 1821, quand, grâce à la faiblesse du gouvernement turc, les insurgés grecs s'emparèrent de Tripolitza et votèrent à Epidaure (*1^{er} janvier 1822*) une constitution démocratique qui proclamait l'indépendance de la Grèce.

La première pensée du gouvernement du Divan fut de massacrer tous les Grecs en masse ; mais il se souvint que déjà en 1815, au congrès de Vienne, l'empereur Alexandre avait appelé l'attention des plénipotentiaires chargés d'établir en Europe un ordre de choses durable sur la question d'Orient, et que le tsar avait émis l'opinion que l'Europe devait intervenir pour protéger les populations chrétiennes de la Turquie contre les excès des Ottomans et les mettre sous la garantie collective des grandes puissances.

Mais à Vienne, si l'intervention collective en faveur des Grecs n'avait pas été l'objet de délibérations approfondies, tout pouvait laisser croire que l'empereur Alexandre allait remettre la question sur le terrain international. Le tsar était à cette époque tiraillé par deux partis opposés qui chacun pouvaient se personnifier dans un personnage influent : le comte Capo d'Istrias, favorable à la cause hellénique, et le prince de Metternich qui s'était fait en 1815 le champion de l'absolutisme et re-

présentait les Grecs comme des révoltés n'ayant aucun titre à la sollicitude de l'empereur Alexandre. Le cabinet de Pétersbourg, quels que fussent ses griefs contre la Porte, était tout disposé à écouter M. de Metternich et fit savoir qu'il abandonnait à la Turquie le soin de veiller à sa propre sécurité, déclarant qu'il ne soutiendrait jamais les ennemis de l'ordre public (1).

La France, gouvernée par M. de Villèle, était également hostile à la cause hellénique. C'est dans ces conditions qu'on décida de réunir en octobre 1822 un congrès à Vérone pour traiter des affaires d'Espagne et d'Orient : l'empereur de Russie et le roi de Prusse s'y rendirent en personne. L'Angleterre avait envoyé lord Castlereagh, la France MM. de Montmorency et de Châteaubriand. Le congrès fut, dès son début, hostile à l'insurrection et l'envoyé du congrès d'Epidaure, Métaxas, retenu à Ancône. M. de Metternich put écrire que le congrès de Vérone avait enterré la question grecque ; mais il avait compté sans le sentiment des peuples, qui allaient forcer la main aux gouvernements.

Les capitalistes anglais commençaient à penser que s'ils hésitaient à prêter leurs fonds au nouvel État grec, les banquiers français seraient peut-être moins timides. Le chef du cabinet de St-James, Canning, commençait cette évolution qui allait faire de lui le champion de la cause hellénique : il ne voulait pas laisser à

(1) Lettre de Metternich à Rechberg, *Laybach*, 24 mars 1821.

une autre nation le soin de décider seule des intérêts d'Orient.

L'insurrection grecque gagnait chaque jour du terrain ; elle avait conquis toute la Morée. Or si Canning tenait à la conservation de l'Empire ottoman pour faire contrepoids à la prépondérance russe en Orient, il songeait à faire de la Grèce, au cas où elle aurait recouvré son indépendance, une cliente de l'Angleterre.

En Europe, tous les partis libéraux étaient favorables à la Grèce ; aux États-Unis, dans son message annuel de 1822, le président avait exprimé l'espoir de « voir le peuple grec rétablir son indépendance et reprendre un rang égal parmi les nations du monde ». Encouragés par cette phraséologie, les Grecs demandèrent l'aide effective des États-Unis ; tentative nulle, car le cabinet de Washington se retrancha derrière sa neutralité et fit comprendre qu'on pouvait envoyer des vœux sans vouloir envoyer des navires.

De son côté, la Russie ne voyait pas sans défiance le Foreign-office entrer en coquetterie avec les insurgés. Alexandre, qui entretenait une correspondance active avec Capo d'Istrias, retomba dans une influence favorable aux Grecs et se rapprocha de l'Angleterre pour la surveiller. Aussitôt la Grande-Bretagne voulut éteindre les soupçons du tsar : « Il n'appartient pas à un Gouvernement chrétien, qui compte dans ses dépendances éloignées une population de plusieurs millions de Mahométans, de proclamer une guerre de religion » (1).

(1) Stapleton, vol. I, p. 198.

Alexandre ne se rebuta pas ; il remit en avant l'idée d'une entente européenne sur la pacification de la Grèce ; il alla voir à ce sujet l'empereur d'Autriche à Czernowitz (octobre 1823) tandis que M. de Nesselrode allait en entretenir M. de Metternich retenu à Lemberg par une indisposition ; le chancelier autrichien aurait bien voulu voir l'insurrection de 1821 étouffée dans son principe. Il convint officiellement que les cinq grandes puissances seraient conviées à des conférences qui auraient lieu à Saint-Petersbourg, mais sous main, il poussa la Porte à invoquer le secours du pacha d'Égypte, Méhémet-Ali. Grâce à ce double jeu, l'homme de 1815 espérait qu'avant même le commencement des négociations, l'armée d'Égypte aurait raison des rebelles et rendrait ces négociations inutiles ; profonde erreur, l'insurrection gagnait du terrain. Alors le prince de Metternich se ravisa et, s'adressant à Londres, chercha à exploiter la méfiance qui y régnait à l'égard des Moscovites.

Sous son influence, le cabinet anglais demanda que, préalablement à l'ouverture des négociations, la chancellerie de St-Petersbourg fit connaître ses vues sur la pacification projetée. L'empereur répondit par une note secrète qui, on ne sait comment, fut ébruitée et qui consistait à faire de la Grèce un pays mi-souverain. Un tel projet devait mécontenter à la fois la Sublime-Porte dont on violait la souveraineté territoriale, et les Grecs qui rêvaient de former un État autonome. Les diplomates anglais exploitèrent habilement ce document précieux,

et à Nauplie comme à Constantinople surent se rendre indispensables.

La conférence de Pétersbourg s'ouvrit en février 1825, mais elle était d'avance frappée de stérilité. En effet, sur la question grecque, les esprits et les intérêts de l'Europe étaient encore extrêmement divisés et rendaient tout accord impossible.

Pour que le concert européen puisse jouer, il faut qu'une opinion prédomine toutes les autres et que les gouvernements, laissant de côté tous les points secondaires sur lesquels les diverses nations peuvent ne pas être d'accord, se rencontrent cependant sur une certaine manière de voir qu'ils travailleront en commun à réaliser.

Or, quelle était la situation ? Les cours intervenaient-elles en faveur des Grecs ou laisseraient-elles faire ? Si elles intervenaient, iraient-elles jusqu'aux mesures coercitives ? C'est dans ce dilemme que se débattait la conférence.

La chancellerie russe opinait pour l'emploi des mesures coercitives ; elle s'en serait même volontiers chargée ; mais encore fallait-il que l'on priât.

La France, gouvernée par M. de Villèle, avait des intérêts trop considérables en Égypte pour prendre la tête d'un mouvement tourné indirectement contre sa traditionnelle alliée.

En Autriche, M. de Metternich, toujours plus entêté contre la révolution, faisait déclarer que son maître ne

prendrait jamais, quant aux Ottomans, de mesures coercitives, et cette déclaration était d'autant plus importante qu'elle entraînait celle de la Prusse, à cette époque encore reléguée au rôle de satellite.

Bref, l'entente semblait de plus en plus difficile et les rapports entre Vienne et Pétersbourg tournaient à l'aigre. Alors l'empereur Alexandre esquissa un rapprochement avec le cabinet de Londres et employa à cet effet la comtesse de Lieven, femme de l'ambassadeur de Russie, qui avait de l'ascendant sur Canning, et Canning, flatté qu'on parût solliciter son appui, n'hésita pas à prendre en main l'affaire grecque.

Mais Alexandre mourut le 1^{er} décembre 1825 et Nicolas, son successeur, le type même de l'autocrate (1), ne pouvait guère être sympathique à la cause grecque, quoiqu'il eût contre les Turcs des griefs provenant de l'inexécution de certaines clauses du traité de Bukharest.

Heureusement pour les Grecs, l'Angleterre allait s'occuper d'eux. Le 30 septembre 1825, elle avait la première admis la nation grecque au rôle de belligérant, en proclamant sa neutralité. Cette mesure était justifiée en droit, car l'insurrection grecque dépassait les limites d'une simple révolte ; mais on y vit un remerciement à l'offre du phanariote Mavrocordato, qui, au mois de juillet, avait engagé le Gouvernement provisoire de la Grèce à placer son indépendance et son existence politique

(1) M. Vandal à son cours.

sous la protection de la Grande-Bretagne. A ce propos Mavrocordato s'était exhalé en plaintes amères contre la France qui protégeait les sectateurs du Coran contre les défenseurs de la Croix. Or ce reproche n'était plus aussi juste que quelques mois auparavant. Les principaux journaux, le *Journal des Débats*, l'*Etoile*, le *Drapeau Blanc*, la *Quotidienne* soutenaient les Grecs ; des comités philhelléniques puissants, composés d'hommes libéraux, les ducs de Dalberg, de Broglie, MM. de Choiseul, de Châteaubriand envoyaient des hommes, de l'argent, des munitions. Ce comité avait accrédité auprès du Gouvernement provisoire de la Grèce un correspondant en qui les Grecs se plaisaient à reconnaître un agent diplomatique, quoiqu'il n'eût aucune attache avec le Gouvernement français. Seule la *Gazette de France*, qui était l'écho de la Cour, prenait le parti de la Porte, accusant les Grecs de violer les principes du christianisme en conspirant contre leur souverain ; cependant le ministère lui-même se voyait forcé de s'intéresser malgré lui au sort des insurgés : il avait envoyé le contre-amiral de Rigny commander l'escadre française du Levant et l'intervention de nos marins avait souvent dérobé les Grecs à la vengeance des Turcs.

A son tour, l'empereur Nicolas ne voulait pas que l'Angleterre fût seule à protéger les Grecs. Metternich pouvait dire avec raison : « Le fin mot de la position de l'Angleterre et de la Russie s'explique par la peur qu'elles ont l'une de l'autre ». C'est de cette méfiance réci-

proque qu'est sortie l'alliance de ces deux États. Wellington fut envoyé à Pétersbourg, pour chercher à faire partager au tsar l'idée d'une médiation de l'Angleterre entre la Porte et lui. Nicolas accabla d'honneurs l'homme de Waterloo, mais ne voulut point entendre pareille proposition. Alors Wellington parla d'offrir la médiation de la Grande-Bretagne entre la Porte et la Grèce ; le gouvernement russe dressa l'oreille, et comme il présuma le succès de cette négociation, il voulut y collaborer. C'est ainsi que fut conclu à Pétersbourg le *protocole du 4 avril 1826* ; la Russie et l'Angleterre s'engageaient à s'employer pour ériger la Grèce en un État autonome dont la constitution serait ultérieurement débattue, sous la garantie collective des grandes puissances. C'était une *médiation*, sollicitée par l'un des belligérants, subie par l'autre, bien que la médiation suppose le consentement des deux, et que le médiateur laisse ordinairement aux parties litigantes toute liberté pour se rallier ou non à la solution proposée, puisqu'il ne joue pas le rôle d'un juge, mais d'un amiable intermédiaire.

Le protocole du 4 avril fut notifié à l'Europe. Le gouvernement grec y vit une planche de salut et répondit aussitôt pour témoigner de la reconnaissance de toute la Grèce.

En France, le sentiment dominant fut une vive rancune d'avoir été tenu à l'écart de négociations de cette importance ; le mieux à faire était de se rallier sans per-

dre de temps au protocole de Pétersbourg, afin de faire contrepoids aux deux puissances alliées. Bien plus, pour rendre sa collaboration indispensable, le Gouvernement français demanda que le protocole fût converti en un solennel traité d'alliance entre Nicolas, Georges IV et Charles X, pour la pacification de l'Orient (janvier 1827). On conçoit la fureur du chancelier autrichien, dont on venait de détruire l'œuvre ; aussi tenta-t-il d'intimider le tsar en agitant le spectre de la révolution ; mais le tsar resta inébranlable. Alors, n'osant ouvertement partir en guerre contre le traité, il épilogua sur les termes mêmes du protocole : il voulait substituer *intervention à médiation, souveraineté à suzeraineté*, puis il renouvela l'assurance qu'il ne prendrait pas part aux mesures coercitives, si on avait recours à celles-ci pour forcer la Porte à s'incliner devant l'arrêt des puissances.

Mais on n'avait jamais compté sur l'appui de Metternich ; en somme il ne faisait rien officiellement pour entraver l'action des puissances. Après tant de tergiversations, le concert européen, donnant à la triple-alliance son approbation tacite, allait pouvoir jouer.

Ce qui rendait une intervention urgente, c'est que la situation des Grecs devenait plus périlleuse. Le 22 avril 1826, Ibrahim Pacha s'était emparé de Missolonghi. La Porte venait de conclure un accord avec le pacha d'Égypte, d'après lequel toute partie de la Grèce conquise par Ibrahim serait à sa disposition. Pour la mil-

lième fois, elle repoussait toute intervention en faveur des Grecs qu'elle considérait toujours comme des rebelles. « L'affaire grecque, avait dit le reis Effendi, est une affaire intérieure. Nous veillons sur nos raïas du même œil jaloux que sur nos harems. »

M. de Metternich se voyait débordé chaque jour ; il eut recours à un subterfuge, il déposa un projet tendant à remettre la question grecque aux mains d'une conférence à laquelle prendraient part les cinq grandes puissances et qui se réunirait à Londres ; il comptait bien sur l'hostilité des tories à l'émancipation de la Grèce pour faire échouer ces propositions.

Mais le chancelier jouait de malheur : le chef des tories, lord Liverpool, mourut le 27 février 1827 et Canning, qui devenait le champion des whigs, lui succéda comme premier ministre. Les Grecs étaient si affaiblis par leurs divisions intestines qu'il n'y avait pas une heure à perdre. Le traité, depuis longtemps débattu entre les trois cours, fut signé à Londres le 6 juillet 1827 : la majeure partie de l'Europe venait de présider à l'acte de naissance de la Grèce, et avait pris l'engagement d'assurer sa vitalité ; le 16 août, le général Guilleminot, sir Stratford Canning et M. de Ribaupierre remirent une note collective à Constantinople, offrant de nouveau leur médiation, et ne dissimulant pas qu'un refus ou même une réponse évasive placerait les cours alliées dans la nécessité de recourir aux mesures qu'elles jugeraient propres à mettre fin à un état de choses de-

venu incompatible avec la parfaite tranquillité de l'Europe et avec les intérêts de la Sublime Porte elle-même.

Le grand vizir ne voulut même pas regarder la note que le drogman dut se borner à déposer sur le sopha où trônait le ministre ; puis, à grand bruit, il fit des préparatifs de guerre : on manœuvrait à Stamboul même les jours de fêtes religieuses. Or que disait cette note ? elle basait l'intervention des puissances alliées sur trois considérations :

1° Répondre à l'invitation de l'une des parties.

2° Arrêter l'effusion du sang humain.

3° Procurer une protection efficace aux sujets des puissances, et rétablir la sécurité du commerce (1).

Les trois puissances imposaient un armistice aux deux parties belligérantes et devaient au besoin, sans se mettre en état de guerre ni avec l'une ni avec l'autre, user des mesures de coercition propres à assurer l'observation de l'armistice. Ces États qui unissaient leurs efforts en vue d'éteindre l'incendie allumé en Orient, n'avaient pas alors le désir de déclarer à la Porte une guerre qui, pour la paix de l'Europe, pouvait être grosse de conséquences, mais ils avaient la volonté d'imposer, même par la force, dans le triple but que nous venons de faire connaître, la cessation des hostilités : on entrait dans la phase active des représailles.

Les ambassadeurs recommandèrent à leurs amiraux de bloquer le littoral de la Grèce.

(1) Phillimore, *Commentaries*, t. I, p. 441.

En revanche les forces helléniques devaient être écartées de tout point situé en dehors de certaines limites. Les chefs des escadres allèrent faire connaître les intentions des puissances à Ibrahim-Pacha qui avait réuni dans la rade de Navarin la flotte égyptienne et la flotte turque. Ibrahim avait promis de ne pas attaquer sans en avoir reçu l'ordre formel du Divan, et provisoirement avait consenti un armistice de 20 jours. L'escadre anglaise se dirigea alors vers Zante, l'escadre française sur Milo pour refaire leurs approvisionnements à la faveur de cet armistice.

A cette époque, le prince de Metternich croyait encore qu'on s'en tirerait avec des négociations ; d'ailleurs la situation se troublait dans la péninsule ibérique et, grâce à cette diversion, le vieux diplomate pensait tenir dans ses mains les destinées de l'Europe. Son ennemi mortel, Canning, venait de mourir et le parti tory regagnait du terrain. Paris était surtout préoccupé de ses élections législatives. Le chancelier autrichien comptait beaucoup sur les troubles de Madrid pour retarder la mise à exécution du traité de Londres, et déjà sous main inspirait au Sultan l'idée de le choisir comme médiateur entre les alliés et lui.

Une fois de plus, Metternich avait compté sans les événements ; il s'en préparait de terribles :

Nous avons laissé la flotte turco-égyptienne dans la baie de Navarin. Or sitôt le départ des escadres, malgré l'armistice, elle se disposa à appareiller. Les alliés, pré-

venus à temps, revinrent en hâte pour contraindre la flotte ottomane à rentrer dans le port. Le commandement fut déferé au commodore anglais, le plus ancien en grade. La division turque comprenait 3 vaisseaux de ligne et 19 frégates ; la flotte alliée, 10 vaisseaux et 10 frégates. Le 20 octobre 1827, une frégate anglaise fut détachée de l'avant-garde pour enjoindre aux brûlots turs de se retirer ; un coup de fusil tua l'aspirant qui la commandait ; il s'en suivit une vive fusillade entre la frégate et le brûlot. Il était 2 heures de l'après-midi. Puis une frégate turque tira un coup de canon ; d'autres coups suivirent, les alliés répondirent ; le combat devint général, il dura 3 h. 1/2 (1).

Presque toute la flotte turque fut anéantie ; les Turcs perdaient 7 à 8.000 hommes, en général victimes de l'explosion des poudrières auxquelles les boulets ennemis avaient mis le feu.

L'escadre française eut 43 morts, les Anglais 75 ; les Russes, restés en arrière, eurent moins à souffrir. Plusieurs bâtiments durent gagner Malte ou Toulon pour s'y faire radouber. La destruction de la flotte turque enlevait au blocus toute son utilité.

Comment l'événement de Navarin fut-il accueilli dans toute l'Europe ?

En Grèce, la population manifesta bruyamment sa joie ; les Hellènes multiplièrent leurs opérations, pen-

(1) Viël Castel, *Hist. de la Restauration*, t. 17, p. 136.

sant que plus ils prendraient, plus ils auraient de chance de retenir (1).

A Constantinople, les ambassadeurs eurent connaissance de la catastrophe quelque temps avant le gouvernement impérial ; pour prévenir l'orage, ils allèrent trouver le reis Effendi, se confondirent en protestations amicales et l'assurèrent de leurs bonnes intentions, même au cas où une rencontre se produirait. Mais le reis Effendi entendait peu sans doute la doctrine des représailles : « Ce que vous assurez ne pas porter atteinte à l'amitié, répondit-il, est une infraction à cette même amitié. Avouez-le, Monsieur, ce raisonnement est la même chose que de dire à quelqu'un : « Si je vous donne un soufflet, que ferez-vous ? »

Quand les ministres du Sultan eurent connaissance de la catastrophe, quelques jours après, ils n'osèrent pas annoncer le désastre à leur maître. Les ambassadeurs prirent les devants et allèrent trouver le reis Effendi, l'assurant que les relations pacifiques avec la Porte n'étaient nullement troublées. Le reis Effendi répondit : « C'est absolument comme si, coupant le cou à un homme, vous l'assuriez en même temps de votre amitié. »

En fait, la destruction de la flotte turque ne fut pas considérée par la Porte comme constituant un *casus belli*, et le Divan prit des mesures pour contenir le fa-

(1) Debidour, *Hist. diplomatique*, I, p. 249.

natisme musulman prêt à se déchaîner contre les négociants chrétiens qui, pris de peur, s'apprêtaient à regagner leur pays d'origine ; le reis Effendi fit savoir qu'on ne délivrerait pas de passeports et mit l'embargo sur tous les bâtiments étrangers mouillés à la Corne d'Or ; la généralité de cette mesure empêche d'y voir une mesure de représailles ; c'est plutôt une sorte d'arrêt de prince décidé en vue de permettre à l'effervescence de se calmer, et dont en somme les négociants qui l'avaient motivé devaient profiter plus que tous autres, puisqu'on les mettait en garde contre leur propre égarement : d'ailleurs aucun désordre ne se produisit.

A Londres, on trouva qu'on avait été trop loin ; les craintes de l'agrandissement de la Russie reprirent de plus belle. Le duc de Wellington était devenu premier lord de la Trésorerie ; sous son influence, Georges IV traita l'affaire « d'événement déplorable », ce qui n'empêcha pas qu'il y eut pendant quelque temps en faveur des héros de Navarin toute un échange de décorations.

A Pétersbourg, on entonna des chants de victoire, et à Paris, comme on voulait plaire aux Russes, on fit comme à Pétersbourg.

Quand le sultan Mahmoud eut enfin, le dernier en Europe, appris de ses ministres tremblants la ruine de sa flotte, il entra dans une violente colère ; il ordonna au reis Effendi de demander une réparation publique et solennelle de l'insulte subie. Mais les Alliés répondirent que la marine turque avait pris la première l'ini-

tiative des hostilités, qu'elle seule était coupable ; les ambassadeurs réclamèrent en outre la levée de l'embargo que les Turcs avaient mis sur les navires des puissances, et comme ils menaçaient de quitter Constantinople, le Gouvernement ottoman fit droit à leur demande : encouragés, les ambassadeurs pressèrent la Porte d'adhérer au traité de 1827 ; cette fois le Gouvernement impérial refusa ; les ambassadeurs demandèrent leurs passeports, et sans avoir pu obtenir leurs firmans, s'embarquèrent pour Corfou le 8 décembre 1827.

La Porte se prépara à la guerre ; cependant le Divan voulut tenter un dernier effort et, dans un hattî chérif, offrit encore l'amnistie aux insurgés qui se soumettraient ; mais les insurgés avaient alors trop d'encouragements de toutes sortes pour abandonner la partie.

En effet la Russie, mise en goût par le succès de Navarin, voulait aller jusqu'au bout, prétextant que des trois points que comprenait le traité de Londres, deux étaient restés à l'état de lettre morte : le sang humain coulait toujours et la protection du commerce restait aléatoire. M. de Nesselrode eût bien voulu faire envahir la Moldavie et la Valachie « au nom des trois cours alliées » jusqu'à ce que la Porte eût souscrit au traité de Londres. Mais l'Angleterre ne voulait pas lui donner cette délégation, et le mémoire russe qui contenait le projet de M. de Nesselrode reçut au Foreign-office un accueil assez froid : lord Dudley, tout en rendant hom-

mage au désintéressement du Gouvernement impérial, craignit que « l'invasion de l'empire turc n'agitât des passions incompatibles avec le repos du monde civilisé ».

Au contraire la France était toute favorable à la Russie, parce qu'elle concevait l'immense avantage qu'elle retirerait de l'alliance russe pour affermir sa situation en Europe ; le ministre Martignac était donc disposé à complaire à Nicolas, qui, fort de cet appui, put marcher de l'avant.

Le sultan Mahmoud avait adressé aux *ayans* un manifeste proclamant la guerre sainte ; le 26 avril 1828, Nicolas répondait par une déclaration de guerre ; cependant, pour ne pas indisposer la cour de Londres, il ordonna à son amiral commandant sa flotte dans la Méditerranée de n'agir que de concert avec ses collègues français et anglais. Or l'événement de Navarin avait rendu depuis leur rôle secondaire.

Wellington dut se tenir pour satisfait ; le 2 juillet, il fit rouvrir à Londres les conférences et l'on convint que l'on continuerait en Grèce ce que l'on avait commencé : en conséquence, un corps de troupes françaises irait occuper la Morée pour en chasser les troupes d'Ibrahim, *au nom des puissances* (protocole du 19 juillet). Mais, pour enlever aux Français l'honneur de forcer les Égyptiens à la retraite, Wellington persuada Méhémet-Ali d'abandonner la Morée avant d'y être contraint par les troupes françaises, et hâta la conclusion d'une conven-

tion en ce sens entre sir Edouard Codrington, son ambassadeur, et le ministre de Méhémet-Ali, de sorte que, lorsque le général Maison débarqua le corps expéditionnaire, le 19 août, il apprit la convention conclue 20 jours auparavant qui enlevait à son intervention toute raison d'être ; il put occuper toute la Morée sans coup férir, et assista en spectateur au départ des Égyptiens. Lorsque l'évacuation fut terminée, l'armée française, n'ayant plus rien à faire en Grèce, rentra en France à l'exception d'une brigade d'infanterie, d'un détachement d'artillerie et d'un demi-escadron de chasseurs à cheval, et l'on fit savoir à la Porte que l'entrée d'une force militaire en Morée serait considérée comme une agression envers les trois puissances : la Turquie se tint pour avertie.

Nous n'avons pas à étudier la guerre russo-turque ; elle se termina le 14 septembre 1829 par le traité d'Andrinople, grâce aux bons offices du roi de Prusse, beau-père du tsar.

En ce qui concerne la Grèce, ce traité proclamait l'indépendance du nouvel État, reconnaissait l'adhésion de la Turquie au traité de Londres, ainsi qu'à l'acte passé quelques mois auparavant entre les plénipotentiaires des puissances alliées, par lequel ces puissances avaient réglé les détails d'exécution du premier traité. La constitution intérieure de la Grèce sera réglée plus tard : nous ne nous en occuperons pas. Ce que nous avons à étudier, c'était l'ère préparatoire de la formation du

royaume de Grèce ; nous la laissons au moment où elle est formée ; les mesures coercitives ont pris fin. Le blocus des côtes de la Grèce n'avait plus de raison d'être depuis le drame de Navarin. Le petit corps expéditionnaire français restera en Morée jusqu'au moment où, la couronne ayant été offerte et acceptée par Othon de Bavière, il sera relevé par un corps d'armée bavarois.

En somme, si, dans cette affaire, les Grecs peuvent être reconnaissants aux trois puissances alliées, ils doivent surtout remercier le hasard qui les servit à Navarin.

Aucune puissance ne fut d'abord favorable à l'insurrection. Le principal facteur du revirement qui se produisit fut le sentiment philhellénique de l'Europe pensante ; plus qu'aux trois puissances qui présidèrent à sa naissance, plus qu'au hasard, c'est à son glorieux passé que la Grèce moderne doit d'avoir repris sa place dans le monde.

B. — Le blocus de la Grèce (1886).

Le 18 septembre 1885, éclatait à Philippopoli une révolution dans le but de proclamer la réunion de la Roumélie Orientale à la Bulgarie. Aussitôt, au nom du fameux équilibre des Balkans, Grecs et Serbes s'agitèrent, demandèrent des compensations : les Serbes prirent les armes, mais essayèrent à Slivnitsa, au mois de septembre, une défaite complète qui les calma.

La Grèce, à l'annonce des événements de Bulgarie, était entrée dans une vive effervescence. Elle avait été déçue dans ses espérances d'agrandissement fondées sur le traité de Berlin. Le mouvement de Philippopoli amena la crainte de voir la race slave prédominer dans la péninsule balkanique. Or trois races se partagent la Roumélie Orientale : la race bulgare, la race turque et la race grecque ; on comprend combien l'hellénisme devait être affecté de la prépondérance de l'élément bulgare. Les esprits s'échauffèrent : le traité de Berlin leur avait promis, à eux Grecs, une situation autre, des frontières meilleures ; la rectification de frontière qui avait suivi le traité et avait agrandi leur territoire, ne les avait pas satisfaits ; grâce aux événements de Bulgarie, la Grèce allait revendiquer mieux que cela. Des manifestations avaient lieu à Athènes ; chose incroyable, on réclamait l'alliance des Osmanlis pour combattre les Bulgares !

Le président du Conseil des ministres, M. Delyannis, avait dû prendre la tête du mouvement, sous peine d'être débordé par lui ; il prépara des armements, fit réparer des bâtiments de guerre ; il acheta à l'étranger, malgré le délabrement des finances, des munitions et des chevaux.

M. Delyannis prévint les ministres résidants à Athènes que, si l'union de la Bulgarie et de la Roumélie était approuvée par l'Europe, il demanderait un dédommagement, au nom de cet équilibre oriental, si difficile à garder.

L'Europe se montra sévère envers la Grèce ; elle lui enjoignit d'avoir à observer une attitude pacifique, et de démobiliser immédiatement, promettant d'obtenir des deux puissances slave et ottomane le même désarmement : le 11 janvier 1886, une note collective en ce sens fut adressée à M. Delyannis.

Mais la Grèce, qui voulait un remaniement de ses frontières septentrionales, déploya une activité de plus en plus grande. La Turquie prit l'alarme, se plaignit de l'attitude agressive des Grecs, et arma à son tour.

Or l'Europe, l'Angleterre surtout, restait hostile, et cette hostilité donnait à réfléchir au cabinet hellène. Lord Salisbury vint à tomber du pouvoir. M. Gladstone lui succéda et M. Delyannis crut avoir trouvé en lui un allié, en quoi il se trompait étrangement ; l'Angleterre montra dans toute cette affaire une extrême rigueur à l'égard de la Grèce. En France, M. de Freycinet adjurait le cabinet hellène de céder aux désirs de l'Europe. Tout

conseil fut inutile ; aussi les grandes puissances, y compris la France, rédigèrent une déclaration collective qu'elles portèrent, le 24 janvier, à la connaissance de la Grèce : « Eu égard à l'absence de tout motif de guerre de la part de la Grèce contre la Turquie, ainsi qu'aux préjudices qu'une pareille guerre porterait aux intérêts pacifiques et notamment au commerce des autres nations, aucune attaque navale de la Grèce contre la Turquie ne saurait être permise. »

M. Delyannis communiqua aux représentants des puissances la réponse suivante : « Le Gouvernement royal ne croit pas devoir dissimuler qu'il considérerait tout obstacle apporté à la libre disposition de ses forces navales comme incompatible avec l'indépendance de l'État et les droits de la Couronne et en même temps comme préjudiciable aux intérêts politiques du pays. »

M. de Freycinet pressa M. Delyannis de céder, lui représentant l'exiguité de ses ressources et la puissance de ses adversaires.

Rien n'y fit : la Chambre hellène votait des subsides et autorisait le ministre de la guerre à appeler sous les drapeaux les deux premières classes de la réserve. D'ailleurs M. Delyannis espérait bien que l'entente internationale ne durerait pas, car il avait vent de certaines mésintelligences entre l'Angleterre et la Russie.

L'escadre grecque avait quitté Salamine, se dirigeant vers une destination inconnue : le bruit courut qu'elle se rendait en Crète, ce foyer permanent d'insurrection,

ce qui acheva d'exaspérer l'Europe ; l'Allemagne trouvait qu'on témoignait à la Grèce une amitié excessive ; à son tour, la Turquie réclamait une compensation. Enfin l'Europe cherchait un moyen efficace de faire céder le Gouvernement hellène. Sur l'avis de l'Angleterre, les grandes puissances, pratiquant une sorte de *médiation préventive*, recoururent à l'ultimatum. La France s'était abstenue, car si M. de Freycinet s'était associé à toutes les démarches pacifiques, il refusait de collaborer aux mesures de coercition. Notre ministre, M. de Mouy, tenta encore d'arracher à M. Delyannis les concessions demandées ; il écrivait le 23 avril : « Rendez-vous à l'évidence ; écoutez la voix d'une puissance amie. Suivez des conseils qui n'ont rien de blessant pour votre amour-propre. Prenez une initiative dont vous êtes les maîtres et dont vous aurez tout le mérite. » Enfin M. Delyannis céda, mais il était trop tard. Le 26 avril, le jour même de la remise de l'ultimatum, le cabinet grec fit savoir qu'il adhérerait aux conseils du gouvernement français ; il y eut aussitôt un échange de félicitations et de congratulations entre Athènes et Paris et la situation nouvelle fut expliquée aux ministres résidants à Athènes ; mais ceux-ci persistèrent dans leur intention de remettre au cabinet hellène l'ultimatum qui invitait le gouvernement royal à mettre les forces helléniques sur le pied de paix dans le plus bref délai et à donner l'assurance dans le courant de la semaine que des ordres conformes avaient été promulgués.

Devant la menace, le cabinet grec retira les concessions qu'il venait de faire; il réitéra l'assurance qu'il ne prendrait pas l'offensive vis-à-vis de la Turquie, mais déclara qu'il se tiendrait prêt à parer à toute attaque éventuelle.

Les cinq grandes puissances rappelèrent alors leurs ministres d'Athènes, et M. de Freycinet, pour atténuer l'impression fâcheuse que cette divergence d'opinion avec l'Europe pouvait entraîner, pour ne pas faire de notre représentant un conseiller occulte du cabinet grec, manda M. de Mouy à Paris sous quelque prétexte.

Les mesures coercitives avaient été décidées à l'avance ; le blocus des côtes qui s'étendent du cap Malée jusqu'au cap Colonne, et de là jusqu'à la frontière septentrionale de la Grèce, y compris l'île d'Eubée et l'entrée du golfe de Corinthe, fut notifié le 8 mai au Gouvernement hellénique ; il s'appliquait à tout navire sous pavillon grec, sous peine de détention. Des forces considérables étaient employées à cette opération ; l'escadre anglaise à elle seule comprenait 19 vaisseaux !

Que pouvait faire la Grèce, sinon céder ? M. Delyannis donna sa démission le 12 mai ; M. Valvis lui succéda, lui-même remplacé le 21 par M. Tricoupis qui informa aussitôt les puissances qu'il procédait au désarmement. Les puissances mirent une mauvaise grâce évidente à se déclarer satisfaites.

Le 7 juin seulement, prenant acte des assurances pacifiques du cabinet d'Athènes et *sur la prière de la*

Porte elle-même, les puissances notifièrent au gouvernement royal que les commandants des escadres alliées avaient reçu ordre de lever le blocus.

On trouve facilement la raison de cette mauvaise volonté. La marine grecque est une rivale terrible pour la marine marchande anglaise et autrichienne ; aussi Anglais et Autrichiens avaient-ils intérêt à faire durer aussi longtemps que possible un état de choses qui ruinait leurs concurrents commerciaux. C'est le motif qui poussa les puissances à vouloir « quand même » recourir au blocus.

Dans l'espèce, le blocus pacifique justifia pleinement son nom, puisque le but des puissances était d'amener la Grèce à interrompre ses armements et à abandonner son attitude belliqueuse. La puissance bloquée eut seule à supporter le poids des mesures coercitives, puisque les navires des États étrangers avaient la faculté d'entrer et de sortir des ports de la Grèce. Mais nous savons qu'il ne faut pas trop savoir gré à l'Europe de ce respect des autres puissances, car ces représailles, si légitimes, lorsqu'elles avaient uniquement pour but de fermer en Orient l'ère des complications, devinrent iniques, lorsqu'elles n'eurent plus d'autre cause que la satisfaction de mesquins intérêts privés.

C. — Le blocus de la Crète (1897).

§ 1. — L'île Candiote.

Il est assez difficile d'assigner un commencement aux insurrections crétoises ; quand on remonte dans le cours des années, on rencontre toute une série indistincte de faits insurrectionnels ; il semble que l'état de guerre civile soit l'état social le plus normal en Crète, puisque les massacres et les incendies reviennent périodiquement comme un tribut lourd, mais inévitable, payé au Sultan depuis qu'au XVIII^e siècle, les Osmanlis crurent dompter l'île par la terreur.

C'est depuis le siège de Candie, qui débute avec 150,000 victimes, l'interminable liste des insurrections, dont les plus terribles, celles de 1824, 1866, 1869, 1878, 1885, laissent l'île décimée, épuisée, et cependant toujours insoumise à la domination turque.

A quoi peut-on attribuer cet état de révoltes permanentes ? A bien des facteurs, la mauvaise administration, le fanatisme, le brigandage, les différences de religion, les haines des races. L'île de race grecque et toutes les agitations qui émeuvent la Grèce, y trouvent un écho.

On estime à 300,000 habitants la population actuelle, dont un dixième de population urbaine. Les deux tiers sont catholiques grecs ; le reste est musulman. Toutes les complications possibles sont toujours à craindre dans un pays où tout laboureur se double d'un partisan

et se croirait déshonoré de sortir sans son fusil. A l'état latent, les deux parties rivales de la population vivent côte à côte et procèdent simultanément à la cueillette des olives, à la vendange des vignes, à la récolte du blé.

Mais que, pour une raison quelconque, les crimes se multiplient, que les incendies s'allument avec une fréquence que la sécheresse du climat ne suffit plus à expliquer, alors l'île se partage en deux camps : les musulmans, soutenus par l'administration, se réfugient derrière les murs crénelés des villes ; les chrétiens gagnent quelque site inaccessible de l'intérieur ; la lutte est ouverte et malheur à ceux qui se sont attardés dans le camp ennemi.

§ 2. — L'administration ottomane.

Que fit l'administration ottomane pour parer à ces difficultés ? En 1856 un hatti-houmayoun célèbre assurait l'égalité religieuse, civile et militaire ; comme il était fait mention de ce firman dans le traité de Paris, ce qui revenait à lui donner une sanction internationale, une ère meilleure s'ouvrit pour les Candiotes qui se convertirent en grand nombre au christianisme.

Cette liberté fut courte ; les réformes restèrent à l'état de projet jusqu'en 1866, date à laquelle les Crétois proclamèrent l'indépendance de la Crète, puis sa réunion à la Grèce.

La Grèce prit fait et cause pour l'île sœur. Les rapports tendus entre Athènes et Constantinople nécessitèrent

une conférence internationale dont M. de Bismark eut l'initiative, qui se réunit à Paris le 9 janvier 1869 ; elle obtint que la Grèce prît des mesures pour empêcher désormais la formation sur son territoire de toute bande recrutée en vue d'une agression contre la Turquie (1). D'ailleurs la Sublime Porte venait de consentir l'octroi d'une constitution ; le firman impérial du 15 ramazan 1284 avait institué deux fonctionnaires égaux, par conséquent rivaux : un *vali* ou gouverneur général et un commandant militaire ; l'île était divisée en arrondissements confiés à des fonctionnaires et adjoints choisis par moitié et réciproquement parmi les musulmans et parmi les chrétiens. Enfin les tribunaux, suprême concession aux idées avancées, étaient composés de membres élus (2).

Comme toujours, le Divan chercha à reprendre ce qu'il n'avait accordé qu'à contre-cœur, et abolit les réformes qu'il avait lui-même proposées. A l'époque de la guerre turco-russe, les Crétois avaient pris les armes, mais ils furent déçus dans leurs espérances, car le congrès de Berlin ne s'occupa pas d'eux ; ils se tournèrent vers l'Angleterre et furent mieux reçus ; grâce à cet appui, ils obtinrent le pacte connu sous le nom de *convention de Halépa*, 3-15 octobre 1878 : le gouverneur général devait être nommé pour cinq ans ; l'Assemblée

(1) *Revue générale de droit international public*, 1897.

(2) *Constitution de 1868* (15 ramazan 1284), *Arch. dipl.*, 1897, p. 155.

générale était composée de 49 chrétiens et de 31 musulmans. Le grec était reconnu comme langue officielle(1).

Conformément aux termes de cette constitution, au mois d'août 1895, le chrétien Carathéodory Pacha fut nommé gouverneur général en remplacement du musulman Turkhan Pacha.

Son entrée fut marquée par une recrudescence de crimes commis contre les chrétiens par les musulmans que les récents massacres d'Arménie avaient mis en goût. Ces actes, si communs en Crète, prenaient une importance particulière de ce fait qu'ils avaient été commis par des gendarmes, et cela aux portes mêmes de la capitale, sous les murs de la Canée.

Tout le mois d'août et tout le mois de septembre furent marqués par une série de meurtres, non pas seulement sur les chemins déserts, mais dans les villes, à Kissamo, à Sfakkia, à la Canée ; les chrétiens ne se faisant pas faute d'user de violence, chaque jour amenait de nouvelles catastrophes. Les consuls s'étaient entretenus de la situation avec Carathéodory, qui sentait bien que ces assassinats étaient l'effet d'un mot d'ordre du comité musulman : celui-ci avait pris à cœur d'obtenir son rappel ; peut-être même fallait-il remonter jusqu'au palais d'Yildiz-Kiosk pour trouver la cause de l'espèce d'abandon où était laissé le gouverneur chrétien ; sans force, sans prestige, sans argent, sans autorité

(1) *Revue générale de droit international public*, 1897.

même sur ses fonctionnaires qu'il ne pouvait atteindre qu'en passant par le Palais, Carathéodory assistait, impuissant, aux scènes de désordre qu'on ne manquait pas de lui reprocher.

Fort heureusement, une canonnière russe revenant du Pirée alla mouiller à la Canée, et le consul de Russie obtint du commandant que des patrouilles de marins fussent faites pour rassurer la population. Lorsque la nouvelle que la Canée avait demandé protection aux Moscovites parvint à Stamboul, du coup le Divan sentit qu'il devait procéder à certaines réformes, et enlever toute cause à cette ingérence gênante : il décida l'envoi de fonds au gouverneur, la mise à la retraite du chef de la gendarmerie ; de plus il raffermirait l'autorité du *Vali* sur les Beys.

Loin de calmer l'effervescence, ces décisions rendirent les chrétiens plus exigeants ; ayant obtenu un peu, ils demandèrent beaucoup. Les partisans de l'autonomie de l'île reprirent leurs anciennes revendications ; les patriotes hellènes réclamèrent l'annexion à la Grèce.

Le 21 novembre 1895, les rapports consulaires apprenaient à l'Europe qu'une véritable bataille s'était livrée dans l'île entre les insurgés chrétiens et les soldats ottomans et que les troupes du Padischah ne paraissaient pas avoir eu l'avantage. Était-ce le signal d'une conflagration générale ? Allait-on revoir les mauvais jours d'antan ? En Grèce, on semblait le croire. Le roi Georges avait dit à M. Bourée, dans un entretien

qu'il avait avec notre ministre : « Eh bien ! les choses vont vite et mal en Orient. A quoi tout cela va-t-il aboutir ? Dieu le sait. Quoi qu'il en soit, nous ferons tout ce qui dépend de nous pour empêcher l'incendie de se propager hors de son foyer. Mais c'est à vous, c'est-à-dire aux grandes puissances, de l'y étouffer, et rendez-vous bien compte qu'il n'y a pas un instant à perdre (1). »

Quelques jours plus tard, le gouvernement hellénique réclamait l'intervention de l'Angleterre et de la Russie pour empêcher l'envoi de bataillons de renfort en Crète, propres, disait-il, à envenimer les choses.

Or le moment n'était pas encore mûr pour obtenir cette intervention : la Russie était engagée en Extrême-Orient et l'Angleterre venait de subir un échec en Arménie.

D'ailleurs le prétexte n'était pas fondé. Les troupes impériales étaient envoyées à la requête du *Vali* lui-même ; elles formaient un ensemble à peine suffisant pour contenir les forces de l'insurrection toujours grandissante. Le commencement de l'année 1896 avait vu la formation d'un parti insurrectionnel, l'*Épitropie*, divisé en 3 groupes, commandés par des chefs reconnus et obéis. A coup sûr, c'était là, bien plus que les quelques bataillons de rédifs venus de Constantinople, le réel péril de la situation, car s'il y avait parmi ses

(1) *Livre jaune*, 1896-97.

membres des patriotes fervents et désintéressés, prêts à verser leur sang pour la bonne cause, il y avait là aussi un ramas de gens prêts à toutes les besognes. Contre une force aussi considérable, le *Vali* n'avait en définitive aucun pouvoir. La dualité de commandement qu'avait instituée la constitution de 1868 lui retirait le moyen de punir directement les mutins, et la mésintelligence qui existait en fait entre le chef de l'administration et le chef de l'armée rendait possible tous les abus.

Carathéodory se trouvait acculé à une sorte d'impasse qui ne laissait passage qu'à une solution ; sa détresse financière était telle qu'il n'avait plus un homme et que les gendarmes albanais, à qui on devait 16 mois de solde, refusaient le service. Le 8 mars 1896, Carathéodory donnait enfin ce qu'on avait semblé avoir à cœur de provoquer : sa démission.

§ 3. — L'insurrection.

Le Sultan nommait à sa place un musulman Turkhan Pacha, et comme don de joyeux avènement, S. M. I. accordait, peu de jours après, une amnistie pour tous les crimes de droit commun : une bande de criminels relâchée et la population chrétienne exaspérée, tel était le bilan de cette double mesure. De nouveaux engagements devaient fatalement se produire. Les chefs de l'Epitropie venaient de rédiger tout un programme de revendications, dont l'application immédiate pou-

vait seule les amener à suspendre leurs opérations ; ce n'était pas une vaine bravade, car le 18 mai, les insurgés, grossis de tous les côtés, bien approvisionnés de fusils Gras ou Martini et de cartouches, attaquèrent Vamos et bloquèrent la garnison forte de 1.600 hommes.

La scission s'était faite entre les deux éléments de l'île, les chrétiens avaient gagné la montagne et les mahométans s'étaient réfugiés dans les villes ; les deux clans ennemis avaient pris leur disposition de combat.

La Porte recourut au suprême moyen : elle remplaça son *Vali* ; mais la nomination d'Abdullah Pacha à ce poste difficile n'était pas une panacée suffisante. Le 24 mai, on se battit dans les rues de la Canée, et les *cawas* des consuls de Russie et de Grèce furent tués par les musulmans. La ville de Réthymo fut également le théâtre de scènes sanglantes.

Cette fois, les grandes puissances, menacées dans la personne de leurs consuls, sortirent de leur passivité. De tous les arsenaux d'Europe, des vaisseaux sortirent et se dirigèrent à toute vapeur vers la Crète, afin d'accorder aux consuls une aide efficace. Notre ministre de la marine, amiral Besnard, avait envoyé le *Cosmao* ; avant lui, M. de la Boulinière, notre chargé d'affaires à Constantinople, avait invité le *Neptune*, mouillé devant Beyrouth, à se rendre dans les eaux crétoises. L'Italie et la Russie avaient envoyé chacune un croiseur, l'Angleterre un cuirassé (1). Ce n'était pas encore des re-

(1) *Livre jaune*, 1896-97.

présailles, mais de simples démonstrations navales.

L'arrivée des bâtiments internationaux eut un effet calmant sur la population des côtes ; mais à l'intérieur les insurgés purent se mettre à l'abri derrière leurs retraites inaccessibles.

§ 4. — Le Concert européen.

C'est à la date de la fin de mai 1896 que se place la première tentative faite en vue de résoudre les difficultés pendantes par l'accord des puissances. M. Hanotaux préoccupé à juste titre de maintenir dans son harmonie l'entente franco-russe avait chargé M. de Montébello de demander au prince Lobanoff son avis sur l'attitude à tenir vis-à-vis des puissances. M. Cambon rendait compte, dans une remarquable dépêche adressée le 7 juin au quai d'Orsay, de l'imminence du danger, et prédisait la nécessité du concert européen : Abdul Hamid ferait des promesses auxquelles les Crétois ne croiraient pas, et les grandes puissances, sous la pression de l'opinion publique, dominée par la hantise des massacres et la crainte de l'effondrement des valeurs ottomanes, seraient forcées d'agir et de limiter l'incendie qu'elles n'avaient pu prévenir.

Cette prophétie se réalisa ; mais un petit État n'avait pu attendre ce moment. Grecque par sa position géographique, par la majeure partie de sa population qui parle encore le dialecte dorien, la Crète avait jeté un cri d'alarme à Athènes, et la Grèce tout entière s'appêtait

à donner à l'*île sœur* l'aide qu'elle demandait. Voilà le grand péril qui pouvait achever le démembrement du vieil empire turc, l'espoir tourné vers Athènes, le rêve du retour à la patrie hellène. Si en 1895, les Crétois n'avaient pas réclamé leur annexion à la Grèce et s'ils avaient déclaré se contenter de réformes, « afin que le pays pût prospérer sous la domination ottomane, jusqu'à ce qu'il plût à la Providence d'exaucer les vœux séculaires des Crétois », à la fin de 1896, ce programme n'était plus pour eux qu'un minimum. De tous côtés, ils recevaient des encouragements. Officiellement, le gouvernement grec montrait encore une réserve louable et cependant, la Turquie réclamait de sa part une plus stricte neutralité. Or en se servant du terme de *neutralité*, la Turquie était bien mal inspirée ; on se rappelle qu'à l'issue de la conférence de Paris de 1869, la Grèce avait adhéré à la note qui l'enjoignait de s'abstenir de favoriser la formation sur son territoire de toute bande recrutée en vue d'une agression contre la Turquie ; c'est à cette note que la Turquie prétendait faire allusion ; mais par cela seul qu'elle se servait du terme de neutralité, elle semblait accorder aux Crétois le privilège de belligérants. D'ailleurs le cabinet d'Athènes prit des mesures pour empêcher l'envoi de subsides dans l'île de Crète et mettre ainsi sa responsabilité à l'abri (1). De ce côté-là encore, un calme relatif subsistait. Ce

(1) Streit, *La question crétoise*. Rev. gén. de dr. intern. publ., p. 460 et s.

calme allait s'envoler bientôt, s'évaporer à l'annonce des nouvelles alarmistes, colportées à grand renfort de rubriques tapageuses par des journaux tendancieux.

A la vérité, tout n'allait pas bien en Crète. Les insurgés continuaient de bloquer la garnison de Vamos et tout faisait craindre que la reddition de la place ne fût le signal d'un massacre général. Sous l'empire de cette crainte, le corps consulaire avait projeté une démarche auprès des insurgés, pour les engager à laisser sortir la garnison saine et sauve ; ce désir, notifié à Tewfik Pacha, ministre des affaires étrangères, avait fait l'objet d'une série de dépêches entre tous les cabinets de l'Europe, lorsque la délivrance de la garnison par des bataillons de rédifs venus de l'extérieur vint mettre à néant tous ces beaux projets.

A leur tour, les musulmans usèrent de représailles : ils brûlèrent de nombreux villages et commirent dans l'intérieur de l'île toute une série de crimes, tandis que sur la côte une flotte formidable et impuissante, mouillée à la Sude, attendait un ordre de débarquement.

Si la marine sommeillait encore, en revanche, la diplomatie ne restait pas inactive. Les ambassadeurs accrédités à Constantinople avaient adressé au Palais une communication identique, conseillant les mesures suivantes :

1. Nomination d'un gouverneur général chrétien.
2. Remise en vigueur du règlement de 1878 en exécution de l'*acte de Halépa*.

3. Convocation de l'Assemblée crétoise.

4. Amnistie générale.

On voit donc que l'Europe avait repris sa tutelle sur l'Empire ottoman ; le marquis de Salisbury disait, le 25 août 1896, que les grandes puissances avaient, non pas contracté une obligation, mais usé d'un droit qui fait aujourd'hui partie du droit coutumier de l'Europe, fondé, tant sur les précédents historiques que sur les traités qui ont réglé l'admission de la Turquie dans la famille chrétienne (1).

La Porte voulut donner un gage de sa bonne volonté en nommant un chrétien, Berovith Pacha, au poste de *Vali* ; aussi reçut-elle du baron de Calice, ambassadeur d'Autriche parlant au nom de tous ses collègues, des félicitations pour ces dispositions conciliantes qu'à dire vrai, sa voisine, la Grèce, ne semblait pas imiter. Grâce à une infiltration continue de vivres, de munitions, d'hommes, œuvre des comités d'Athènes, les insurgés s'étaient fortifiés en nombre et en valeur, gagnant à leur cause jusqu'à la province de Candie qui, jusqu'alors, avait résisté à la contagion ; des navires chargeaient au Pirée des expéditions d'armes ouvertement ; des embarquements de volontaires se faisaient sous l'œil indifférent des autorités : des étudiants, des journalistes, des officiers, souvent de grande famille, parfois apparentés aux dignitaires de la Cour, allaient porter au

(1) *Rev. gén. de dr. intern. publ.*, 1897.

parti insurrectionnel l'appui de leur personne et de leur prestige. Les divers diplomates accrédités à Athènes avaient déjà averti M. Skouzès, ministre des affaires étrangères, de la responsabilité qu'encourait le gouvernement royal pour avoir toléré des envois propres à entretenir dans l'île des sentiments de révolte, et de la nécessité de prendre des mesures destinées à empêcher leur renouvellement. Mais que pouvait faire le malheureux roi Georges devant la poussée énorme de l'opinion ; pour les souverains comme pour les simples particuliers, il y a des cas de légitime défense qui autorisent les personnes à sacrifier même un devoir dans l'intérêt de leur conservation.

§ 5. — Les propositions du comte Goluchowski.

Le 2 juillet, le comte Goluchowski, que nous allons voir, dans toute cette affaire, prendre l'initiative d'une série de propositions, avec un zèle capable de faire mentir le proverbe qui représente l'Autriche toujours en retard d'une idée, d'une armée et d'une année, le comte Goluchowski adressa aux 5 autres grandes puissances une note identique, en vue de régler d'accord l'action de l'Europe en Crète et à Athènes dans l'intérêt de la paix et du *statu quo*.

M. Hanotaux lui répondit que les instructions données à nos agents diplomatiques et consulaires se trouvaient répondre par avance aux conclusions de la note de l'hôte du Ballplatz.

Or le comte Goluchowski ne se tint pas pour battu. Le 25 juillet, nouvelle note adressée aux cabinets européens ; l'Autriche propose que les puissances, devant l'impuissance du gouvernement turc, s'entendent pour exercer une surveillance sur les côtes de Crète et envisagent l'éventualité d'un blocus pacifique (1), à effectuer conjointement avec la Sublime Porte. La proposition avait à la fois le mérite de la netteté et aussi de l'originalité, puisque à l'encontre de tous les blocus pratiqués jusqu'à ce jour, elle prévoyait sinon la participation, du moins l'acquiescement de la puissance souveraine.

Le blocus ainsi conçu était dirigé à la fois contre les insurgés, dont on coupait les communications avec Athènes, et contre la Turquie, sur les droits de laquelle l'Europe empiétait sous couleur de lui venir en aide, sans que le Divan l'en priât.

Le prince Lobanoff convainquit sans peine le tzar à se rallier en principe aux propositions autrichiennes ; cependant le chancelier russe, amené à déterminer la nature de ce blocus, fit savoir qu'il considérait que, puisqu'il ne devait pas être dirigé contre le souverain, c'était à ce souverain d'en prendre l'initiative et d'inviter ensuite s'il le jugeait nécessaire les puissances à y coopérer.

M. Hanotaux, tout en faisant bon accueil aux propo-

(1) Le blocus devait être non seulement pacifique, mais humanitaire, *not merely pacific but one of humanity*, Livre bleu, n° 403.

sitions qui émanaient de St-Pétersbourg, et à part quelques objections d'ordre pratique, trouvait humiliant de réduire le rôle des puissances en celui d'auxiliaires de la Porte, et eût préféré revendiquer le rôle d'arbitre.

Ni le gouvernement allemand, ni le gouvernement italien ne mettaient d'empêchement d'aucune sorte ; M. de Marschall au contraire opinait pour un blocus immédiat.

Il n'en était pas de même à Londres où l'opinion avait été vivement impressionnée par les atrocités commises par les musulmans, tant en Crète qu'en Arménie. Lord Salisbury prétendit que toute surveillance établie autour de l'île laisserait le champ libre aux complications de l'intérieur, et refusa de s'associer à une mesure qui eût fait de lui l'allié du Sublime Portier (1).

En l'absence de la coopération de la flotte britannique, la proposition autrichienne tombait à plat, car aucune puissance ne se souciait de rompre le concert. M. Hanotaux tenta de la relever à son profit, en substituant au blocus qui rencontrait à Londres une telle animosité, une simple surveillance pour rendre impossible l'envoi des armes d'Athènes, et obtenir du sultan une amélioration sensible du régime de l'île.

Le comte Goluchowski, nullement découragé, reprit sa proposition avec cette variante que la Turquie déclarerait fermés les ports crétois sauf deux, et en retour

(1) *Livre jaune*, 1896-1897.

de la coopération des forces internationales instituait à la Canée une commission consulaire de réformes, avec ou sans le consentement de la Porte. Cette fois, la proposition du chancelier autrichien n'eut même plus l'approbation de la France et de la Russie : le prince Lobanoff ne voulait point entendre parler d'établir un blocus sans le consentement de la Turquie, et M. Hanotaux ne voyait pas l'utilité d'une commission consulaire.

Lord Salisbury avait peu d'enthousiasme pour cette fonction de gendarme dévolue à l'Europe pour le compte du Sultan.

§ 6. — Les promesses du Sultan.

En vérité, Abdul Hamid avait montré une trop grande insouciance du sang versé pour avoir droit à la sympathie de l'Europe.

Les réformes toujours promises et toujours différées, la temporisation qui semble le fin du fin à la diplomatie ottomane n'avait fait que pousser les choses à un point désastreux. Pour pacifier le pays, il fallait avant tout enlever aux masses chrétiennes et musulmanes de leur cohésion, les fondre au lieu de les grouper, les pousser à reprendre leurs habitations et à cultiver leurs champs. Le mois d'août passait et la cueillette des olives ne se faisait pas : c'était la perte de la récolte, 70 millions sacrifiés, la misère pour l'île.

Mais pour permettre aux habitants de retourner dans leurs villages, il fallait les mettre à même de relever

leurs cabanes consumées par le feu ; il fallait envoyer le bois que l'île ne produit pas ; avant tout, il fallait envoyer des secours, de l'argent. Au lieu de cela, l'hôte de Yildiz-Kiosk envoyait un commissaire, Zihni Pacha, fonctionnaire doublé d'un espion, dont la mission malencontreuse mit le comble au mécontentement de tous. Aussi la Porte, acculée à une sorte d'impasse, fut amenée, le 20 août 1896, à demander au baron de Calice *les bons offices* des ambassades pour régler la question crétoise. Les ambassadeurs furent désormais officiellement autorisés à se charger de cette *médiation collective* ; ils se mirent aussitôt à l'œuvre, et, à l'aide des rapports consulaires et des programmes de réformes des députés crétois, ils se mirent d'accord pour présenter à la Porte certains desiderata. La Porte dut s'incliner et, le 25 août, Tewfik Pacha contresignait le plan de réformes suivant, que MM. de Calice, de Nelidow, Sourma, Pansa, Herbert, La Boulinière présentaient à l'agrément de S.M.I. :

1° Le gouverneur général de Crète sera chrétien et nommé pour cinq ans par le Sultan avec l'assentiment des puissances.

2° Le gouverneur pourra, en cas de troubles dans l'île, disposer des troupes impériales.

3° Les fonctions publiques seront attribuées pour les $\frac{2}{3}$ aux chrétiens, et pour $\frac{1}{3}$ aux musulmans.

4° Une commission comprenant des officiers européens procédera à la réorganisation de la gendarmerie.

5° Il y a lieu d'accueillir favorablement la demande

d'établissement d'une surtaxe douanière destinée aux indemnités pour les dommages causés par les derniers événements (1).

Tout d'abord le Divan sembla s'incliner devant les grandes puissances : Berovith Pacha fut nommé *Vali* pour 5 années, et afin de lui donner le pas sur le commandant militaire, la Porte promit de l'élever au rang de Vizir.

Pour la gendarmerie, une commission mixte était constituée à Constantinople (2).

Aussi les députés chrétiens rédigèrent-ils une proclamation, annonçant qu'ayant obtenu des concessions, une ère de paix allait s'ouvrir. « Cessons désormais de nous ruiner et de nous entr'égorguer. Aidons-nous mutuellement à guérir des plaies mutuelles. »

Hélas, d'aussi beaux sentiments ne furent pas entendus des musulmans. Les beys, sans doute pour complaire à leur Padischah, en l'imitant, montrèrent le plus mauvais vouloir. Abdul-Hamid semblait se plaisir à retirer d'une main ce qu'il donnait de l'autre ; il avait nommé *Mouchavir*, Ismaïl Bey, personnage considérable, supérieur en grade au *Vali* qui attendait toujours sa nomination de Vizir ; ce dernier avait bien compris

(1) Surtaxe douanière de 30/0 pendant 10 ans, évaluée à 10.000 livres par an et surtaxe sur le sel, le timbre et le tabac.

(2) Commission de réorganisation de la gendarmerie : Ghérif Sad In pacha, président ; colonel Osman Nizam bey secrétaire ; lieutenant-colonel de Vialar, colonel Pechkof, colonel H. Chermside, major de Gieslingen, capitaine Ruggieri.

que le manque de ressources était la principale entrave de son administration ; il s'était adressé à la Dette publique ottomane pour l'avance de l'emprunt, mais il n'avait pu réussir à s'entendre. M. Hanotaux vint à son secours en l'informant, le 28 octobre, que la banque de Paris et des Pays-Bas était prête à traiter pour l'émission d'un emprunt de 100,000 livres au taux de 5 1/2 0/0, payables après la signature du contrat ; le 26 janvier 1897, le *Vali* signa le contrat avec le délégué de la banque et demanda l'homologation impériale. Au Palais, on montrait la plus mauvaise humeur envers le gouverneur général ; le Divan avait envoyé en Crète un nouveau commissaire, Seadeddin Pacha, pour mettre fin à la mésintelligence du commandant militaire et du *Vali* et prêter son concours à ce dernier en cas de résistance des musulmans. Or, loin de se tenir aux termes de sa mission, il s'occupa à recueillir toutes les plaintes qu'il put trouver contre Berovith Pacha et dressa contre lui un véritable réquisitoire. La commission de réorganisation de la gendarmerie étant partie pour la Crète, il chercha à organiser pour son arrivée une grande manifestation. Enfin le commissaire impérial s'immisça dans l'application de toutes les réformes, affaiblit le prestige du *Vali*, raviva les haines, bref se conduisit de telle sorte, que les grandes puissances durent demander son rappel à la Porte et qu'il laissa la Crète plus agitée qu'il ne l'avait trouvée. Les musulmans s'obstinaient à rester dans les villes ; on comptait à Candie

30,000 émigrés, ainsi réunis ils pillaient les maisons chrétiennes, incendiaient les villages, profanaient les cimetières orthodoxes, violaient les tombes. Des placards affichés dans les villes proclamaient la guerre sainte et encourageaient les musulmans au meurtre ; aussi devant l'imminence d'un massacre, les consuls s'étaient entendus avec les commodores pour établir des signaux entre l'escadre et l'île et obtenir des secours en cas de besoin. De leur côté, les chrétiens pillaient les champs, ravageaient les campagnes, étrange façon de revendiquer le droit de se gouverner soi-même.

La justice ne fonctionnait plus ; les tribunaux attendaient la commission judiciaire formée à Constantinople (1), qui devait arriver avec un nouveau plan de réformes.

La commission de réorganisation de la gendarmerie hâta ses travaux ; le 17 janvier 1897, elle soumit à l'approbation de la Porte un nouveau règlement que le Divan se résigna de mauvaise grâce à accepter : en effet, la commission avait reconnu à l'unanimité la nécessité de recourir à des éléments étrangers, Albanais ou Monténégrins, pour fournir les troupes chrétiennes exigées ; il eût été impossible de trouver dans un pays où seuls les musulmans sont astreints au service militaire, des chrétiens réunissant les conditions propres à faire un

(1) Commission de réorganisation de la justice : Nazim bey, procureur général au Conseil d'Etat ; Scaltzounis ; Gazay, consul général à Constantinople ; l'agent consulaire anglais.

bon gendarme. La Porte ajouta cette restriction, que les gendarmes ne seraient pas hellènes. Au chef de la gendarmerie devait être adjoint un officier supérieur européen, nommé en dehors des grandes puissances, avec 15.000 francs de solde annuelle. On se mit dès lors en campagne pour trouver quelque part en Belgique, en Hollande ou en Suisse, un individu qui réunit les qualités nécessaires à ce poste.

En attendant que l'Europe se fût mise d'accord sur le choix d'un officier, le major Bor, anglais, qui se trouvait sur les lieux, fut chargé d'urgence de procéder à l'organisation provisoire de la gendarmerie. La besogne pressait. Les premiers jours de l'année 1897 avaient été marqués par une recrudescence de criminalité ; comme toujours, l'émeute avait suivi un *crescendo* progressif. D'abord des meurtres isolés, l'état de paix en somme ; puis les meurtres se multiplient ; l'incendie gagne : on se groupe, on désigne pour les commandements les *vieux* de jadis ; on arme son fusil et on gagne la montagne, on sort de leur suaire les drapeaux poudreux des insurrections anciennes ; c'est la guerre civile, traître et implacable.

Une dernière tentative de conciliation tentée par les consuls avait avorté. Le consul général de Grèce télégraphiait à son gouvernement : « les chrétiens de la ville seront tous massacrés » ; et il se plaignait que les commandants s'opposassent à opérer un débarquement.

M. Blanc, notre consul général en Crète, dont les

rapports, remarquables de netteté et de vérité, tenaient les bureaux du quai d'Orsay au courant de la situation, avait dû évacuer la ville de Halépa devenue la proie des flammes et transporter les Français à bord d'un vaisseau de guerre.

Le 5 février, on se fusillait dans les rues de la Canée ; les quartiers de la capitale furent livrés aux flammes et toute une foule terrifiée par la fusillade ne reprit son calme qu'une fois derrière le bastingage des cuirassés européens.

L'incendie dura deux jours ; aux premières lueurs, sur les signaux convenus (1) les commandants avaient débarqué des troupes pour empêcher le pillage et combattre l'incendie. Lorsque l'ordre fut rétabli, la circulation des rues assurée par des patrouilles de marins russes, anglais, italiens ou français, l'incendie éteint, la Canée n'était plus qu'un amas de ruines.

§ 7. — Notes et propositions.

Ces derniers faits étaient d'une envergure telle qu'il fallait y voir autre chose qu'une simple rixe entre chrétiens et musulmans. D'après M. Blanc, le mouvement avait une double cause : 1° un accord secret entre la Porte et les musulmans pour empêcher l'application des réformes ; 2° les encouragements incessants don-

(1) *D'après la version grecque*, les consuls refusèrent de laisser descendre des marins à terre pendant le massacre ; ils débarquèrent seulement deux jours plus tard.

nés aux chrétiens par les comités de Grèce ; ceux-ci n'attendaient qu'une occasion pour soulever l'opinion publique et faire cause commune avec le comité central crétois, maître de Halépa, qui avait arboré le drapeau grec et proclamé l'annexion.

Le cabinet d'Athènes dut faire quelques concessions aux patriotes ; il donna l'ordre aux deux cuirassés hellènes *Hydra* et *Mykali*, au croiseur *Miaoulis* et à deux navires de commerce chargés de munitions de se rendre à la Canée. Le roi Georges, qui, dans toute cette affaire, suivait son peuple bien plus qu'il ne le conduisait, armait une flottille de 6 torpilleurs chargés d'empêcher le débarquement de nouvelles troupes turques, et en remettait le commandement à l'un de ses fils, le prince Georges, avec une solennité propre à augmenter le prestige de son départ. Ce n'était pas là un acte d'initiative pris spontanément par le jeune prince ; c'était une mission confiée par le roi à un de ses sujets ; peut-être avait-il escompté l'amitié que pouvait porter le tsar Nicolas II à celui qui lui sauva la vie au Japon en 1891, en détournant les sabres d'un fanatique. En quoi il se trompait ; la Russie prétendait en avoir fait assez pour le royaume de Grèce et le comte Mouravieff, le nouveau ministre des affaires étrangères ne songeait qu'à maintenir le concert des puissances. Or, l'Allemagne se montrait particulièrement agressive contre l'Etat hellénique ; l'empereur Guillaume II se souciait peu de plaire ou de déplaire au beau-père de sa sœur ; il redoutait que l'annexion

de la Crète à la Grèce ne fût le prélude d'une guerre européenne, et pour prévenir le danger voulait imposer à la Grèce le rappel immédiat de ses bâtiments; le prince de Hohenlohe fit savoir qu'il regarderait comme des actes d'agression, même les facilités et les encouragements donnés à l'insurrection.

La France et l'Autriche traduisirent avec plus de douceur la même pensée; M. Hanotaux voulait ménager l'amour-propre des Grecs, et le ministre de la vieille dynastie des Habsbourg tremblait à l'idée d'une révolution qui eût créé une nouvelle république en Europe.

En somme l'Angleterre se trouvait encore la puissance la plus favorable à l'insurrection et cependant M. Sanderson avait fait savoir au chargé d'affaires de Grèce, M. Métaxas, qu'il serait plus sage de surseoir au départ des navires de guerre.

Ce que l'Europe prétendait interdire à la Grèce, elle venait elle-même de le faire; l'amiral Pothier s'était embarqué à Marseille, l'amiral Canevero était parti de Naples, l'amiral Andrieff avait traversé les détroits, tous à destination de la Crète; des croiseurs de toutes les puissances allaient renforcer ou remplacer les bâtiments qui se trouvaient déjà dans la baie de la Sude (1)

(1) Etat des forces navales en Crète. France, croiseur cuirassé *Amiral-Charner*, croiseurs *Suchet*, *Forbin*, contre-torpilleur *Wattignies*. — Angleterre, *Regenge*, *Barfleur*, *Trafalgar*, cuirassés-torpill. *Nymphe*, *Scout*, *Fearless*. — Autriche, cuirassé *Maria-Theresa*, croiseur *Elisabeth*. — Allemagne, croiseur *Gefion*. — Russie, cuir. *Nicolas I^{er}*, *Grozyatchi*, croiseurs *Navarin*, *Alexandre II*. — Italie, cuir. *Ruggiero di Lau-*

et l'on pût redouter un conflit avec la flotte grecque à qui on attribuait l'intention de bombarder la Canée : on put craindre une sorte de *Navarin à rebours* : il n'en fut rien, mais l'alarme avait été vive. Les derniers vestiges d'ordre et d'administration avaient disparu de Crète et le *Vali* lui-même avait dû s'embarquer sur le vaisseau amiral russe. Dès lors l'île fut dans un état d'anarchie complète. Les amiraux tinrent conseil et décidèrent un débarquement : 100 marins français, 100 marins russes, autant d'anglais et d'italiens et 50 autrichiens reçurent l'ordre de se rendre à la Canée avec leurs hamacs et leurs équipements, et d'aller loger dans les écoles désertes ou dans les tribunaux abandonnés. Les drapeaux internationaux furent hissés à côté du drapeau turc ; c'était une garantie, que l'action des insurgés, si elle portait de ce côté, se heurterait non seulement aux troupes turques, mais aux forces internationales. L'Europe se trouvait donc amenée à prendre parti pour la Turquie, à la grande satisfaction de l'Allemagne. L'empereur Guillaume avait dit à notre ambassadeur, le marquis de Noailles : « Il est impossible que l'Europe laisse la Grèce allumer l'incendie en Macédoine, peut-être en Arménie et à Constantinople et provoquer une guerre européenne.

« L'Allemagne veut avec l'Europe le *statu quo* territorial de l'empire ottoman. Le seul remède qui puisse être

ria, croiseur *Stromboli*. — Stationnés à la Canée, La Sude, Rethymo et Sitia.

encore efficace, c'est que les puissances qui ont des navires sur les eaux crétoises les envoient sans délai bloquer le Pirée et les côtes de Grèce. Nous avons empêché la Turquie d'envoyer des troupes en Crète ; ce serait une félonie de notre part de laisser les Grecs la lui prendre. » Le concert européen menaçait donc de changer de ton.

Peu après, sur la nouvelle d'un nouveau débarquement de troupes grecques, M. de Marschall télégraphia en clair à Athènes que le Gouvernement impérial jugeait désormais au-dessous de sa dignité de faire d'autres démarches à Athènes. D'ailleurs au degré de surexcitation où était montée la Grèce, toute démarche eût été inutile. Il n'était plus question de neutralité : en même temps que le Gouvernement grec envoyait un corps expéditionnaire en Crète, fort d'environ 3000 hommes et commandé par le colonel Vassos, un des meilleurs officiers de l'armée hellénique, pour prendre possession de l'île au nom du roi Georges, les classes de la réserve étaient rappelées sous les drapeaux, l'armée mise sur le pied de guerre et les frontières garnies de troupes.

L'opinion publique, si puissante en Grèce, s'indignait que l'Europe chrétienne se fût constituée l'alliée du Sultan. Elle s'irritait contre la Russie qui oubliait les liens du sang, la France, sa traditionnelle grande amie, qui renonçait à cette amitié par raison d'État, contre le Saint-Père, l'avisé vieillard qui au lieu de soulever con-

tre le *Sultan Rouge* la masse de ses fidèles, de prêcher la croisade contre le bourreau des Arméniens, se bornait à remercier le Gouvernement français pour la protection accordée aux chrétiens, et à décorer les officiers qui avaient contribué à sauvegarder les missions catholiques.

Les puissances s'étaient faites une ligne de conduite invariable du maintien du *statu quo* ; et cette volonté unanime du *statu quo* était une des formes de cette crainte éternelle, latente, la peur du conflit, la hantise de la guerre en vue de laquelle l'Europe se ruine depuis 25 ans.

L'orage gronda bientôt dans les Parlements, chez les grandes puissances comme chez les petits États. Jusque-là les États balkaniques avaient fait preuve d'une sagesse admirable, puisqu'ils n'avaient encore rien réclamé au nom du fameux *équilibre des Balkans*. Cette fois la Roumanie s'émut et son ministre de la guerre obtint un crédit de 3 millions.

En Hongrie, le député Kossuth porta une interpellation à la Chambre à ce sujet.

En Italie, le ministère avait fait savoir que la situation s'aggravant en Orient, il avancerait la date des élections afin de demander des crédits à la nouvelle Chambre.

En France, le 23 février, à la suite des interpellations de MM. Denys Cochin, Delafosse et Jaurès, M. Hanotaux avait démontré la nécessité pour la France de ne pas

recourir à la politique d'aventures et de maintenir dans son harmonie le concert européen ; il avait pu grouper sur son ordre du jour 413 voix contre 83 ; le même jour, presque à la même heure, M. Balfour à la Chambre des communes et M. de Marschall au Reichstag tenaient un langage identique et obtenaient le même succès.

Par contre, les députés de l'opposition, tant en France qu'en Angleterre et en Italie, prenaient le parti de l'hellénisme. Aux Communes, M. Labouchère se faisait rappeler à l'ordre pour avoir appelé Abdul-Hamid, *une honte pour la civilisation*. M. Gladstone le nommait bien *l'ineffable Turc*.

L'agitation descendit dans la rue. En France, des manifestations se produisaient chaque jour en faveur de la Grèce.

Les conférences se multipliaient au sujet de la question crétoise, parfois écoutées par un public d'élite, et les ministres de Grèce ne se faisaient pas faute d'y paraître et de se commettre parfois avec des personnages peu qualifiés (1).

En Italie, l'opinion avait nécessité de la Consulta un communiqué à la presse, rappelant que le gouvernement royal n'envisageait que la paix.

En Angleterre, on se montrait très philhellène. A

(1) Le 18 février, dans une conférence de M. Psichari faite à la Bodinière, M. Delyannis rencontrant M. Rochefort alla droit à lui et ne dédaigna pas de le féliciter de ses articles. « *On me trouvera toujours du côté des opprimés* », répondit le trop célèbre polémiste. (Journaux du 19 février.)

Londres, dans les salons, il était de bon ton que les dames abordassent les couleurs grecques.

§ 8. — L'hellénisme.

Bref toute cette agitation entretenait en Grèce une tendance optimiste à croire à un revirement de la part de l'Europe ; en attendant la réalisation de cet espoir les journaux athéniens jetaient feu et flammes contre les grandes puissances ; l'*Asty* et l'*Akropolis* rejetaient toute proposition d'autonomie pour la Crète ; d'autres préconisaient la guerre ; l'*Embros* écrivait : En avant avec la volonté de Dieu ! l'officieuse *Proïa* faisait montre d'intentions belliqueuses.

La colère débordait particulièrement contre l'Allemagne, quand on sut qu'à Stamboul des prières avaient été dites par les imans pour la plus grande gloire de Guillaume II. On parla de mettre l'Allemagne en interdit ; des hôteliers refusèrent de recevoir des voyageurs à l'accent tudesque. A Syra, dans les Cyclades, le commandant du port refusa de laisser le croiseur allemand *Impératrice Augusta* s'approvisionner de charbon (1).

Pourtant, sauf l'Allemagne, les puissances ne faisaient pas entrer en ligne de compte l'avis du Sultan dans leurs arrangements. Le désir de la paix qui les poussait à réfréner les tendances philhellènes de la population et faisait du maintien du *statu quo* la base de la politi-

(1) *Le Temps*, 3 mars 1897.

que européenne, était bien plutôt dans leur propre intérêt que dans celui d'Abdul-Hamid. Le Sultan qui avait revendiqué l'appui des puissances tant qu'il avait cru à leur rivalité, supportait impatiemment leur tutelle maintenant que l'entente menaçait de durer et il s'irritait contre ce qu'il appelait « l'inconvenance de traiter à huis-clos, sans le consulter, les intérêts essentiels de l'Empire ottoman » (1).

Et puis les affaires allaient mal en Crète pour lui : Grecs et insurgés semblaient peu se soucier d'accéder aux désirs pacifiques des puissances. Le colonel Vassos avait notifié par une proclamation datée du couvent de Gonia, à la population crétoise, l'occupation militaire au nom du roi de Grèce ; puis il avait marché de l'avant, attaqué les troupes du Sultan à Platania, fait sauter le fortin de Voukoulis à la dynamite, bloqué 250 soldats et 2.000 musulmans à Kandano et poussé ses avant-postes jusqu'aux portes de la Canée. Mais il avait compté sans la présence des escadres internationales ; les insurgés pressaient vivement les troupes ottomanes à Karatidi et malgré la défense des amiraux, s'avançaient vers Halépa. Alors, sur l'ordre de l'amiral italien Canevero, le plus ancien du grade, les vaisseaux qui se trouvaient les plus rapprochés de terre ouvrirent le feu pour refouler les insurgés ; ceux-ci furent obligés de se retrancher dans l'intérieur des terres, hors

(1) *Le Temps*, 4 février 1897.

de portée des obus, pas assez vite cependant pour n'avoir pas éprouvé quelque perte. Les Français et les Italiens, qui se trouvaient en arrière n'avaient pas tiré ; et seul entre tous, le stationnaire allemand se servit d'obus explosifs. Ce fut le premier acte de représailles.

L'émotion fut grande dans le monde entier.

A Athènes, l'élément patriote manifesta bruyamment.

L'*Ethnike-Hétairia* (Association nationale), dont l'influence dans tout l'Orient est considérable, poussait le gouvernement grec à hâter les armements à la frontière et à prendre l'initiative des hostilités ; la situation était critique.

Les puissances avaient invité les amiraux et les consuls à indiquer ce qu'il convenait de faire pour améliorer la situation : ceux-ci préconisèrent collectivement certaines mesures :

1° La mise en demeure de rappel des navires et des troupes grecques.

2° L'occupation par les marins internationaux de Candie et de Réthymo.

3° Le blocus des côtes de Crète.

Ce fut le gouvernement russe qui, cette fois, prit l'initiative de nouvelles propositions : il posait en principe les deux points suivants :

1° Pas d'annexion à la Grèce.

2° Régime autonome constitué par les puissances.

Ceci notifié à la fois à Constantinople et à Athènes

avec sommation par ultimatum à cette dernière de retirer ses troupes dans le délai de 3 jours. La fin du mois de février s'écoula sans que les puissances aient pu se mettre d'accord sur un texte identique ; l'Angleterre principalement apportait des obstacles à l'accord des puissances. Enfin, le 2 mars 1897, les ambassadeurs accrédités auprès de la Porte et les ministres résidents à Athènes pouvaient remettre les notes que nous rapportons et qui devaient être considérées à Constantinople et à Athènes comme le dernier mot de la volonté de l'Europe dans sa ligne de concession et sa détermination immuable :

Au gouvernement ottoman :

« Les Grandes Puissances, animées du désir d'assurer le maintien de la paix et de voir respecter l'intégrité de l'empire ottoman, ont recherché les moyens de mettre un terme aux désordres qui ont amené leur intervention armée en Crète, ainsi que la présence dans l'île des forces helléniques. Elles ont reconnu que par suite du retard apporté à leur application, les réformes prévues dans l'arrangement des 13, 15, 25 août 1896 ne répondaient plus aux nécessités de la situation actuelle et elles sont tombées d'accord sur les points suivants :

1^o La Crète ne pourra en aucun cas être annexée à la Grèce dans les conjonctures présentes.

2^o Elle sera dotée par les Grandes Puissances d'un régime autonome. En notifiant, d'ordre de leurs Gouvernements, ces décisions à la Porte, les soussignés, représentants des Grandes Puissances à Constantinople croient devoir lui faire part de la résolution qu'ont leurs Gouvernements d'adresser à la Grèce la sommation de retirer de Crète ses troupes et ses forces navales. »

Au gouvernement hellénique :

« J'ai reçu de mon Gouvernement l'ordre de porter à la connaissance de V. E. que les Grandes Puissances se sont entendues pour arrêter une ligne de conduite commune destinée à mettre fin à une si-

tuation qu'il n'a pas dépendu d'elles de prévenir, mais dont la prolongation serait de nature à compromettre gravement la paix de l'Europe. A cet effet, les Gouvernements d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie, de France, d'Angleterre, d'Italie et de Russie sont tombés d'accord sur les deux points suivants :

1° La Crète ne pourra en aucun cas, dans les conjectures présentes, être annexée à la Grèce.

2° Vu les retards apportés par la Turquie dans l'application des réformes arrêtées de concert avec elle et qui n'en permettent plus l'adaptation à un état de choses transformé, les Puissances sont résolues, tout en maintenant l'intégrité de l'Empire Ottoman, à doter la Crète d'un régime autonome absolument effectif, destiné à lui assurer un Gouvernement séparé sous la haute suzeraineté du Sultan.

La réalisation de ces vues ne saurait, dans la conviction des cabinets, s'obtenir que par le retrait des navires et des troupes grecques qui sont actuellement dans les eaux ou sur le territoire de l'île occupée par les Puissances. Aussi attendons-nous avec confiance cette détermination de la sagesse du Gouvernement de S. M. qui ne voudra pas persister dans une voie contraire à la résolution des Puissances, décidées à poursuivre un prompt apaisement aussi indispensable à la Crète qu'au maintien de la paix générale.

Je ne dissimulerai pas toutefois à V. E. que mes instructions me prescrivent de vous prévenir qu'en cas de refus du Gouvernement Royal, le Grandes Puissances sont irrévocablement déterminées à ne reculer devant aucun moyen de contrainte, si, à l'expiration d'un délai de 6 jours, le rappel des navires des troupes grecques n'était effectué (1). »

De la note présentée à la Porte, nous n'avons pas grand'chose à dire, si ce n'est que Tewfik Pacha fit une réponse satisfaisante. Quant à la Grèce, la situation était plus compliquée: le texte de la réponse de M. Skouzés, ministre des affaires étrangères, est d'une longueur qui nous interdit de la reproduire ; il semblait que la Grèce eût voulu se ménager une porte de sortie ; prise entre les exigences irréductibles des patriotes et l'ulti-

(1) *Livre jaune*, 1897.

matum des puissances, elle laissait la porte ouverte à de nouvelles négociations : certainement, laissait entendre M. Skouzès, le gouvernement n'aurait pas demandé mieux de se voir forcé de revenir à une attitude moins dangereuse. Cependant les événements de Crète ne pouvaient laisser le gouvernement grec indifférent, mais l'Europe se trompait en fondant sur un principe d'autonomie un idéal de paix qui ne se réaliserait pas ; il serait préférable que, l'ordre établi, le peuple crétois fût amené à exprimer ses désirs par un plébiscite ; en attendant, la présence des flottes internationales étant une garantie suffisante pour assurer la sécurité des côtes de Crète, on pourrait au besoin permettre à la Grèce de rappeler sa propre flotte, mais l'anarchie qui régnait à l'intérieur rendait le séjour des troupes grecques indispensable pour sauvegarder la personne et les biens des chrétiens.

En somme, cette réponse ne donnait à l'Europe qu'une demi-satisfaction. Pouvait-elle s'en contenter ?

Le cabinet italien estimait que oui. Le cabinet de Londres eût voulu canaliser ces troupes grecques qu'on s'obstinait à maintenir, les placer sous le contrôle et le commandement d'officiers européens, en faire une sorte de gendarmerie aux ordres des puissances et à la solde de la Grèce. Mais le cabinet de Berlin repoussa énergiquement une pareille combinaison : M. de Marschall ne voyait de remèdes que dans le blocus immédiat de l'île de Crète et des ports grecs.

La Double-Alliance était d'accord pour trouver la réponse grecque inacceptable. Le comte Mouravieff multipliait les échanges de vues afin que l'initiative prise par lui n'eût pas le même sort que les propositions faites l'année précédente par son collègue d'Autriche. M. Hanotaux lui offrit son aide. En effet, à partir du 15 mars, notre ministre avait les mains libres ; à la suite d'interpellations de MM. Goblet, Delafosse, Millerand, Denys Cochin et Jaurès, il avait développé ses vues sur notre politique extérieure et groupé 213 voix sur un ordre du jour qui prévoyait le blocus de l'île de Crète et le renforcement de notre effectif. Il n'avait pas parlé du blocus du Pirée, parce que plusieurs puissances n'en voulaient à aucun prix.

§ 9. — Le blocus pacifique.

Dès lors le blocus de la Crète fut virtuellement résolu : il commença le 9-21 mars à 8 heures du matin. Les amiraux adressèrent à leurs ambassadeurs respectifs à Constantinople le télégramme suivant : « Les amiraux ont décidé de mettre l'île de Candie en état de blocus ; je vous prie de vouloir bien le notifier à la Porte et aux puissances neutres. *Le blocus sera général pour tous les navires sous pavillon grec. Les navires des six puissances ou des neutres pourront venir dans les ports occupés par les puissances* et pourront débarquer leurs marchandises, seulement si les marchandises ne sont ni pour les troupes grecques, ni pour l'intérieur de l'île.

Les mouillages pourront être visités par les navires de la flotte internationale. Les limites du blocus sont comprises entre les 23° 24', et 26° 30' de longitude Est, méridien de Greenwich, et les 35° 48', et 34° 45' de latitude Nord. »

La même dépêche avait été envoyée le même jour à Athènes avec cette addition : « Je vous prie de vouloir bien inviter le Gouvernement grec à rappeler ses navires de guerre encore présents dans les eaux de la Crète. Ils devront être partis le 21, à 8 heures du matin, sous peine d'y être contraints par la force (1). »

Qu'allait faire la Grèce ? Les mesures appliquées par les amiraux devaient être considérées comme de simples mesures de police, mises en œuvre avec le consentement de la puissance suzeraine, dans le but de prévenir de nouveaux conflits. Mais cela n'empêchait pas qu'en fait, l'Europe prétendait se substituer à la Turquie, éliminer la Grèce, ne reconnaissant pas d'autre pouvoir légitime que celui qu'elle se décernait elle-même. La Grèce n'avait plus l'excuse de la protection des chrétiens, puisque les amiraux avaient réclamé à leurs gouvernements des troupes de débarquement pour les garantir ; et la Turquie n'avait plus le prétexte de l'envahissement de la Crète, puisque les puissances s'étaient dévolù le droit d'y remédier : *sublata causa, tollitur effectus*.

(1) *Livre jaune*, 1897.

La déclaration du blocus ne donna lieu à aucun incident notable : aucun bâtiment grec ne stationnait à cette date en Crète.

Le 17 mars, un navire autrichien ayant voulu empêcher le débarquement d'un voilier hellène, on tira de la côte sur le navire de guerre qui riposta et coula le voilier dont l'équipage put se sauver à la nage. Quelques jours après, le steamer *Hora* (1) fut capturé par un croiseur autrichien et amené dans la baie de la Sude ; ce furent les seuls incidents graves du début.

Les amiraux réunis en conseil s'étaient constitués en une sorte de gouvernement provisoire des parties de l'île soumises à leurs armes. Le vice-amiral Canevero, le plus ancien du grade, avait signifié au vice-consul de Grèce et à tous les sujets hellènes d'avoir à quitter l'île, et son premier soin avait été de faire publier une proclamation d'autonomie. La plupart des insurgés se montrèrent satisfaits d'apprendre qu'on leur conférait une sorte de *home rule* : « Puisqu'on fait de notre île un État civilisé, nous nous comporterons en civilisés ».

Mais ceux d'entre eux qui s'étaient réfugiés à Athènes demandaient sans cesse l'annexion ; d'ailleurs leurs demandes restaient vaines ; pour voiler un peu l'attitude sévère qu'il avait prise à leur égard, le tsar avait fait don de 50.000 roubles aux réfugiés crétois, qui imaginèrent un moyen de décliner ce présent sans pour cela

(1) Le *Hora* avait à son bord le vice-président de la Chambre hellénique.

froisser l'Empereur ; ils répondirent par une lettre de remerciements qui ajoutait qu'ayant sur la terre de Grèce tout ce qu'il leur fallait, ils suppliaient le tsar d'envoyer pour 50.000 roubles de provisions à leurs compatriotes en Crète (1). Or ceux-ci n'étaient pas aussi dénués de ressources qu'on l'avait cru : le blocus n'était pas parfait sur cette île qui offre des baies tranquilles et abordables à chaque circuit du rivage ; des expéditions de vivres et de munitions, insaisissables et cependant certaines — la preuve est que le vin de champagne n'a jamais manqué dans le camp du colonel Vassos — avaient lieu entre la Morée et la Crète ; de plus, toutes les ressources naturelles de l'île étaient à leur portée ; dans l'intérieur ils pouvaient faire à leur profit toutes les récoltes (2).

On comprend que les insurgés attendissent sans trop d'impatience un dénouement quelconque ; quelques-uns s'étant risqués à attaquer le blockhaus qui commande l'entrée de la baie de la Sude furent reçus à coups de canon (3) et lâchèrent prise immédiatement, moins dans la crainte d'un échec que pour éviter des complications ultérieures.

Les troupes de débarquement étaient encore peu nombreuses : 600 Français à la Canée ; 500 highlanders à Candie, un millier d'hommes du Royal Welsh fusiliers

(1) *Le Temps*, 3 avril 1897.

(2) *Le Temps*, 19 avril 1897.

(3) Seuls les vaisseaux italiens, anglais et russes avaient tiré.

ailleurs, un petit contingent russe, étaient peut-être suffisants pour mettre un peu d'ordre parmi les 25.500 musulmans de la Canée, les 20.000 musulmans de Rethymo, les 47.000 musulmans de Candie et les 11.500 musulmans de Sitia ; mais en admettant que ces troupes pussent, avec l'appui des batteries des cuirassés, tenir tête, dans les villes que nous venons de citer, aux efforts des insurgés secondés par les troupes du colonel Vassos, elles n'étaient d'aucun secours dans l'intérieur de l'île ; même renforcées, elles n'auraient pu interdire à la Grèce son attitude belliqueuse.

§ 10. — La guerre.

Ces craintes faisaient l'objet d'échanges de vues entre les diverses ambassades. Lord Salisbury aurait voulu sommer les gouvernements turc et grec de retirer leurs troupes à 50 milles de la frontière ; le comte Mouraviëff préconisait le blocus de Volo, base d'opérations pour l'armée hellénique ; le baron Marschall, d'accord sur ce point avec les amiraux, opinait pour le blocus du Pirée immédiat, car les choses étaient poussées à ce point qu'un incident de frontière était toujours à craindre et qu'en ce cas la guerre serait certaine. Aussi le comte Mouraviëff n'eut-il pas de peine à faire déclarer par toutes les puissances qu'en cas de conflit, l'agresseur serait rendu responsable et que, quelle que fût l'issue de la lutte, on n'admettrait en aucun cas qu'il en tirât avantage. Cette note, portée le 6 avril à Athènes,

ne ralentit nullement le zèle patriotique des Grecs. Le 29 mars, le roi Georges avait laissé partir le Diadoque (prince héritier) Constantin, duc de Sparte, à la frontière de Thessalie et, le prince accompagné de sa femme, la princesse Sophie, sœur de l'empereur allemand, était allé prendre le commandement des troupes, parmi les acclamations de tout un peuple.

Que faisait la Turquie devant tant de provocations ? Tandis que, dans les chancelleries, elle protestait de ses intentions pacifiques, elle mobilisait des forces considérables qu'elle envoyait sur la frontière de Thessalie par le chemin de fer de Salonique. Le 20 mars, le Divan avait jugé utile de faire une grande démonstration pour chauffer l'enthousiasme populaire : il s'était enhardi jusqu'à faire sortir la flotte turque, antique et solennelle, qui dormait depuis 22 ans au fond de la Corne d'Or.

Quand on vit les cinq vaisseaux cuirassés, flanqués chacun d'un torpilleur, se diriger vers la haute mer, tous les visages se tournèrent vers la Mecque et mille cris s'élevèrent : « Que notre Padischah soit vainqueur des mécréants » ! La flotte qui, au dire de tous les marins, devait couler sitôt en haute mer, fit meilleure contenance qu'on eût pu croire ; un bâtiment seulement faillit enlever un pont (1).

Abdul-Hamid fut bientôt amené à prendre une attitude encore plus marquée. Le 9 avril, le général Edhem

(1) *Le Temps*, 29 mars 1897.

Pacha commandant en chef l'armée de Thessalie avait adressé à la Sublime Porte le télégramme suivant : « Les Hellènes ont, dans la matinée, fait irruption sur le territoire de l'Empire, occupé les sommets de Krania, détruit à coups de canon le blockhaus de Baltinos. Les agresseurs sont des soldats de l'armée régulière grecque, et les ordres d'attaque étaient donnés au son du clairon. »

Il était difficile de ne pas considérer la guerre comme ouverte ; aussi le Divan qui s'apprêtait à prendre l'offensive envoya des ordres contraires. Mais la Grèce à son tour se récusa ; comme deux lutteurs qui attendent un défaut de l'adversaire, aucun des deux États ne voulait engager la lutte, espérant gagner les bonnes grâces de l'Europe ; le gouvernement grec prétendit que cette incursion était l'œuvre de bandes irrégulières à la solde de l'*Ethnike-Hetairia* dont le président se trouvait justement à la frontière et qui venait de lancer une proclamation invitant les Macédoniens à se soulever en masse.

Pendant quelques jours, tout resta en suspens et Edhem-Pacha continua à se tenir sur la défensive, mais les attaques constantes des bandes grecques rendaient sa position très difficile et il demandait à la Porte l'autorisation de marcher de l'avant ; cependant le Sultan hésitait encore.

Enfin le 17 avril, sur des preuves certaines que les bandes entrées en Macédoine ne se composaient pas

seulement d'irréguliers, le sultan décida de rappeler son ministre à Athènes et de remettre au prince Mavrocordato ses passeports : les sujets grecs avaient 15 jours pour quitter Constantinople.

Il est maintenant permis de se demander ce qu'avait fait l'Europe pour prévenir le conflit actuel. Le concert européen, qui avait pu barrer la route aux ambitions grecques du côté de la Crète en proclamant le blocus pacifique, avait été impuissant du côté de la Macédoine. Eût-il mieux valu « laisser faire » les choses ? annexer la Crète à la Grèce, comme le préconisait sir Ch. Dilke en Angleterre, comme le demandait toute l'opposition en Italie ?

Mais pour l'Europe, quels résultats cela n'eût pas entraînés ! C'était l'ébranlement de l'Empire ottoman, les petits États des Balkans en feu, la Hongrie atteinte, la Russie alléchée, toutes les cupidités britanniques déchaînées, toutes les guerres possibles. Après tout, comme l'avait dit lord Salisbury à la Chambre des lords, cette fédération européenne était une assez grande chose pour mériter le respect de tous et qui devait avoir en tous cas les sympathies ardentes des partisans de l'arbitrage international ; or, remarquait le ministre anglais, ceux qui réclamaient la formation d'un aréopage européen et d'une cour en dernière instance étaient justement ceux qui protestaient violemment contre le premier essai tenté par la diplomatie pour réaliser leur idéal.

Nous n'avons pas à entrer dans le détail des opérations militaires ; les Turcs avec l'avantage du nombre, d'une discipline toute germanique, d'une stratégie savante, d'un haut commandement de valeur n'eurent pas de peine à refouler l'armée hellénique.

Revenons donc à la Crète que nous avons laissée en proie à l'anarchie la plus complète. Les musulmans renfermés dans les villes souffraient de la famine et n'avaient d'autres ressources que de piller les environs. Cependant les puissances ne pouvaient pas fournir l'avance des sommes que la Porte promettait toujours et ne donnait jamais ; elles dépensaient déjà suffisamment pour maintenir dans ce coin de la Méditerranée les flottes et les troupes nécessaires au maintien du blocus. La guerre survenue, les deux parties se contentèrent d'occuper les positions qu'elles avaient conquises. Cependant les puissances ne restèrent pas inactives ; elles avaient en effet à s'inquiéter de la situation nouvelle apportée par la déclaration de guerre ; les puissances avaient-elles juridiquement le droit de maintenir le blocus de la Crète, alors que le souverain territorial était un des belligérants ? Les représailles dirigées en somme contre la Grèce, étaient-elles compatibles avec les règles d'une stricte neutralité ? Les grandes puissances passèrent outre et décidèrent que la guerre ne modifierait pas l'entente qui existait entre elles, en attendant que la nécessité poussât l'une des parties à demander la médiation de l'Europe. Or l'amour-

propre hellène s'y refusait toujours. Des désordres avaient éclaté à Athènes ; le malheureux roi dut sacrifier son ministre et le 2 mai constitua avec Ralli un cabinet aux tendances pacifiques ; sitôt en possession de son portefeuille, le ministre Ralli fit savoir qu'il reconnaissait l'urgence d'un armistice, mais qu'il désirait que l'initiative en fût prise par les grandes puissances. Le lendemain de son entrée en fonctions, M. Ralli ordonna au colonel Vassos de rentrer en Grèce et de remettre le commandement des troupes royales au colonel Stoïcos ; c'était là une mesure destinée à satisfaire les puissances, quoique la version officielle déclarât que le remplacement du colonel n'était motivé que par les revers éprouvés à la frontière. L'Europe ne voulut voir que le rappel et non le remplacement et estima que cet acte était un premier pas dans le sens d'une solution pacifique. Le comte Mouravieff se déclara prêt, si le cabinet d'Athènes en faisait la proposition, à tenter, de concert avec les autres grandes puissances, d'interposer sa médiation entre les deux belligérants. Mais fallait-il attendre que la Grèce en fit la demande ? Ne valait-il pas mieux offrir spontanément cette médiation ? Était-il préférable d'employer un arbitrage accepté d'avance par les deux parties ?

§ 11. — La médiation collective.

Les ministres des puissances à Athènes s'entretenaient gravement de toutes ces questions au domicile de

M. Bourée, retenu chez lui par la goutte, lorsque dans la soirée du 8 mai, M. Skoulidis, ministre des affaires étrangères, les informa que le gouvernement royal avait pris la décision de rappeler, dans un court délai, les troupes grecques actuellement en Crète et qu'il désirait que des ordres fussent donnés à la flotte internationale pour permettre à un navire ou à un transport de procéder à l'embarquement progressif des troupes. De plus, afin que le ministre d'Allemagne, le baron de Plessen, pût prendre part aux délibérations, M. Skouzès s'engagea, comme le représentant de l'empereur Guillaume l'exigeait, à reconnaître l'autonomie de l'île, telle que l'entendaient les puissances. Aussi M. Onou, le doyen du corps diplomatique, put-il remettre officiellement, dès 4 heures du matin, une offre de *médiation* au nom des grandes puissances. Comme il était convenu, M. Skoulidis répondit que Sa Majesté Royale remettait avec confiance entre les mains des puissances la garde de ses intérêts, rappelait ses troupes et adhérait à l'autonomie de l'île. À l'Europe était dévolu le rôle d'intermédiaire, d'*honnête courtier*, ce qui constituait en somme un arbitrage.

De leur côté, les ambassadeurs accrédités auprès du Sultan, remirent au Divan un mémorandum portant que, la Grèce ayant confié aux puissances le soin de ses intérêts, les puissances s'étaient mises d'accord pour prier le gouvernement impérial de suspendre les hostilités en vue d'arrêter les bases d'un armistice (1) et

(1) On ne parlait pas de l'armistice sur mer.

d'aborder les négociations pour la conclusion de la paix définitive. Aussitôt Abdul-Hamid, dont les sentiments d'humanité, ignorés jusqu'alors, s'étaient révélés récemment dans un télégramme ému, envoyé au président de la République française, à l'occasion de l'incendie du Bazar de la Charité, ordonna à son ministre de suspendre les hostilités sur toute la ligne et fit savoir qu'il se montrerait aussi conciliant que possible : il exigerait seulement le remboursement de ses dépenses de guerre, et une légère rectification de frontières, n'ayant qu'une valeur stratégique, du côté de la Thessalie. Les journaux turcs célébrèrent à l'envi les sentiments magnanimes et pacifiques de leur Padischah.

Il ne restait plus qu'à lever le blocus, mais le comte Mouravieff demanda qu'on subordonnât cette mesure à l'évacuation des troupes grecques, et que, même alors, une surveillance fût exercée par quelques navires qu'on laisserait sur les côtes de l'île ; le 12 mai, le blocus était virtuellement levé et bien que l'embarquement des soldats hellènes fût à peine commencé, des navires anglais, italiens et autrichiens quittèrent la Crète. Cette date marque la fin des représailles, non pas la fin de l'intervention européenne.

§ 12. — L'échec des puissances.

On put croire alors que la question crétoise allait être définitivement tranchée en dehors de toute intervention de la Grèce : il n'en fut rien. Il s'ouvrit une série

confuse de négociations diplomatiques, qui, à l'heure actuelle, n'aboutit encore à rien. Le système de l'occupation internationale peut se comprendre dans une période de troubles comme moyen extrême, au nom de certains grands intérêts, mais non comme la base d'un système d'administration permanent. Dans la seconde moitié de l'année 1898, l'Europe n'a encore fait que du provisoire. Procédons par ordre.

Le 9 juin 1897, M. Hanotaux prit l'initiative d'une entente entre les puissances qui devait porter sur les points suivants :

1° Autonomie et neutralisation de la Crète qui continue à faire partie de l'Empire ottoman ;

2° Désignation à brève échéance par les puissances d'un Gouverneur appartenant autant que possible à un État neutre ;

3° Mise à l'étude d'un système d'affectation de certains revenus de l'île de Crète au service d'un emprunt de 6 millions, étant entendu que les puissances s'emploieront collectivement à faire en sorte que les revenus en question ne soient pas détournés de leur affectation spéciale ;

4° Constitution d'une gendarmerie composée dans une proportion à déterminer d'éléments étrangers aussi homogènes que possible et d'éléments crétois.

5° Concentration des troupes turques sur un certain nombre de points de l'île.

6 Aucune modification à la situation actuelle en ce qui concerne l'autorité des amiraux.

Ces propositions rencontrèrent l'opposition de l'Angleterre, car lord Salisbury émit l'opinion que rien de sérieux ne pouvait être fait en Crète, tant que la paix n'aurait pas été conclue entre la Turquie et la Grèce.

Que faisait la Turquie, pendant qu'on discutait sur son sort ? La proposition d'autonomie de la Crète n'était pas pour lui plaire et elle prenait un soin particulier de ne jamais prononcer ce mot. Elle supportait impatiemment l'ingérence des puissances dans ce qu'elle considérait ses propres affaires ; même elle avait trouvé très mauvais que les amiraux, pour punir les auteurs de méfaits qui se commettaient journellement, aient cru devoir créer une commission militaire de police internationale, jugeant sans appel, sur la base du code militaire italien, tous faits commis au préjudice d'officiers ou soldats internationaux (1). Naturellement les puissances coupèrent court à de telles réclamations ; mais les journaux anglais se saisirent de l'incident pour dire que le meilleur moyen d'éviter des complications ultérieures serait d'ordonner l'évacuation de la Crète par les troupes turques, rédifis ou bachibouzoucks. En attendant, les troupes internationales, avec drapeau parlementaire, firent des marches dans l'île, en dehors des positions occupées, dans un but de police et de pacification ; les chefs insurgés ne firent aucune opposition ; ils demandèrent seulement à pouvoir s'entendre avec les délégués

(1) La commission avait choisi comme président le lieutenant-colonel français Vandenbroek.

des autres districts sur le lieu de réunion de l'Assemblée générale ; celle-ci, réunie le 7 novembre à Acrotiri, décida de remplacer le pavillon hellène par le drapeau de la Crète autonome, et de supprimer la qualification d'insurrectionnelle.

C'était très bien certes, mais cela ne dotait pas encore l'île d'une administration stable. Les ambassadeurs, chargés par leurs gouvernements de fixer les bases d'une organisation durable, reprirent les propositions françaises du 9 juin et élaborèrent sur ce canevas le texte d'un règlement provisoire. Une des conditions primordiales était la désignation à brève échéance par les puissances d'un gouverneur appartenant autant que possible à un État neutre. Mais ce gouverneur, qui devait rallier tant de suffrages, comment et où le trouver ?

La première tentative a échoué : elle consistait à mettre le prince Georges de Grèce à la tête de la principauté, en qualité de vassal du Sultan.

La seconde tentative a échoué : elle consistait à remettre provisoirement l'administration de l'île au conseil des amiraux internationaux. L'Assemblée générale crétoise vient de déclarer qu'en dehors de la candidature du prince Georges, il n'y a pas de place pour une autre combinaison (juin 1898).

Aucune autre proposition n'a été faite... et en attendant le brigandage sévit et les puissances se lassent. L'Autriche et l'Allemagne ont déjà retiré leurs troupes. Allons-nous faire de même ?

Pourquoi n'avoir pas donné aux Crétois l'élu de leur choix, le prince Georges, en exigeant le consentement du sombre Abdul-Hamid ? Parce que derrière le Sultan, il y a l'empereur Guillaume ; avec l'empereur Guillaume, la Triplice, et tous ces dangers de conflagration européenne qu'à grand'peine l'Europe a écartés jusqu'à présent renaîtraient comme au premier jour.

Les efforts de six gouvernements, les plus puissants du monde, ont été vains pour ramener la paix dans une île de la Méditerranée, et quand on examine le bilan de ces deux dernières années, on trouve ceci :

1° Dans une intervention qui avait pour but de soustraire les chrétiens aux autorités musulmanes, les puissances se sont faites l'allié du Sultan ;

2° Dans une intervention qui devait éviter la guerre, les puissances ont assisté en spectatrices au conflit gréco-turc ;

3° M. de Mouravieff avait dit que l'agresseur ne devrait retirer aucun fruit de son agression : or il se trouve que la Turquie, qui a déclaré la guerre, demande une rectification de frontières et une indemnité pécuniaire en attendant mieux ;

4° L'envoi des escadres internationales n'était légitime que s'il avait pour objet d'éviter l'effusion du sang ; or tout s'est borné à une démonstration platonique le long des côtes.

CONCLUSION. — **La paix de l'Europe.**

Mais alors, l'intervention des puissances en Crète a été inique. Elle mériterait d'être appelée avec M. Clémenceau une besogne infâme, avec M. Lavisse une prodigieuse décadence des sentiments d'humanité.

Non ; le concert européen, dans l'espèce qui nous occupe, a fait une œuvre bonne ; il eût pu la faire meilleure.

Nous voulons croire que les puissances n'ont été guidées par aucune ambition particulière ; remarquons seulement que la puissance qui occupe l'Égypte — temporairement, sans doute — a su habilement exploiter ses sympathies pour la Crète ; cette puissance renforce l'effectif de ses troupes, quand les autres États retirent les leurs ; nous ne voudrions pas qu'elle se crût obligée de maintenir seule l'ordre et la sécurité dans l'île candiotte, en vertu d'une délégation que l'Europe ne lui a pas donnée, et nous voulons croire que lord Salisbury n'a pas oublié ce qu'il disait au baron de Courcel le 11 juin 1896 : « Il y a tant d'intérêts engagés en Crète, et il a existé dans le passé tant de jalousies au sujet d'une influence exclusive d'une des puissances que je ne pourrais m'imaginer qu'une puissance quelconque en Europe désirât procéder isolément dans l'île. En tout cas, s'il y avait une telle puissance, ce ne serait certes pas le Gouvernement de la Reine. »

Le concert européen a maintenu la paix entre les

grandes puissances de l'Europe : voilà le grand, l'énorme bienfait dont on lui est redevable. Il suffit de si peu de chose, dans l'état de paix armée où nous sommes, pour déchaîner la plus grande des calamités humaines ; l'Europe s'est évité la guerre ; c'est un résultat négatif peut-être, mais nous n'avons pas le droit de ne pas en tenir compte.

Si les conséquences de l'entente internationale n'ont pas été meilleures, c'est que justement le concert a manqué d'entente vraie.

On a pu remarquer, à chaque instant, la défiance réciproque des divers cabinets, la crainte de prendre une initiative, une suspicion continuelle. On sent, à la lecture des documents diplomatiques, des livres bleus, jaunes ou verts, l'appréhension du piège dans la note en apparence la plus sincère ou la plus insignifiante. Mais à qui la faute ? Ah ! il faudrait remonter un peu plus loin pour trouver l'auteur vrai de cet état de choses ; les groupements actuels des grandes puissances, la triple alliance, l'alliance franco-russe, l'Angleterre qui évolue entre les deux suivant ses intérêts, sont des groupements hostiles. A qui la faute, à qui, sinon à l'homme qui vient de s'éteindre dans la solitude de Fredericksruhe, chargé d'ans, d'honneur et de malédictions.

BIBLIOGRAPHIE

LIVRES ET DOCUMENTS

- Azuni.** — Origines du droit maritime.
Bluntschli. — Le droit international codifié.
Blanc (Louis). — Histoire de 10 ans.
Bravard-Veyrières. — Les prises maritimes.
Brossard. — Considérations sur les républiques de la Plata.
Calvo. — Le droit international.
Cauchy. — Le droit maritime international.
Cussy (de). — Précis historique des événements politiques de 1814 à 1839.
— Phases du droit maritime.
Fauchille. — Le blocus maritime.
Gessner. — Le droit des neutres sur mer.
Guizot. — Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps.
Haussonville (d'). — Histoire de politique extérieure.
Hautefeuille. — Histoire des origines du droit maritime international.
Hippeau. — Histoire-diplomatique de la 3^e république.
Kluber. — Droit des gens moderne de l'Europe.
Lawrence. — Commentaires.
Martens (Ch. de). — Causes célèbres.
Martens (G. de). — Essai concernant les armateurs et les prises.
Martens (G. F. de). — Droit des gens de l'Europe.
Mas-Latrie. — Du droit de marque et de représailles.
Massé. — Le droit commercial.
Morel. — Les juridictions commerciales au moyen âge.
Nothomb. — Essai sur la révolution belge.
Nys. — Origines du droit international.
Ortolan. — Diplomatie de la mer.
Pardessus. — Lois maritimes anciennes.
Pistoye et Duverdy. — Traité des prises maritimes.
Pradier-Fodéré. — Traité de droit international public.

Rivière (Armand). — L'expédition du Tonkin.

Thouvenel. — La Grèce du roi Othon.

Travers-Twiss. — Le droit des gens.

Vattel. — Le droit des gens.

Viel-Castel. — Histoire de la restauration.

Wheaton. — Eléments.

Anonyme. — L'affaire du Tonkin. — Histoire diplomatique de notre protectorat.

Anonyme. — Les affaires de l'Indo-Chine.

Livres jaunes, 1833, 1880, 1886, 1897.

PÉRIODIQUES.

Annuaire des Deux-Mondes, *passim*.

Annuaire historique, *passim*.

Archives diplomatiques, *passim*.

Débats parlementaires, *passim*.

Journal de droit international privé, 1884.

Mémorial diplomatique, *passim*.

Moniteur universel, *passim*.

Revue de droit international, 1887.

Revue du droit public et de la science politique, *passim*.

Revue des Deux-Mondes, 1837, 1838.

Revue générale de droit international public, *passim*.

Vu :

Le Président de la thèse,

G. RENAULT.

Vu :

Le Doyen :

GARSONNET.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
PRÉFACE.....	1

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER. — Les origines.....	5
1. La Grèce.....	5
2. L'Empire romain.....	10
3. A. Les invasions ; — B. Charlemagne.....	13
4. A. L'Europe féodale ; — B. Les guerres privées ; C. Les immunités.....	19

CHAPITRE II. — Les lettres de représailles.....

1. Leur naissance.....	30
2. La procédure.....	37
§ 1. — <i>De la demande en concession de lettres</i>	37
§ 2. — <i>La vérification des faits</i>	38
§ 3. — <i>Réclamation par voie diplomatique</i>	39
§ 4. — <i>Les délais</i>	41
§ 5. — <i>La concession des lettres</i>	41
3. Les prises.....	46
§ 1. — <i>Les formalités</i>	46
§ 2. — <i>Des marchandises appartenant à des tiers</i>	47
§ 3. — <i>Du recours de la partie capturée</i>	48
§ 4. — <i>Des assurances</i>	50

DEUXIÈME PARTIE

INTRODUCTION : <i>Considérations générales</i>	53
--	----

CHAPITRE PREMIER. — Les représailles générales et les représailles particulières.	59
1. Les interventions collectives ; — A. La Sainte Alliance ; — B. Le concert européen	59
2. Les interventions individuelles ; — A. Leur caractère abusif ; — B. Leur nature complexe.	69
CHAPITRE II. — Des moyens de coercition	75
I. § 1. <i>La rétorsion</i>	76
§ 2. <i>La mise sous séquestre des biens des sujets de l'autre Etat</i>	77
§ 3. <i>L'interruption des relations commerciales, postales et télégraphiques</i>	79
§ 4. <i>L'expulsion des sujets de l'Etat coupable d'une violation de droit international</i>	80
§ 5. <i>L'arrestation à titre d'otage de quelques-uns des sujets de l'Etat</i>	80
§ 6. <i>La mise sous séquestre de ce qui appartient à l'autre Etat</i>	81
II. § 1. <i>L'embargo</i>	83
§ 2. <i>Le blocus pacifique</i>	85
CHAPITRE III. — Les principaux cas d'application de l'embargo et du blocus pacifique.	95
I. Représailles individuelles.	95
A. Blocus du Tage. — B. Blocus de la Nouvelle Grenade. — C. Blocus du Mexique. — D. Blocus du Rio de la Plata :	
§ 1. <i>Intervention française</i> ; § 2. <i>Intervention franco-anglaise</i>	111
E. Blocus de la Grèce. — F. Blocus de Gaëte. — G. Blocus de Formose. — Blocus des côtes du Siam.	
II. Représailles collectives	161
§ 1. <i>Affaires de Belgique</i>	161
§ 2. <i>Affaires d'Orient</i>	184
A. Blocus des côtes grecques. — B. Blocus de la Grèce. — C. Blocus de la Crète :	
§ 1. <i>L'île candiotte</i>	210
§ 2. <i>L'administration ottomane</i>	211

§ 3.	<i>L'insurrection</i>	216
§ 4.	<i>Le concert européen</i>	218
§ 5.	<i>Les propositions du comte Goluchowski</i>	222
§ 6.	<i>Les promesses du Sultan</i>	225
§ 7.	<i>Notes et propositions</i>	231
§ 8.	<i>L'hellénisme</i>	238
§ 9.	<i>Le blocus pacifique</i>	244
§ 10.	<i>La guerre</i>	248
§ 11.	<i>La médiation collective</i>	253
§ 12.	<i>L'échec des puissances</i>	255
	<i>Conclusion : La paix de l'Europe</i>	259
	<i>BIBLIOGRAPHIE</i>	263

Imp. G. Saint-Aubin et Thevenot. — J. Thevenot, successeur, Saint-Dizier.
